

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ENTRE UNITÉ ET DISSENSION,  
LA PERCEPTION DE LA CHARTE DES VALEURS PAR LE MOUVEMENT  
SOVERAINISTE QUÉBÉCOIS

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR  
SKLAERENN LE GALLO

JANVIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, m'ont soutenue, encouragée et redonné la motivation de mettre un point final à ce mémoire. D'abord, Catherine Montgomery qui grâce à ses nombreux conseils avisés, sa patience, son soutien durant ces deux dernières années et la confiance qu'elle a placée en moi, m'a permis de venir à bout de ce mémoire, presque toujours avec le sourire. Gaby Hsab et Gina Stoiciu ensuite dont les commentaires et les pistes de réflexion proposées lors de mon jury de projet de mémoire m'auront permis de consolider mes recherches. Merci également au Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier et à Laurence Côté pour son aide et ses réponses à mes nombreuses questions.

Merci à mes amies et camarades du quotidien, Éloïse et Laurine, qui auront dû me supporter dans mes hauts et mes bas durant la rédaction de ce mémoire. Un merci tout particulier à Véronique pour son soutien et son écoute, elle qui la première m'aura poussé à m'intéresser à la question nationale au Québec, réveillant chez moi un intérêt jusqu'ici timide pour les enjeux de l'imaginaire national. Merci à toutes ces personnes dont j'ai croisé la route durant mon cheminement à la maîtrise et avec qui j'ai partagé un petit bout de chemin, et particulièrement à mes anciens collègues de la concentration internationale et interculturelle.

Enfin, merci à ma famille, mon frère, ma sœur, et plus particulièrement un énorme merci à mes parents, Marie-Paule et Laurent, qui ont toujours su me pousser à aller au bout de mes envies, même si celles-ci impliquent d'être séparés par un océan. Merci pour leur soutien permanent, leur écoute et leur confiance en moi.

*À Simone,  
Henri et Éliane*



## TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ .....	vii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS.....	7
1. L’imaginaire national au Québec : de ses origines à nos jours .....	7
1.1 Avant 1960.....	7
2 La nation et l’immigration.....	15
2.1 Années 90 .....	16
2.2 2006-2007 : Les prémices de la Commission Bouchard-Taylor.....	19
2.3 Bouchard-Taylor : Proposer des pistes de solutions .....	21
3 La Charte des valeurs québécoises : un aboutissement? .....	22
3.1 Prémisses de la Charte .....	22
3.2 Quelles valeurs pour le Québec?.....	23
4 La dualité identitaire au Québec.....	25
4.1 Le rapport majorité/minorité.....	25
4.2 Multiculturalisme et identité nationale .....	27
CHAPITRE II	
CADRE CONCEPTUEL .....	33
1 Sur le discours politique.....	33
1.1 Statut du discours.....	33
1.2 Cohésion du mouvement.....	37
2 La nation : les grands modèles .....	39
2.1 Benedict Anderson.....	40
3 L’approche ethnique.....	42
3.1 L’approche de Gellner .....	42

4	L'approche civique.....	46
4.1	Le modèle d'Anthony D. Smith.....	46
4.2	L'approche civique au Québec .....	48
5	L'approche pluraliste.....	50
5.1	Réconcilier l'ethnique et le civique .....	50
5.2	Un modèle ouvert à la diversité .....	51

### CHAPITRE III

CADRE METHODOLOGIQUE .....	55
1 Démarche méthodologique .....	56
1.1 Stratégie de recherche.....	56
1.2 Outil de recherche .....	57
2 Corpus .....	58
2.1 Le choix des médias.....	58
2.2 Le choix des acteurs.....	60
2.3 Choix des articles.....	67
3 Méthode d'analyse .....	69
3.1 La technique Morin-Chartier .....	69
3.2 L'analyse qualitative de l'argumentation.....	70

### CHAPITRE IV

ANALYSE .....	74
1 Présentation et analyse préliminaire de la Charte des valeurs québécoises. ....	74
1.1 Prendre en compte la diversité de la société québécoise .....	75
1.2 Des pistes pour gérer la diversité .....	78
2 Présentation des résultats .....	86
2.1 L'analyse Morin-Chartier .....	86
2.2 Analyse qualitative des arguments.....	98

### CHAPITRE V

ANALYSE ET DISCUSSION.....	123
1 Un débat nécessaire.....	123

1.1	Baliser les accommodements.....	123
1.2	Que faire des signes religieux ? .....	125
2	Conséquences civiques : Laïcité de l'État ou laïcité des individus ? .....	129
2.1	Crise sociale.....	131
3	Une division identitaire ? .....	134
3.1	Division des Québécois.....	134
3.2	La souveraineté face à la Charte .....	137
3.3	Anti-charte signifie-t-il fédéraliste ? : Le cas de Maria Mourani .....	140
4	La perception de l'imaginaire national.....	142
CONCLUSION.....		149
ANNEXES .....		156
1	Annexe 1 : Jacques Parizeau .....	156
2	Annexe 2 : Lucien Bouchard.....	159
3	Annexe 3 : Bernard Landry .....	162
4	Annexe 4 : Maria Mourani .....	164
5	Annexe 5 : Maria Mourani .....	165
6	Annexe 6 : Gilles Duceppe.....	169
7	Annexe 7 : Gilles Duceppe.....	170
8	Annexe 8 : Gilles Duceppe.....	172
9	Annexe 9 : Françoise David .....	173
BIBLIOGRAPHIE .....		177

## RÉSUMÉ

La question de la gestion de la diversité ethnique et religieuse au Québec semble occuper le devant de la scène médiatique et politique depuis le début des années 2000. Avec la mise en place de la commission Bouchard-Taylor en 2007, il semblerait que le gouvernement libéral de l'époque ait fait une première avancée vers une sortie de crise. Cependant, la question persiste toujours aujourd'hui. En 2013, le gouvernement péquiste alors au pouvoir présente son document d'orientations « Parce que nos valeurs, on y croit », qui sera par la suite institutionnalisé sous forme de projet de loi, dans le but de redéfinir le socle de l'identité québécoise et de proposer une solution aux enjeux sociétaux concernant la diversité au sein de la société.

En partant de ce constat, la présente étude s'intéresse aux réactions de six personnalités centrales du mouvement souverainiste par rapport à ce projet de Charte des valeurs québécoises. Si nous avons voulu analyser les différentes idées émises au sein d'un même mouvement politique, nous avons aussi souhaité les rattacher à certaines conceptions et certains modèles de l'imaginaire national. En faisant, dans un premier temps un retour historique sur les différentes étapes de l'élaboration d'une identité nationale québécoise et sur l'insertion du projet de Charte dans la question de l'identité au Québec, puis dans un second temps en présentant les grands paradigmes de la conception de la nation et leur application au système québécois, nous voulions poser les bases de notre analyse des discours des personnalités du mouvement souverainiste. Cette analyse de type mixte s'est d'ailleurs déroulée en deux temps. Un premier volet quantitatif nous aura permis de présenter un état des lieux des différentes opinions émises par nos intervenants, et un second volet qualitatif qui nous aura portés à nous intéresser de manière plus approfondie aux paroles de nos intervenants.

Si l'étude des opinions au sein d'un même mouvement politique nous laissait entendre une certaine homogénéité de celles-ci, nous nous sommes cependant rendu compte de l'existence d'un certain nombre de dissensions au sein d'un mouvement semblant uni. Enfin, si avec l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire le 7 avril 2014 le projet de Charte des valeurs du Parti québécois a été mis de côté, nous nous interrogeons sur la nature d'un projet politique de gestion de la diversité qui pourrait être accepté à l'unanimité.

**Mots clés :** Charte des valeurs, nation, souverainisme, identité.

## INTRODUCTION

Le 10 septembre 2013, Bernard Drainville ministre responsable des Institutions démocratiques présentait officiellement son projet de Charte des valeurs québécoises (Québec, 2013a, en ligne). Issu d'une volonté de réaffirmation identitaire mise en avant dans la plateforme électorale du Parti québécois pour les élections provinciales de 2012 (Parti Québécois, 2012, p.12), ce projet dénotait d'une persistance de la question identitaire et nationale au Québec. En souhaitant affirmer et institutionnaliser des valeurs jugées comme communes, le Parti québécois semblait vouloir proposer, à la fois, un nouveau modèle pour les institutions publiques et parapubliques au Québec, mais aussi un renouvellement du « nous » collectif Québécois. Se voulant rassembleuse, cette Charte se présentait cependant comme cristallisatrice d'un certain nombre de débats, aussi bien concernant la laïcité et la neutralité de l'État que la place de l'égalité femme-homme au sein de la société québécoise.

Si la Charte des valeurs se présente comme la mesure gouvernementale la plus récente portant l'idée d'une identité propre à la nation québécoise, l'idée d'imaginaire national québécois n'est pas figée, aussi bien idéologiquement qu'historiquement, et peut être appréhendée comme le fruit d'une longue évolution au cours de l'histoire. De la naissance de la colonie française à nos jours, les paradigmes nationaux se sont succédé. Ainsi, à différentes périodes se retrouvent différentes approches de la nation. Qu'elle soit civique, basée avant tout sur le droit, l'égalité, la justice, la liberté (Beauchemin, 1995, p.110), ou ethnique, basée sur une composante plus identitaire, organique, historique (Wheatley, 2007, p.160), la nation au Québec a été conceptualisée à de nombreuses reprises, à des époques différentes. Une troisième

voie, dite pluraliste ou mixte, s'est développée plus récemment au Québec, conciliant « des éléments de la culture canadienne-française [...] et les principes démocratiques libéraux comme l'égalité, l'inclusion et le respect de la diversité » (Oakes et Warren, 2009, p.68).

En cristallisant les enjeux et problématiques liées à la question du vivre ensemble au Québec, la Charte des valeurs se présentait comme la source d'un grand nombre de discussions relatives à l'identité et à l'imaginaire national québécois. Touchant l'ensemble de la population québécoise, le débat entourant la question des valeurs québécoises se posait comme une proposition de réponse à la problématique de la diversité ethnoculturelle. Car si l'enjeu de l'identité s'est toujours posé depuis la création et l'évolution du Québec, il est possible d'observer depuis le début des années 2000 une montée de la question de la diversité dans toutes ses formes et, notamment, à travers la médiatisation d'accommodements religieux (Rioux, 2008).

Le Québec se trouve actuellement dans une position où il lui est nécessaire de concilier les intérêts de la population majoritaire et ceux des minorités. La commission Bouchard-Taylor, demandée par le gouvernement Charest en 2007, est arrivée à la conclusion que « les fondements de la vie collective au Québec ne se trouvent pas dans une situation critique » (Bouchard et Taylor, 2008, p.18). Selon ce même rapport, il existerait cependant une crainte d'une perte des acquis de la Révolution tranquille, un certain malaise identitaire qui aurait poussé à une crispation prenant pour cible l'immigrant (ibid., p.18).

Il semblerait alors que le but originel de la Charte des valeurs, telle qu'elle fut proposée par le ministre Drainville, se posait dans une optique de résolution de ce conflit, ou du moins, d'affirmation d'une identité québécoise claire, en réponse au dit malaise. Cependant, cette conciliation des intérêts ne semble pas être vécue de la même façon par tous au Québec, et les idées découlant de la Charte des valeurs



alimentent toujours ce débat quant à la place des minorités au sein de la société québécoise.

Aussi bien du côté des élites politiques que des chroniqueurs ou encore des citoyens québécois, la question des valeurs mises en avant par le projet de Bernard Drainville s'est vue longuement débattue dans la sphère publique. Basés sur des considérations se rattachant, entre autres, à la laïcité, la neutralité, l'égalité femme-homme, les droits individuels ou encore les droits collectifs, les arguments émis aussi bien par les défenseurs de la Charte des valeurs québécoises que par ses opposants ont cristallisé un certain nombre de points clés dans ce débat. Notre pertinence communicationnelle tient dans le fait que la mise en avant de cet ensemble d'idées à travers les canaux médiatiques a permis, d'une part, la prise de connaissance pour la population du projet, et d'autre part l'échange et la construction d'un sens, d'une opinion par les récepteurs de ces prises de parole médiatiques.

Nous considérons ici l'analyse de productions médiatiques, dans la presse écrite, comme pertinente aussi bien d'un point de vue méthodologique que pour servir notre sujet de recherche. La presse écrite permet, en tant qu'agent d'information, à la fois, l'expression dans l'espace public, mais aussi la consultation de ces paroles par un grand nombre de personnes. Cette visibilité permet alors à l'individu de se forger une opinion, de créer du sens par rapport au débat. Ces médias sont, par ailleurs, les véhicules de représentations sociales qui « [n]ous guident dans la façon de nommer et définir ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours, dans la façon de les interpréter, statuer sur eux et le cas échéant prendre position à leur égard et la défendre (Jodelet, 2003, p.31) », puisque celles-ci « circulent dans les discours, sont portées par les mots, véhiculées dans les messages et images médiatiques, cristallisées dans les conduites et les agencements matériels ou spatiaux (Ibid., p.32) ». Pour Moscovici, ces représentations sociales donnent aux individus « un code pour



nommer et classer de manière univoque les parties de leur mode, de leur histoire individuelle ou collective (Moscovici, 1961, p.8) ».

C'est dans cet ensemble de représentations sociales que nous puisons une partie de la légitimité de notre étude. En effet, avec la Charte des valeurs, le gouvernement péquiste entendait influencer sur ces représentations sociales, et ce, dans l'alignement des événements ayant cours au Québec depuis les années 2000, à savoir la crise des accommodements raisonnables et la mise en place de la Commission Bouchard-Taylor. Chahid dira, par exemple, en parlant de la crise des accommodements raisonnables que,

au Québec, la représentation de la crise des accommodements semble déboucher sur une crise généralisée de sens. Le sens ambigu des représentés (une entité nébuleuse et peu définie); le sens de soi (sommes-nous racistes?); le sens de la religion (sommes-nous laïques?); le sens du multiculturalisme (modèle d'intégration en crise). Par conséquent, la représentation sociale de la crise des accommodements serait aussi une crise de la représentation (Chahid, 2011, p.215).

Cet enchaînement de mesures tenant à la gestion de la diversité religieuse au sein de la société québécoise nous porte à nous intéresser à la question des représentations sociales au Québec en rapport avec la crise identitaire.

L'ensemble de ces représentations sociales tend à perdre de leur valeur au fil des débats concernant les accommodements et la place de la religion au sein de la société québécoise. Dès lors

se pose la question de la recreation d'un devenir à partir duquel les hommes doivent rétablir une vision qui régira leurs perceptions, leurs décisions et leurs actions, et ainsi leur existence. Il s'agit en effet de faire apparaître une reconstruction – ou projection, de la réalité qui doit permettre d'inscrire l'existence dans un nouvel ordre (Specht, 2013, p.399).

C'est, par ailleurs, ce qu'a souhaité faire le gouvernement péquiste, en proposant de réaffirmer le caractère laïque de la société québécoise et en souhaitant amender la Charte québécoise des droits et libertés pour y ajouter de nouvelles balises quant aux accommodements religieux. Nous aurons par ailleurs l'occasion de revenir sur cette idée de crise par la suite.

Cependant, cette volonté de redéfinition de l'identité québécoise et de solution à cette crise à travers le projet de Charte des valeurs n'est pas reçue par tous de façon favorable. Et si nous pouvions croire que la réception du projet de Charte du PQ s'est faite de façon unanime au sein du mouvement souverainiste, il nous faudrait nous interroger sur la véracité de cette hypothèse. C'est d'ailleurs en partie, à cette question que ce mémoire tentera de répondre, puisque si nous considérons généralement un mouvement politique, ici le mouvement souverainiste, comme présentant une parole unifiée et consensuelle, il nous sera possible d'observer à travers notre étude que la réalité peut tendre à différer.

Plus particulièrement, à travers l'étude de la prise de position de Lucien Bouchard, Françoise David, Gilles Duceppe, Bernard Landry, Maria Mourani et Jacques Parizeau dans les médias écrits québécois, nous souhaitons nous questionner sur la perception de la Charte des valeurs et du modèle de conceptualisation de la nation sous-jacent par ces six membres ayant été ou étant toujours des figures de proue du mouvement souverainiste québécois.

En examinant les concepts de nation, de modèle de gestion de la diversité, de l'identité québécoise, nous nous intéressons à la diversité des représentations de la nation québécoise à travers la couverture médiatique entourant la Charte des valeurs, puisque si l'idée que nous pouvons nous faire du mouvement souverainiste sous-entend une certaine consensualité, nous nous voyons obligés de juger de la nature

oppositionnelle ou conciliante des différentes conceptions de l'identité et de la nation mises de l'avant à travers notre présente recherche.

Nous présenterons, dans un premier temps, l'historique de l'imaginaire national au Québec. De la construction de la province à la Révolution tranquille, les idées portées par les dirigeants et les hommes politiques influents ont connu une certaine évolution que nous tâcherons d'aborder. La présentation de ce que nous appellerons la « crise » des accommodements raisonnables nous permettra, par la suite, de poser les bases de la discussion qui a pu entraîner l'élaboration de la Charte des valeurs.

Dans un deuxième temps, nous ferons état des concepts centraux de notre recherche. Nous aborderons d'abord le statut que nous donnons à la parole politique dans ce mémoire. Par la suite, nous tracerons un portrait de trois théorisations majeures de la nation, à savoir les approches de Benedict Anderson, Ernest Gellner et Anthony D. Smith en les entrecroisant aux différents modèles de conceptualisation de la nation qui ont été mis en œuvre au cours de l'histoire du Québec.

Dans un troisième temps, nous présenterons les outils méthodologiques qui seront utilisés dans ce mémoire pour analyser les paroles de six personnalités politiques rattachées au mouvement souverainiste au Québec, à savoir Lucien Bouchard, Françoise David, Gilles Duceppe, Bernard Landry, Maria Mourani et Jacques Parizeau.

Enfin, après la présentation des résultats de notre analyse, nous procéderons à notre discussion dans le but, à la fois, de mettre de l'avant les différentes réactions concernant le projet de Charte des valeurs, et de tenter de faire émerger certains éléments pouvant se rattacher à une certaine conception de la nation dans le discours de nos personnalités politiques, et ce, dans le but d'analyser la dynamique identitaire qui entoure le débat sur la laïcité au Québec.

## CHAPITRE I

### PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS

À travers ce premier chapitre, nous souhaitons présenter les différentes étapes historiques qui ont amené aux conceptualisations de la nation que nous pouvons retrouver actuellement au Québec. De la naissance d'un sentiment national chez les patriotes aux premiers énoncés de politiques dans les années 1990, nous souhaitons ici mettre de l'avant le caractère mouvant de cet imaginaire national québécois.

#### 1. L'imaginaire national au Québec : de ses origines à nos jours

L'imaginaire national québécois est le fruit d'une longue évolution historique. À travers les idées d'acteurs majeurs de ce nationalisme québécois, nous tenterons de mettre en avant les modifications historiques qui ont pu participer à la création de modèles de conception de la nation au Québec.

##### 1.1 Avant 1960

##### 1.1.1 De la naissance du sentiment national aux Rébellions patriotes

Le Québec semble s'être développé sur une dualité identitaire français-anglais qui se serait cristallisée autour des enjeux relatifs à la législation (Coutume de Paris et lois anglaises), la religion (catholique et anglicane) et la langue (français et anglais) (Dickinson et Young, 2003, p.75). Ce clivage entre les deux peuples fondateurs s'est vu être entériné à travers les différents textes de loi promulgués par l'administration

anglaise à partir de 1763, date du Traité de Paris dans lequel le Royaume de France fait cession de sa colonie canadienne à l'Angleterre (ibid., p.75).

L'apparition d'un imaginaire national canadien-français s'est vue matérialisée à travers les revendications du Parti patriote et des successeurs de sa pensée. Lorsque Robert Nelson signe, en février 1838, la *Déclaration d'indépendance* (Rochon, 1988, p.38), il entérine un certain nombre d'idéaux républicains et démocratiques portés par le parti patriote. Ainsi, dès 1838 est revendiqué le détachement total de la Couronne d'Angleterre (art. 1), la constitution d'une République (art. 2), l'égalité de tous (art. 3), la laïcité de l'État (art. 4), l'abolition des privilèges terriens et de la féodalité (art. 5) ou encore le bilinguisme de la province (art. 18) (Nelson, 2008, p.214).

Malgré l'échec violent des initiatives des patriotes, les revendications de ceux-ci semblent avoir posé les bases de la société démocratique canadienne et québécoise actuelle (Balthazar, 1986, p.40). Les questions de la laïcité, explicitée à l'article 4 de la *Déclaration d'indépendance* et de l'égalité de tous devant l'État et la loi, aux articles 3 et 5, peu importe l'origine des individus, se retrouvent encore actuellement au cœur du débat politique québécois. L'emprunte mythique et imaginaire laissé par ces revendications a toujours échos à l'heure actuelle, et se voit notamment réaffirmée à travers la journée nationale des patriotes, visant à commémorer les idéaux des patriotes pour « la reconnaissance nationale de notre peuple, pour sa liberté politique et pour l'obtention d'un système de gouvernement démocratique. (Québec, 2002, en ligne).

### 1.1.2 Nationalisme clérical

Après l'échec des rébellions patriotes de 1837-1838 et la signature de l'Acte de l'Union en 1840, le nationalisme canadien-français, sous l'influence d'Henri Bourassa et Lionel Groulx notamment, s'oriente vers une dimension plus



« conservatrice », du milieu du XIXe siècle jusqu'à la veille de la Révolution tranquille (Dion, 1975, p.21). Davantage basé sur un mouvement de repli face au Canada anglais, le nationalisme qui a cours de la révolte des patriotes à la Révolution tranquille se centre autour de la question de la religion chrétienne catholique et de la langue française perçues comme des éléments centraux de l'identité québécoise. Ces orientations plus traditionnelles et de nature fermée peuvent être interprétées comme les débuts d'un certain nationalisme « ethnique ».

#### 1.1.2.1 La langue et la religion comme éléments centraux de l'imaginaire national.

Si les patriotes exprimaient une volonté d'émancipation vis-à-vis de la religion, cette nouvelle étape du nationalisme canadien-français semble reprendre la voie de l'Église. En effet, pour Richard Arès, Henri Bourassa est avant tout un homme dont la foi est « peu commune, d'une profondeur et d'une vitalité vraiment extraordinaires » (Arès, 1954, p.140). La religion est pour lui une caractéristique propre au peuple canadien-français, au même titre que la langue française.

Cette tendance d'un nationalisme à dominante religieuse se confirme, non seulement dans la pensée de Lionel Groulx, mais aussi dans sa personnalité même, puisqu'il est ordonné prêtre le 28 juin 1903 (ministère de la Culture et des Communications, en ligne). Louis Balthazar fait remarquer que le nationalisme de Groulx « est inséparable de son idéal religieux. Il est une sorte de devoir au même titre que les grands impératifs de la foi catholique » (Balthazar, 1986, p.72). De plus, la religion chez Groulx est vue comme « principal facteur d'homogénéité nationale. Le catholicisme est immanent à la nation canadienne-française et la langue est la gardienne de la foi » (Monière, 1977, p.202).

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Église demeure toujours omniprésente au Québec, aussi bien dans les institutions et l'éducation qu'au niveau politique

(Balthazar, 1986, p. 77). De plus, Maurice Duplessis, alors premier ministre du Québec, continue de mettre l'accent sur la foi catholique comme élément central de l'identité canadienne-française. Pour lui, « [l]a force de la province réside dans la profondeur de ses sentiments religieux [...] [elle] doit être la forteresse de la civilisation chrétienne au Canada et même sur tout le continent américain » (Monière, 1977, p.244). Une fois de plus, la langue, la tradition française et la religion catholique sont au centre du nationalisme canadien-français (ibid., p.244).

Dans les discours d'Henri Bourassa, Lionel Groulx et Maurice Duplessis, la religion tient un rôle important dans la mise en place d'une identité canadienne-française. Cette dimension est, par ailleurs, fortement rattachée à la place de la langue française. En effet, la religion et la langue semblent quasiment indissociables dans la mise en opposition du peuple canadien-français et canadien-anglais. (Anderson, 2002)

Bourassa l'explique d'ailleurs en 1904 lorsqu'il dit que

notre nationalisme à nous est le nationalisme canadien, fondé sur la dualité des races. La nation que nous voulons voir se développer c'est la nation canadienne, composée des Canadiens français et Canadiens anglais, c'est-à-dire de deux éléments séparés par la langue et la religion, mais unis dans un commun attachement à la patrie commune. (Bourassa, 1904, p.2)

Le nationalisme de Bourassa est alors centré autour de la protection de la langue française et de la religion catholique, permettant la revendication d'une identité canadienne-française, et cela au sein d'un Canada à majorité anglophone.

Cette opposition entre les deux peuples fondateurs dont « les besoins et les intérêts sont différents et même opposés » (Gaboury, 1968, p.957) se retrouve, par ailleurs, chez Lionel Groulx. Gaboury définit le nationalisme de Lionel Groulx comme « [u]ne conception objective très étroite appliquée au Canada-Français en fait, aux yeux de



l'historien Groulx, la nation la plus fortement constituée d'Amérique du Nord » (ibid., p.955). D'ailleurs, Groulx s'oppose aux « mariages mixtes » entre français et anglais (Balthazar, 1986, p.70), et réprime fortement l'immigration, considérant que les « immigrants sont venus prendre la place des Canadiens français dans leur propre pays » (Boily, 2003, p.46).

Au travers de ces discours politiques l'imaginaire national alors canadien-français semble ainsi se construire autour de la langue et de la religion.

#### 1.1.2.2 Dynamique culturelle des peuples fondateurs

Si, comme nous l'avons vu, un élément central du nationalisme canadien-français reposant sur l'opposition des deux peuples fondateurs semble être partagé par les trois penseurs, la question de l'attitude face à l'Angleterre semble moins homogène. En effet, au fil du temps, l'imaginaire national au Québec semble s'être construit par rapport au fédéralisme. Entre les séquelles de la défaite des patriotes et de leur volonté d'émancipation et le rejet de l'impérialisme anglais, le rapport à l'Angleterre a toujours façonné le développement d'un imaginaire propre au Québec.

En effet, malgré la mise en avant d'un nationalisme pancanadien, Bourassa reste défenseur de l'émancipation du Canada face à l'impérialisme anglais, bien qu'il considère qu'une rupture totale avec l'Angleterre soit encore prématurée, notamment lorsqu'il écrit qu'« il n'y a qu'un moyen possible d'éviter des malentendus funestes, c'est que nous soyons et que nous restions tous deux exclusivement Canadiens sur le terrain constitutionnel et politique » (Bourassa, 1901, p.40).

Le nationalisme prôné par Lionel Groulx est fortement attaché à la culture canadienne-française, culture incluant ici la religion catholique, « la langue, les

coutumes et les institutions » (Gaboury, p.954). Cette volonté de défense de la nation se ressent, par ailleurs, par un certain conservatisme économique en opposition au libéralisme et à l'industrialisation s'accompagnant d'un matérialisme anglo-saxon qui viendra corrompre l'idéal national du chanoine (Balthazar, 1986, p.71).

Pour Maurice Duplessis la sortie de la Confédération n'est pas envisageable, car il considère que « [s]eul le fédéralisme peut garantir l'harmonie nationale et faire du Canada une nation grande et forte » (ibid., p.244). Il se fait par ailleurs grand défenseur de l'autonomie provinciale en dénonçant la centralisation au niveau fédéral (ibid., p.245). Son nationalisme s'est d'ailleurs davantage exprimé comme dans un mouvement de défense face aux politiques d'Ottawa que dans une volonté d'affirmation de la souveraineté de la province.

Finalement, le nationalisme canadien-français de la défaite patriote à la Révolution tranquille est avant tout basé sur des idées traditionnelles, reposant avant tout sur la tradition française, la langue et la religion. L'imaginaire national n'est alors pas encore construit sur la reconnaissance d'un peuple et de sa souveraineté en tant que telle, mais plutôt dans une dynamique de repli, d'opposition, face à une population à majorité canadienne-anglaise.

### 1.1.3 Les changements de la Révolution tranquille

Avec les années 60 s'instaure, au Québec, une volonté de changement, de modernisation, d'émancipation face à la religion catholique considérée comme omniprésente depuis trop longtemps. Le projet nationaliste se définit aussi sous un nouvel angle puisque « [i]l apparaît comme revendicatif et offensif et non plus seulement défensif. Il ne s'agit plus uniquement de se défendre et de préserver des

traditions séculaires, mais de s'affirmer et de créer un Québec nouveau » (Pelletier, 1992, p.14).

Il est un point majeur qu'il nous semble nécessaire de préciser. La Révolution tranquille est marquée par un changement terminologique important. En effet, l'imaginaire national mis en avant n'est plus canadien-français, mais québécois. Lucia Ferretti l'explique comme suit :

Jetant aux orties le milieu qui l'a nourri, le nationalisme québécois se défait de ses couleurs catholiques et canadiennes-françaises, pour se redéfinir en fonction de la langue française, du territoire et de l'État québécois, ainsi que d'une idéologie réformiste et sociale-démocrate. (Ferretti, 1999, p.84).

Des concepts essentialisant comme la religion et la tradition canadienne-française laissent alors place à de nouveaux éléments permettant aux individus de se penser, de s'inventer et de s'imaginer comme Québécois, et d'ancrer l'imaginaire national de façon territoriale.

Ferretti met ici en avant deux pôles majeurs de ce renouveau nationaliste qui s'opère au Québec sur lesquels nous souhaitons insister : l'État et la langue. En effet, si jusqu'ici la religion catholique jouait un rôle majeur au Québec, présente aussi bien dans le milieu de l'enseignement, de la santé, et même dans le monde politique comme nous avons pu le voir jusqu'ici, la Révolution tranquille amorce un virage non négligeable. L'État québécois souhaite se moderniser, et ce, en reprenant le contrôle de ses capacités d'intervention financière, en démocratisant la vie politique et en revalorisant le rôle de l'appareil d'État (Monière, 1977, p.263). Cette volonté de consolidation de l'État se traduit notamment dans une refonte de l'administration qui perd son caractère partisan au profit d'une « vision proprement étatique » (Pelletier, p.13). Cette nécessité de se doter d'un État québécois fort est soulignée par Jean Lesage lorsqu'il dit que

La conjoncture présente nous force à repenser nos positions traditionnelles. Il nous faut des moyens puissants, non seulement pour relever les défis inévitables que nous rencontrerons dans les années qui viennent, mais aussi pour mettre le peuple canadien-français au diapason du monde actuel. Or, le seul moyen puissant que nous possédions, c'est l'État du Québec, c'est notre État (Lesage, 1965, p.18).

Et dans ces positions traditionnelles dénoncées par Jean Lesage se retrouve le statut de la religion par rapport à l'État. En effet, la Révolution tranquille se place au sein d'un mouvement de laïcisation de l'État québécois, car les changements sociétaux font que

la mobilisation sociale a tendance à briser la solidarité religieuse au profit du pluralisme des options spirituelles. L'État devient la seule organisation capable de répondre [...] aux besoins sociaux des individus et de créer une nouvelle solidarité à un niveau plus large et plus neutre. (Balthazar, 1986, p.95)

Face à ce déclin de la légitimité cléricale, l'État tend à s'imposer dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la culture, ou encore dans les affaires sociales, faisant alors que « la ferveur jadis entretenue par l'allégeance religieuse fut remplacée par la ferveur nationale » (Balthazar, 1986, p.96). Cette limitation étatique, doublée d'un nouvel ancrage territorial, permet dès lors à la nation québécoise de s'imaginer au sein de limites claires et institutionnalisées.

Parallèlement, une politique axée sur la langue commence à voir le jour pendant la Révolution tranquille, dans le but de donner une identité à ce nouveau « nous » collectif revendiqué par la Révolution tranquille. Trois facteurs sont à l'origine de cette politisation de la question linguistique, « [l]a dépendance économique des Québécois francophones, l'intégration des immigrants à la minorité anglophone et le passage des enfants francophones au secteur scolaire anglophone » (Monière, 1977, p.267). Le point culminant de ces revendications d'une souveraineté linguistique sera

atteint lors de l'opposition à la loi 63 donnant aux parents le droit de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants (ibid., p.267).

En résumé, la Révolution tranquille s'annonce comme tournant majeur du Québec, l'État consolidant notamment son autonomie politique et sa légitimité à diriger les secteurs clés de l'éducation, la santé, etc. à la place de l'Église. Quant à la question de la langue, le débat s'est certainement intensifié à cette époque, posant les fondations de ce qui deviendra en 1977 la Charte de la langue Française, ou loi 101 (Québec. Assemblée nationale, 1977).

Si la construction de l'imaginaire national québécois remonte à la période coloniale et a connu un certain nombre de formes différentes, il serait erroné d'affirmer qu'il est resté figé depuis la Révolution tranquille. La question de la langue reste à l'ordre du jour, mais d'autres facteurs liés, notamment à mondialisation viennent s'intégrer à la problématique nationale. L'immigration et la diversité culturelle et religieuse qu'elle sous-entend tendent à occuper une place grandissante dans l'espace public.

## 2 La nation et l'immigration

Depuis les années 1970, l'immigration au Québec s'est largement diversifiée. Si avant les années 1960, la politique migratoire au Québec favorisait en majorité l'immigration européenne à des fins économiques (Piché, 2005, p.24), la période suivant l'instauration d'un ministère de l'Immigration, en 1968, voit se diversifier la provenance des populations immigrantes. L'immigration répond, à partir des années 1970 d'une logique basée sur des critères de qualification professionnelle (ibid., p.25). Cette diversification « accélère la diversité ethnique et [fait] apparaître la nécessité de “gérer” le pluralisme croissant » (ibid., p.25).



## 2.1 Années 90

### 2.1.1 L'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration

Les années 90 au Québec sont énonciatrices d'un renouveau dans la gestion de la diversité de la façon de penser l'imaginaire national québécois en rapport avec celle-ci. En premier lieu, l'année 1991 marque la signature de l'entente Gagnon-Tremblay-McDougall, accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains (Canada. Emploi et immigration Canada (Ministère). Direction générale des affaires publiques, 1991). Le Québec devient alors le « seul responsable de la sélection des immigrants à destination de cette province et le Canada est seul responsable de l'admission des immigrants dans cette province (Ibid., p.2) », ainsi que « l'unique responsable des services d'accueil et d'intégration linguistique et culturelle, ainsi que des services économiques spécialisés offerts aux immigrants (Helly, 1996, p.40) ».

En 1990, une nouvelle étape de l'imaginaire national québécois s'est dessinée autour de l'*Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration* (Québec, 1990). Mettant en avant le besoin pour l'État québécois de se doter d'une politique d'intégration des immigrants, le gouvernement de Robert Bourassa présente son Énoncé de politique. Ainsi sont présentées trois caractéristiques centrales, définies comme faisant partie d'un « contrat moral garant d'une intégration réussie » (ibid., p.16) : le français est « la langue commune de vie publique », le Québec est « une société démocratique où la participation et la contribution de tous sont attendues et favorisées », et enfin, le Québec est « une société pluraliste ouverte aux multiples apports dans les limites qu'imposent le respect des valeurs démocratiques fondamentales et la nécessité de l'échange intercommunautaire. » (ibid., p.16).

Avec cet Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration est effectué une première « synthèse précise des éléments centraux de la politique québécoise » (Bouchard, 2012, p.49), et permet aussi de mettre de l'avant un certain nombre de caractéristiques et de piliers sociétaux permettant à la population de s'imaginer comme nation.

Dans d'autres documents gouvernementaux, on préfère à l'expression « choix de société fondamentaux » l'utilisation du terme de « culture publique commune », et ce, dans une optique de mettre de l'avant le lien collectif unissant la société québécoise.

La société québécoise, comme les autres sociétés, a des normes, des règles, des conventions communes, une langue publique commune, une histoire, un mode de vie caractéristique qui lui sont propres. Plusieurs auteurs québécois, dans les années récentes, ont commencé à parler d'une culture publique commune pour désigner cet ensemble de normes, de règles et de conventions qui régissent les institutions et la vie quotidienne commune de l'ensemble des Québécoises et des Québécois et qui servent à garantir la cohésion sociale de notre société (Ross et Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1993, p.3).

Si l'Énoncé politique du gouvernement Bourassa présente les contours d'un imaginaire national à dominance civique, plutôt que culturel, puisque la société n'est plus centrée autour d'une majorité culturelle d'origine canadienne-française, mais plutôt autour d'une idée d'adhésion volontaire à un imaginaire national régi autour de principes démocratiques et d'une prévalence de la langue française, ce nouveau modèle a aussi soulevé critiques et questionnements. Gérard Bouchard, notamment, estime que l'Énoncé de politique

mettait beaucoup l'accent sur la dimension civique, laissant ainsi sans réponses certaines questions touchant à la culture et à



l'identitaire, questions qui se posent aujourd'hui avec acuité. Dans l'ensemble, il voulait faire l'impasse sur le rapport majorité-minorités, alors que ce rapport était et demeure au centre des préoccupations québécoises. Il n'offrait pas non plus d'éléments permettant de distinguer nettement le modèle proposé du multiculturalisme canadien [...] Il avait peu à dire sur le thème de la laïcité, qui ne faisait guère problème au moment de sa rédaction. Enfin, ce « contrat moral » accordait peu de place au problème des inégalités et des rapports de pouvoir entre majorité et minorités.(Bouchard, 2012, p.49)

D'autres auteurs déplorent le fait que cet Énoncé, bien que présentant une vision inclusive de la société québécoise, se pose justement dans une définition d'une société québécoise trop formalisée et dont les critères diffèrent peu des autres sociétés modernes dans le reste du monde (Gervais, Karmis et Lamoureux, 2008, p.1).

### 2.1.2 La citoyenneté québécoise

Lorsque le Parti québécois reprend le pouvoir en 1994, l'idée de refaire un référendum sur la souveraineté du Québec est fortement présente et aboutira, par ailleurs, en 1995 à la victoire du « Non ». Cette défaite souverainiste entraînera notamment les paroles de Jacques Parizeau selon lesquelles la défaite du camp du « Oui » est due « l'argent puis des votes ethniques, essentiellement » [qu'il] a amorcé et poursuivi son discours par un « nous » exclusif qui n'incluait visiblement que la majorité [et que] ce discours fut prononcé sur un ton acrimonieux qui n'avait rien d'invitant pour les exclus du « nous » (Karmis, 2003, p.113) ». Avec ce second référendum, il nous est possible d'observer une nouvelle avancée dans la construction de l'imaginaire national québécois, à travers le concept de citoyenneté.

En effet, à la suite de cette déclaration et de la défaite au référendum, Jacques Parizeau démissionne et Lucien Bouchard reprend les rênes du PQ et du gouvernement. Dès lors,

C'est donc en référant aux dimensions symbolique (idée du vivre ensemble, sentiment d'appartenance, identité nationale) et participative (exercice effectif des droits et participation active à la société) que le gouvernement du Québec introduit l'idée de citoyenneté dans son discours en matière d'immigration et d'intégration. (Baril et Gagnon, 2009, p.44)

Dans la lignée de ce changement conceptuel, la citoyenneté québécoise est définie, en 1998 comme

un attribut commun à toutes les personnes résidant sur le territoire du Québec. La citoyenneté s'enracine dans le sentiment d'appartenance partagé par des individus qui ont à la fois des droits et libertés et des responsabilités à l'égard de la société dont ils font partie. Cette citoyenneté reconnaît les différences tout en se fondant sur l'adhésion aux valeurs communes (Gervais, Karmis et Lamoureux, 2008, p.33).

## 2.2 2006-2007 : Les prémices de la Commission Bouchard-Taylor

Avec l'Énoncé de politique de 1990, le gouvernement québécois semble avoir mis en place des pistes claires concernant l'intégration des immigrants de toutes origines au sein de la société québécoise. Cependant, la question de la diversité religieuse, et en particulier de la perception des musulmans semble avoir connu un tournant le 11 septembre 2001. En effet, « [l]es événements du 11 septembre 2001 ont eu de déplorables répercussions sur les musulmans vivant dans les pays occidentaux. Ces événements ont contribué à renforcer le sentiment de méfiance des Québécois à leur égard. » (Labelle, 2010, p.107). Ces événements peuvent alors être interprétés comme renforçant les préjugés négatifs vis-à-vis de la communauté musulmane.

En 2006, la Cour Suprême du Canada invalidait une décision de justice de la Cour d'appel du Québec, autorisant un jeune sikh à porter le kirpan, avant d'être de nouveau autorisé par les autorités fédérales sous le motif d'une liberté de religion

prônée par la Charte des droits et libertés. Cette décision en plus de provoquer un tollé médiatique a amené sur le devant de la scène un certain nombre de questions relatives à la diversité et à l'immigration. Tout du moins, cette affaire portant sur la liberté de culte au Québec a été le déclencheur d'une série de remises en question concernant la diversité dans la province du Québec.

Le débat concernant les minorités religieuses au Québec s'est réellement vu porté sur le devant de la scène en 2007 dans la municipalité d'Hérouxville. En réaction à la médiatisation d'« accommodements raisonnables », cette ville de 1338 habitants s'est dotée d'un « code de vie » (Astié, 2007, p.166). Prônant le refus de l'excision, de la lapidation, ou encore le caractère plus traditionnel que religieux de l'utilisation de fonds publics pour la décoration de la ville lors des fêtes de Noël (ibid., p.166), la municipalité entend se préparer face aux agissements des communautés religieuses minoritaires. Pour Catherine Bertho-Lavenir, ces Normes de vie sont symptomatiques d'« un débat significatif des contradictions dans lesquelles se sentent enfermés les Québécois “de souche” et de leur difficulté à exprimer en des termes aujourd'hui acceptables ce qu'ils ressentent comme leur identité » (Bertho-Lavenir, 2008, p.55). Dès lors se dessine un certain décalage entre un imaginaire national inclusif des minorités porté par l'Énoncé de politique de 1990 et l'expression réelle de celui-ci par certaines franges de la population québécoise.

### 2.3 Bouchard-Taylor : Proposer des pistes de solutions

L'importance médiatique prise par ces événements, entre autres, conduira Jean Charest, alors premier ministre du Québec, à annoncer le 8 février 2007 la mise en place d'une « Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles » dite Commission Bouchard-Taylor, qui sera menée par le sociologue et historien Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor. Cette commission est alors investie d'un triple mandat

Elle doit faire le bilan des pratiques d'accommodement raisonnables à l'échelle du Québec, démêler, donc, le réel de l'imaginaire, elle doit permettre une vaste consultation publique qui donnera la parole aux Québécois; et elle doit aboutir à des recommandations dont la société civile et les gouvernants devront tenir compte. (Robin, 2011, p.104)

Le rapport de cette commission sera rendu le 22 mai 2008 au terme de 22 forums dans lesquels « le populisme va s'en donner à cœur joie [...] mettant à jour un "nous" canadien-français en face de tous les autres, occultant largement le "nous" québécois inclusif qui s'était auparavant développé dans le discours social » (ibid., p.105). Ce débat dans le cadre des accommodements raisonnables ne devient alors plus uniquement une volonté de promouvoir l'égalité entre les citoyens québécois, mais se transforme peu à peu en une situation dans laquelle accorder des libertés, des exceptions à certaines communautés tend à être perçu comme une perte de liberté pour la société québécoise « pure laine » (Myles, 2008, en ligne). Pour chaque geste posé en faveur d'une communauté culturelle minoritaire, il semblerait que ces actions soient perçues par certains comme la prise d'un peu de liberté aux populations « originelles », comme en témoignent les mots de Bernard Landry :

tous deux [Bouchard et Taylor] devraient plutôt présenter nos souches comme le terreau initial d'une belle forêt laurentienne, majoritairement peuplée de ses espèces vernaculaires, mais toujours désireuses de les enrichir d'essences exotiques à condition qu'elles s'y acclimatent comme le veut la sagesse de la nature elle-même. (Landry, 2007, en ligne)

L'utilisation d'un champ lexical naturel par Bernard Landry tend à mettre en évidence le malaise identitaire qui a cours au Québec. Si certains prônent le développement d'une communauté imaginée, autour de l'inclusion des individus peu importe leur origine, un second modèle tend à se développer en parallèle, conservant une certaine crainte de l'autre et une peur de perte des acquis.



### 3 La Charte des valeurs québécoises : un aboutissement?

#### 3.1 Prémisses de la Charte

Les événements décrits précédemment sont tout autant de signes de la nécessité pour le Québec d'engager un débat de fond sur la question du nationalisme québécois et sur la définition d'une identité nationale. La scène politique a d'ailleurs été marquée ces dernières années par un certain nombre de projets de loi inscrits dans une volonté d'affirmation identitaire. Ainsi, Pauline Marois défendait l'idée d'une constitution québécoise qui

inscrira les principes de l'identité québécoise, la clause la plus importante affirmant le socle de notre identité. Elle est formulée comme suit : « Dans l'interprétation et l'application des libertés et droits fondamentaux, il est tenu compte du patrimoine historique et des valeurs fondamentales de la nation québécoise, notamment de l'importance d'assurer la prédominance de la langue française, de protéger et de promouvoir la culture québécoise, de garantir l'égalité entre les hommes et les femmes et de préserver la laïcité des institutions publiques » (Marois, 2007, en ligne).

Cette déclaration aura d'ailleurs conduit au dépôt du projet de loi 63 par Christine St-Pierre, dans le but d'amender la Charte québécoise des droits et libertés en ajoutant dans son préambule l'égalité homme femme (Assemblée nationale du Québec, 2008, en ligne). Le 6 octobre 2009, Yolande James, alors ministre de l'Immigration et des communautés culturelles déposait le projet de loi 16, « Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle » (Assemblée nationale du Québec, 2009a, en ligne), qui sera retiré peu après. À la fin novembre 2009, le Parti québécois déposait à nouveau un projet de loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise (Assemblée nationale du Québec, 2009b, en ligne). En 2010, Katheleen Weil, alors ministre de la Justice, déposait le projet de loi 94, « Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements » (Assemblée

nationale du Québec, 2010, en ligne). L'ensemble de ces lois déposées dans un laps de temps relativement court témoigne d'une volonté de reconfiguration identitaire exprimée au moyen de valeurs dites nationales, laïques ou encore interculturelles.

En 2012, dans le cadre de la campagne électorale provinciale, Pauline Marois posait la volonté du Parti québécois d'instaurer une Charte de la laïcité (Parti Québécois, 2012, p.12). Cette Charte devait s'accompagner d'une commission parlementaire. Cependant, en mai 2013, Bernard Drainville, ministre responsable des Institutions démocratiques annonçait d'une part, un changement de nom, passant de Charte de la laïcité à Charte des valeurs québécoises, ainsi qu'un changement de procédures, une consultation publique étant alors préférée à la commission parlementaire originellement prévue (Chouinard, 2012, A9).

### 3.2 Quelles valeurs pour le Québec?

Le 10 septembre 2013, Bernard Drainville présentait le contenu de son projet de Charte des valeurs québécoises. Celui-ci se basait sur quatre valeurs majeures : l'égalité de tous face à l'État, l'égalité femme-homme, la neutralité religieuse de l'État ainsi que le respect du patrimoine culturel et historique (Québec, 2013a). Il y était émis cinq propositions visant à définir l'attitude de l'État québécois face à la religion :

1. Baliser les demandes d'accommodement dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Y inscrire, également, la séparation des religions et de l'État, la neutralité religieuse de l'État et le caractère laïque de ses institutions, en tenant compte de notre patrimoine historique commun;
2. Établir, dans la loi, un devoir de réserve et de neutralité religieuse pour le personnel de l'État dans l'exercice de ses fonctions;

3. Encadrer le port des signes religieux ostentatoires pour le personnel de l'État durant les heures de travail (cette proposition est assortie d'un droit de retrait d'une durée d'au plus cinq ans, renouvelable pour certains secteurs);
4. Rendre obligatoire le visage découvert lorsqu'on donne ou reçoit un service de l'État;
5. Établir une politique de mise en œuvre de la neutralité religieuse de l'État et de l'encadrement des accommodements religieux pour les organismes de l'État. (Québec, 2013b, p.1)

La réception de cette proposition de Charte des valeurs n'a pas été unanime. En effet, que ce soit au niveau des journalistes, des chroniqueurs ou même des partis politiques, la Charte du gouvernement péquiste était, depuis son annonce, sur le devant de la scène médiatique. Ainsi, Philippe Couillard caractérisait la charte de « charte de la chicane composée par des bricoleurs de la chicane et des apprentis sorciers qui ont déclenché un mouvement parmi notre société qui risque de laisser des traces profondes et douloureuses » (La Presse, 2013, en ligne), tandis que François Legault prônait une charte plus nuancée, notamment concernant les postes visés par l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires (Dutrisac, 2013, en ligne).

#### 4 La dualité identitaire au Québec

Nous avons, jusqu'ici, présenté à la fois l'évolution de l'imaginaire national au Québec et les différents moyens mis en place dans un but de gestion de la diversité. Il nous semble à présent important de nous arrêter sur la dualité identitaire qui a lieu au Québec depuis la construction de la province.

##### 4.1 Le rapport majorité/minorité



Comme nous avons pu le montrer précédemment dans notre présentation de l'histoire de la nation au Québec, ce sentiment national est marqué par deux grandes périodes temporelles. La première est ainsi caractérisée par une attitude de repli, d'opposition au Canada anglais. L'identité nationale présente alors des traits exclusifs et celle-ci s'organise autour de trois piliers principaux : la langue française comme outil de différenciation, la place centrale de la religion au sein de la société et le respect de la tradition. La seconde, qui émerge durant la Révolution tranquille est marquée à la fois par un changement structurel au niveau de la société, puisque l'État québécois reprend en main les institutions précédemment régies par l'Église, dont il se distancie d'ailleurs peu à peu, mais aussi et surtout par un changement sémantique révélateur, puisque de canadien-français, le nationalisme devient québécois. Dès lors, la nation québécoise est affirmée comme revendicatrice et offensive.

Bien que « [l']affirmation collective des francophones – avec ses visées politiques, économiques, sociales et culturelles – [établis] de nouveaux rapports de forces, au Québec et dans le reste du Canada, et annonce des changements en profondeur (Bélanger, Comeau et Métivier, 2000, p.34) », le Québec reste une province au sein du Canada. Elle est de ce fait assujettie aux lois fédérales au même titre que les autres provinces du Canada. Il faudra par ailleurs attendre 2006 pour que le Parlement canadien vote « [q]ue cette Chambre reconnaisse que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni. » (Brun, 2006, en ligne).

Le rapport du Québec entre son statut de minorité ou de majorité a longtemps été une question centrale dans la construction identitaire de celui-ci. Pour Gérard Bouchard, le Québec a depuis sa création été soumis à bon nombre d'influences et de dépendances envers « la France sur les plans économique, politique et culturel, le Vatican sur le plan religieux, la Grande-Bretagne et les États-Unis sur les plans économique et culturel, la Grande-Bretagne et le Canada sur le plan politique (Bouchard, 2000, p.173) ». Cet ensemble d'influences diverses a eu des conséquences

sur la perception et l'investissement de la culture par les élites et les classes populaires, créant un clivage entre ces deux catégories sociales. Ainsi « c'est là à coup sûr que le conflit autour de la norme linguistique est demeuré le plus âpre, le plus douloureux, et c'est là aussi que la relation avec la mère patrie a été la plus tourmentée, tout comme le rapport symbolique avec le Nouveau Monde (Ibid., p.173) ».

Ainsi, la construction de la nation a été fortement marquée par ce clivage social, puisque les élites ont eu tendance à embrasser leur héritage européen pendant que la classe populaire atténuait la tradition française dans les influences du Nouveau Monde. Les années 60 et les changements occasionnés par la Révolution tranquille sur l'imaginaire national devenu québécois ont cependant permis une certaine rupture du rapport culturel entre la France et le Québec, puisque « l'enjeu de la survivance a été longtemps soudé à une politique de continuité et de conservatisme qui vouait aux spectres de l'assimilation toute volonté de rupture et d'immersion dans le Nouveau Monde » (Ibid., p.176). Ainsi,

Le Québec francophone s'est fermement engagé dans une dynamique de rupture sur les plans politique et culturel. Il a remplacé ou réformé les appuis institutionnels de l'ancien continuisme, il s'est éloigné à la fois des grandes prémisses et des principaux corollaires du paradigme de la survivance, il a mis en forme un projet d'État souverain, il a transformé sa vision du monde et du Nouveau Monde pour mieux l'accorder à son environnement (Ibid., p.178)

Et si, toujours selon Bouchard, la société québécoise depuis les années 90 tend à vivre une crise de la culture savante qui se trouve dans une certaine crise de légitimité, n'arrivant pas à s'affirmer en tant que telle avec ses distinctions, elle se voit aussi dans l'incapacité d'embrasser les racines du Nouveau Monde qui ont marqué les classes populaires et moyennes, ce qui lui permettrait pourtant de tracer un nouvel horizon pour la nation québécoise (Ibid., p.180). La solution à cette problématique

identitaire trouverait sa solution « en récusant les chimères de deux mondes qui de toute manière lui échappent et en se constituant comme culture des interstices, en recherchant son monde interlope par des chemins obliques (Ibid., p.182) ».

#### 4.2 Multiculturalisme et identité nationale

C'est dans la continuité de cette nécessité de s'affranchir à la fois de l'influence de l'ancien continent et de celle du Nouveau Monde, comprenant alors le reste du Canada, que nous pouvons interpréter la mise de l'avant de la doctrine de l'interculturalisme comme volonté d'émancipation face au modèle de gestion de la diversité mis en place par Pierre-Elliott Trudeau : le multiculturalisme.

L'interculturalisme, que nous avons présenté rapidement plus tôt comme un modèle de conception de la nation pluraliste dans laquelle la nation recouvre

le politique, le civique, le culturel et le social. [...] Selon cette conception qui s'apparente à celle proposée par M. Seymour (1999, chapitres 8 et 9; 2001, 2008), les deux dernières dimensions – le culturel et le social – sont le lieu de particularisme et de clivages (une majorité et des minorités ethnoculturelles, des classes sociales, des stratifications fondées sur le genre, l'âge, la résidence, etc.) que les deux premières – le politique et le civique – ont pour fonction de transcender. (Bouchard, 2012, p.20)

On retrouve alors au travers de cette brève définition une idée de reconnaissances de la diversité, de prise en compte de la pluralité, et ce, sous l'égide d'un modèle politique et de droits civiques. Cette vision s'oppose à celle prônée par le système fédéral sur plusieurs points. Expliquons pourquoi.

Le Canada, au même titre que le Québec, a vu sa population se diversifier au fil des années par les mouvements migratoires. De ces modifications structurelles de la société découle une « image idéalisée mise en avant par l'État canadien [comme

étant] celle de la mosaïque culturelle; autrement dit, la société d'accueil s'enrichit des apports culturels et linguistiques des communautés immigrantes qui, de ce fait, contribuent à la construction de l'identité canadienne (Bourhis, 1998, p.10) ». Ce modèle multiculturaliste dont la loi a été votée en 1988 est né de la nécessité pour le Canada de « [g]arantir aux Canadiens, quelle que soit leur ethnicité, le droit : a) de garder leur spécificité culturelle b) d'être traité de façon égale et de profiter des mêmes chances au sein de la société d'accueil c) d'être à l'abri de la discrimination raciale (Ibid., p.11) ». Le multiculturalisme peut alors se définir comme « la prépondérance de cultures multiples coexistant dans les limites d'un territoire étatique défini et rejetant la perception jacobine de l'État-nation ainsi que l'homogénéisation des identités (Gagnon, 1994, p.415) ».

Il nous semble important de revenir sur les raisons historiques et sociales qui ont pu pousser le Canada à voter cette loi du multiculturalisme. Pour Alain G. Gagnon, « la politique du multiculturalisme est la résultante d'une réponse défavorable aux recommandations de la commission Laurendeau-Dunton (Gagnon, 2000, p.14) ». Ce rapport, dans un contexte de montée du nationalisme au Québec « réaffirmait le statut des deux peuples fondateurs du Canada et proposait une série de mesures pour améliorer le statut du français dans l'administration du gouvernement fédéral (Bourhis, 1998, p.15) ». Devant la nécessité d'arriver à un compromis entre les différents groupes constituant la société canadienne, Pierre-Elliott Trudeau proposa le multiculturalisme :

Le point de vue de la Commission royale partagée par le gouvernement et, j'en suis sûr, par tous les Canadiens est qu'il ne peut y avoir une politique culturelle pour les Canadiens d'ascendance britannique et française, une autre pour les peuples autochtones et enfin une troisième pour tous les autres. Car, bien qu'il y ait deux langues officielles, il n'y a pas de culture officielle et ainsi, aucun groupe ethnique n'a droit de préséance sur un autre. Aucun citoyen ou groupe de citoyens n'est autre que

canadien et tous devraient être traités de façon égale. (Couture, 1996, p.125)

Selon Gagnon, l'idée derrière l'instauration du multiculturalisme était « de séparer la langue de la culture, en incitant les personnes à se dissocier comme bon leur semblerait de leur communauté culturelle. [...] En disjoignant de la sorte la culture d'une communauté politique nationale de l'utilisation d'une langue, l'identité canadienne pourrait se construire sur des principes universels. (Gagnon, 2000, p.15) ». Certains auteurs québécois voient, dès lors, dans le multiculturalisme, une volonté de consolider une identité canadienne aux dépens d'une identité Québécoise, puisque « [l]a reconnaissance de la pluriethnicité au sein de la société canadienne a conduit le gouvernement fédéral à adopter une perspective qui s'inspire du relativisme culturel : toutes les cultures sont également importantes et devraient avoir le même poids (Labelle *et al.*, 1995, p.217) ». Le statut du peuple québécois comme fondateur du Canada est alors ici passé sous silence. En somme,

La question du multiculturalisme s'inscrit donc dans un processus beaucoup plus complexe de constitution de l'identité canadienne. Elle ne représente qu'un élément d'un ensemble beaucoup plus vaste qui s'est articulé notamment autour du bilinguisme, de la Charte canadienne des droits et libertés et de l'égalité formelle des provinces. Le rejet par bon nombre de Québécois du multiculturalisme ne correspond pas à un refus du pluralisme ni à une non-reconnaissance de la diversité ethnoculturelle. Il s'agit plutôt du rejet d'un modèle d'intégration qui nie l'existence d'une communauté politique déjà constituée au Québec qui doit être le principal pôle d'intégration des membres de groupes ethnoculturels minoritaires (Ibid., p.218).

Finalement, il nous a été possible de délimiter plusieurs périodes touchant à l'évolution du modèle de conceptualisation de la nation au Québec, en passant par un nationalisme quasi civique des patriotes à un nationalisme clérical et conservateur jusqu'à la fin des années 50 tenant davantage du modèle ethnique. Avec le changement provoqué par la Révolution tranquille dans la société québécoise, aussi



bien d'un point de vue social que concernant le sentiment national, le Québec semble souhaiter institutionnaliser un modèle pluraliste, basé sur le principe d'interculturalisme notamment défendu à travers le rapport de la Commission Bouchard-Taylor.

Il ne faut cependant pas oublier que la construction de l'identité québécoise peut aussi dépendre de la construction d'une identité canadienne. En effet, comme nous avons pu le voir, il a pendant longtemps été compliqué de créer un imaginaire national purement « québécois » du fait de la fausse identité créée par le tiraillement entre la France, mère patrie, et l'Amérique du Nord, Nouveau Monde. Et si les contours de l'interculturalisme se dessinent de plus en plus clairement au Québec, il est important de prendre en compte que cette doctrine s'est construite, en partie, en opposition au multiculturalisme de Trudeau qui, souhaitant éviter les conflits sociaux entre différentes minorités ethnoculturelles, à prôné une mise sur un pied d'égalité de l'ensemble des groupes, peuples et communautés constituant la société canadienne, reniant ainsi l'identité nationale du Québec.

L'imaginaire national québécois s'est, au fil du temps, étoffé, prenant différentes orientations depuis l'époque coloniale. À la suite de notre brève présentation, il nous semble que certaines caractéristiques majeures nous permettent de définir rapidement notre perception d'un imaginaire national québécois comme reposant sur un patrimoine historique, culturel, linguistique et religieux fortement revendiqué par le pouvoir politique.

Les débats entourant le projet de Charte des valeurs proposé par le gouvernement péquiste illustrent la pluralité des approches et des opinions quant à la gestion de la diversité au sein de la société québécoise. Dans le cadre de ce mémoire, notre intérêt se porte particulièrement sur la réception de celui-ci au sein du mouvement souverainiste québécois. Nous avons abordé précédemment l'hypothèse selon

laquelle le projet du gouvernement péquiste n'aurait pas reçu le même accueil de la part des membres de notre étude. En effet si le mouvement souverainiste au Québec semble s'unir autour d'un projet commun de réaffirmation d'un « Nous » particulier mettant de l'avant les intérêts d'un Québec souverain, et donc libre de ses mouvements, il semblerait que la question de la gestion de la diversité culturelle et religieuse ne soit pas mise en œuvre de la même façon par tous.

Le parti québécois, fer de lance de la souveraineté au Québec, en présentant son projet de Charte des valeurs semblait vouloir porter un imaginaire identitaire d'un Québec uni autour des idées de laïcité et de neutralité de l'État et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cependant, si la position centrale du parti québécois au sein du mouvement souverainiste pouvait nous laisser entrevoir l'existence d'un consensus par rapport aux questions soulevées à travers le projet de Charte du ministre Drainville, nous souhaitons nous interroger sur la réception du projet par six personnalités politiques souverainistes ayant réagi publiquement à cette annonce.

**Objectif principal :** Nous souhaitons, à travers ce mémoire, explorer les diverses voix qui se sont levées au sein du mouvement souverainiste par rapport au projet de Charte des valeurs québécoises à travers l'analyse de la prise de position de six acteurs centraux du mouvement souverainiste.

Cet objectif principal sera décliné, au long de notre étude, autour de plusieurs questions sectorielles :

- Quels éléments du discours de nos six personnalités détenant un important capital politique au sein du mouvement souverainiste pourraient nous laisser entrevoir l'idée d'une certaine dissension au sein du mouvement souverainiste? Et quels sont les principaux points d'accord et de désaccord touchant la gestion de la diversité et la reconnaissance du pluralisme au sein

de la société québécoise mis de l'avant à travers le débat sur le projet de Charte?

- Les valeurs mises de l'avant par le projet de Charte dans une optique de définition d'un « Nous » québécois peuvent-elles être rattachées à une certaine conceptualisation de l'imaginaire national? Quelle importance donnent-ils à la question des droits civiques et de la laïcité dans leur argumentaire?
- Quelle est la conception de la reconnaissance de la pluralité que nos intervenants mettent de l'avant et comment pouvons-nous la lier à leur perception de l'imaginaire national?

## CHAPITRE II

### CADRE CONCEPTUEL

Afin de pouvoir analyser les possibles divergences et dissensions présentes au sein du mouvement souverainiste en ce qui a trait à la question du projet de Charte des valeurs du gouvernement péquiste, nous présenterons à travers ce second chapitre les concepts majeurs sur lesquels sera basée notre étude. Ainsi, nous nous arrêterons dans un premier temps sur la question du discours politique en abordant le statut que nous lui conférons ici puis en présentant rapidement les fonctions que celui-ci revêt. Nous présenterons par la suite les différents modèles de conceptualisation de la nation présents au Québec en les croisant aux thèses de trois auteurs majeurs de la nation : Benedict Anderson, Ernest Gellner et Anthony D. Smith.

#### 1 Sur le discours politique

##### 1.1 Statut du discours

S'il est un point central sur lequel il nous faut nous arrêter avant de pouvoir commencer notre réflexion, c'est le rôle et le statut que nous attribuons à la parole des intervenants qui constitueront notre corpus d'étude. Pour rapidement définir le discours politique, nous souhaitons nous appuyer sur une description qu'en donne Maurice Charland

Ces discours ont des conséquences parce qu'ils sont porteurs de sens, parce qu'ils appuient et justifient certaines politiques ou

mesures plutôt que d'autres. Par ailleurs, ces mêmes discours incarnent la relation politique elle-même. Ils se fondent sur les valeurs communes et les transforment; ils établissent des relations de pouvoir entre citoyens; ils tentent de forger des consensus et de constituer des collectivités (Charland, 2003, p.69)

Pour notre analyse, nous caractérisons de politique le discours de nos intervenants, puisque ceux-ci sont tous rattachés au monde politique. En effet, nous avons, au sein de notre panel d'intervenants deux députées dans l'exercice de leurs fonctions, trois anciens premiers ministres du Québec et un ancien leader de parti fédéral et député à cinq reprises pour le Bloc Québécois. La première distinction que nous tenons à effectuer a donc rapport avec le statut de mesdames Mourani et David. Étant détentrices d'un mandat officiel et démocratique, ces deux personnes sont encadrées, à la fois, par les règles de bienséance politique puisque, le monde politique est « rigoureusement borné par des interdits discursifs (Le Bart, 1998, p.123)», mais aussi par une ligne de parti. Ce second point est d'ailleurs primordial pour comprendre l'expulsion de Maria Mourani du caucus bloquiste à la suite de sa réaction au projet de Charte<sup>1</sup>.

Nous avons ensuite trois anciens premiers ministres du Québec. Leur statut est aussi singulier. Gilles Duceppe détient lui aussi un certain capital symbolique puisqu'ancien chef du Bloc québécois. Ils sont toujours rattachés au monde politique par leur implication au sein du mouvement souverainiste et par le poids symbolique que leur ancienne tâche leur a attribué. Cependant, leur opinion devrait-elle valoir plus que celle d'un autre citoyen? Bernard Landry semble le penser, puisque, à plusieurs reprises, dans sa lettre ouverte d'octobre 2013, il insiste sur le devoir d'anciens PM de proposer et leur opinion sur un projet gouvernemental et leur aide en cas de conflit ou de débats houleux. Nous pourrions ici faire un certain parallèle entre

---

<sup>1</sup> Maria Mourani, députée pour le Bloc québécois dans la circonscription d'Ahuntsic s'est vue exclure de son caucus à la suite de l'annonce du document d'orientation du Parti québécois, du fait de sa vive opposition publique à celui-ci.



l'arrivée d'un individu au pouvoir en tant que premier ministre et l'acte d'institution d'un rite. En effet, selon Pierre Bourdieu, « l'acte d'institution est un acte de communication, mais d'une espèce particulière : il signifie à quelqu'un son identité, mais au sens à la fois où la lui exprime et la lui impose en l'exprimant à la face de tous [...] et en lui notifiant ainsi avec autorité ce qu'il est et ce qu'il a à être (Bourdieu, 2001, p.180) ». Bourdieu va plus loin, allant presque jusqu'à confirmer le rapprochement que nous faisons ici en disant que « c'est encore plus vrai de l'investiture ou de la nomination, jugement d'attribution proprement social qui assigne à celui qui en est l'objet tout ce qui est inscrit dans une définition sociale (Ibid., p.180) ». Dès lors, quand une personnalité politique devient premier ministre, son identité se voit transformée, puisqu'elle n'est plus uniquement la représentante d'opinions politiques d'un parti, mais bien la figure centrale du système politique québécois dans son ensemble. Le rôle de premier ministre devient ainsi une composante à part entière de la personnalité de l'individu, dictant alors ce que celui-ci doit être. Le rôle et les responsabilités qui lui sont alors attribués semblent lui donner suffisamment de pouvoir symbolique et de légitimité pour, une fois son mandat terminé, continuer d'exercer un rôle d'autorité dans le milieu politique et y aller de son opinion.

La différence majeure que nous faisons entre ces deux groupes distincts que nous venons rapidement de présenter tient dans la liberté dont ils disposent pour exprimer leur opinion. Si leur discours venant réagir au projet de Charte des valeurs du Parti québécois est fondamentalement politique, nous pouvons nous interroger sur la nature plus profonde de celui-ci. Est-il uniquement un outil pour rattacher l'opinion publique à un parti politique spécifique ou est-il l'expression d'une opinion personnelle? Nous prenons ici appui sur Le Bart qui dit qu'« il n'est pas absurde, à ce niveau, de référer le discours au locuteur, parce que les stratégies politiques peuvent être des stratégies individuelles (et sont sans doute toujours aussi des stratégies individuelles) (Le Bart, 1983, p.123) ».

Nous admettons ici que dans le cas de Françoise David et de Maria Mourani, une ligne de parti s'imposant, leur discours suit certaines conditions. Pour affirmer cette idée, il nous faut revenir à une définition du parti politique. Pour Vincent Lemieux, les partis politiques se définissent comme « des organisations plus ou moins développées et plus ou moins permanentes [...] [qui] cherchent à faire élire des candidats dans un corps électoral. [...] [D]ans les collectivités de nature territoriale, où ont lieu ces élections, ce sont les élus des partis qui occupent les postes officiels d'autorité suprême (Lemieux, 2005, p.17) ». À partir de cette définition, nous pouvons remarquer que l'une des finalités de l'existence d'un parti politique est donc son accession au pouvoir par l'élection de candidats. Pour ce faire, il semble primordial que le parti, et ses candidats, présentent au corps électoral un discours cohérent, uni, en somme que le parti s'affiche comme une « organisation dont les membres souscrivent à certaines valeurs et politiques communes (Pelletier et Tremblay, 2005, p.569) ».

En nous appuyant sur cette nécessité d'un parti politique à présenter une image et une parole commune, cohérente et unie, nous admettons donc que la parole de Françoise David et de Maria Mourani aurait dû, dans le cadre du débat sur le projet de Charte des valeurs, se soumettre à une ligne de parti. S'il nous semble que, dans le cas de Françoise David, cet impératif ait été respecté, le cas de Maria Mourani est différent, mais nous permet cependant d'appuyer cette idée de cohérence dans le discours d'un parti politique. En effet, si le Bloc québécois a soutenu le projet de Charte des valeurs péquiste, la prise de position de Maria Mourani à l'encontre de celui-ci lui a valu son renvoi. Avec ce que nous avons avancé durant les deux précédents paragraphes, il nous est possible d'en conclure que le renvoi de Mme Mourani du caucus bloquiste est une conséquence de sa digression face à la ligne de parti. En s'opposant au projet de Charte des valeurs, Maria Mourani a laissé entrevoir la possibilité d'une rupture au sein du Bloc québécois, rupture qui aurait pu porter atteinte à la finalité électorale du

parti et donc à une possible accession au pouvoir à celui-ci. De ce fait, le renvoi de Mme Mourani peut être interprété comme une volonté de réaffirmation d'une voix politique unie et consensuelle au sein du Bloc québécois.

Quant aux anciens leaders souverainistes, nous considérons pour cette étude que leur parole tient avant tout d'une opinion personnelle, puisque ceux-ci ne sont plus soumis institutionnellement aux mêmes obligations que celles auxquelles mesdames David et Mourani devaient se conformer et que nous venons de présenter.

## 1.2 Cohésion du mouvement

Avant d'aller plus loin dans notre présentation des discours politiques, il nous semble important de nous arrêter sur un point. En effet, nous traitons ici du mouvement souverainiste au Québec, qui n'est pas un parti politique à part entière. Il nous semble cependant que de par les objectifs visés par celui-ci et l'appui général à certaines politiques (volonté d'un Québec souverain, dénonciation du système fédéraliste, remise en cause de la politique multiculturelle privilégiée par Ottawa) nous en sommes arrivés à considérer que le mouvement souverainiste tend à présenter certaines similarités avec un parti politique.

Par la volonté de redéfinition d'un imaginaire national québécois à travers son projet de Charte des valeurs, le gouvernement péquiste, et par l'extension que nous faisons ici, le mouvement souverainiste, tend alors à mettre de l'avant la division entre la politique multiculturelle fédéraliste et une orientation interculturelle québécoise, mais aussi à recréer une unité au sein de la société québécoise. La finalité électorale (Lemieux, 2005, p.17) mise ici de l'avant est donc celle de l'accession au pouvoir de partis rattachés à ce mouvement dans l'optique d'amener l'option souverainiste sur le devant de la scène politique.

Cette délimitation que nous faisons de la parole politique exprimée à travers ce mémoire se base avant tout sur la question de la fonction du discours politique. En nous basant sur l'article « Discours et pratiques politiques » de Vincent Lemieux (2007, en ligne), nous reprenons ici les fonctions du discours politique mises en évidence par ce dernier.

Ainsi, Lemieux met de l'avant cinq fonctions de ce type de discours : la fonction d'affichage qui « consiste dans la présentation de pratiques passées, présentes ou futures pour montrer qu'elles ont été, qu'elles sont ou qu'elles seront conformes au discours tenu sur elles (Ibid., p.8) », la fonction d'occultation qui « est le contraire de la fonction d'affichage. Il ne s'agit pas de présenter des pratiques passées ou présentes, mais de les voiler ou de les dissimuler totalement ou partiellement. (Ibid., p.9) », la fonction de légitimation qui « consiste à justifier des pratiques ou des absences de pratiques, passées, présentes ou futures, même si certaines d'entre elles ne sont pas conformes à des normes qu'on peut tenir à leur propos. (Ibid., p.11) », la fonction de contestation qui « est l'inverse de la fonction de légitimation. Elle consiste pour un parti à critiquer les écarts entre le discours et la pratique chez ses adversaires (Ibid., p. 12) » et enfin la fonction de traitement des contradictions qui

désigne à la fois l'usage du discours qui vise à révéler des contradictions dans les pratiques et celui qui nie ces contradictions ou prétend pouvoir les résoudre. [...] la fonction de traitement des contradictions porte sur plus d'un ensemble de pratiques pour les relier en montrant que ces contradictions peuvent ou non être résolues (Ibid., p.13).

Nous retrouverons ici aussi bien à travers notre présentation du document d'orientations « Parce que nos valeurs on y croit » et du projet de loi 60, version modifiée du document d'orientations et présentée à l'Assemblée nationale du Québec

le 7 novembre 2013, qu'à travers le discours des personnalités politiques rattachées au mouvement souverainiste, l'ensemble de ces cinq fonctions du discours politique.

Cet ensemble de fonctions du discours politique tend, au final, à légitimer une certaine unité, une certaine cohésion au sein d'un parti ou d'un mouvement politique. Bien que Lemieux évoque dans le texte sur lequel nous avons basé nos précédents paragraphes un certain écart entre le discours et les pratiques des partis politiques (Lemieux, 2007, en ligne) entraînant une « perte de crédibilité des partis [portant] ainsi atteinte à leur recherche de supériorité et à leur capacité d'être applaudis par des électeurs à la recherche d'un bien-vivre assuré par les partis (Ibid., p. 14) », notre présente étude porte principalement sur le discours des six personnalités politiques choisies ici. De ce fait, nous choisissons de présenter uniquement les cinq fonctions du discours politique plutôt que de nous attarder sur le décalage entre parole et action. Des fonctions que nous avons abordées rapidement ici, nous pouvons finalement conclure que celles-ci tendent à atteindre un but d'introduction et de légitimation des actions mises en places par les partis et les gouvernements, à travers l'affirmation d'un but commun et d'une unité au sein des partis.

Par association, l'intérêt premier de notre recherche de mémoire est donc d'évaluer de la cohérence du discours politique au sein du mouvement souverainiste par rapport au projet de Charte du parti québécois. Nous souhaitons ainsi aller au-delà de l'apparence de cohésion que revêt un parti ou un mouvement politique lorsqu'il s'exprime autour des enjeux soulevés par notre étude.

## 2 La nation : les grands modèles



L'un des concepts centraux de notre présente recherche tient dans les différentes conceptualisations de la nation et les différents modèles qui en découlent présentes au Québec et retransmises à travers les interventions des six personnalités politiques à l'étude ici. Le concept de nation n'a jamais été une notion figée. À travers les différentes étapes de l'histoire, il a été modifié, a gagné en profondeur, s'est étoffé. Mais la première difficulté à définir de façon consensuelle le terme de nation découle sûrement du fait qu'elle constitue plus une construction idéologique qu'un fait observable.

Nous souhaitons ici présenter des conceptualisations plus actuelles de la nation, en les croisant avec les différentes approches présentes au Québec. De ce fait, nous aborderons les théories de Benedict Anderson, d'Ernest Gellner et d'Anthony D. Smith. Le choix de ces trois acteurs a été effectué sur la base d'une forte récurrence de leurs œuvres à travers la littérature concernant la nation et le nationalisme.

## 2.1 Benedict Anderson

Si les définitions de la nation sont nombreuses, et qu'aucune ne semble faire consensus, l'institutionnalisation de valeurs par le gouvernement péquiste s'insère dans un cadre d'affirmation nationale. Le terme de nation, qu'il soit appliqué au Québec ou à toute autre situation, ne semble pas répondre d'une définition unique. Si Ernest Gellner et Anthony D. Smith, que nous verrons par la suite, présentent un modèle de la nation principalement axé, respectivement sur une conception ethnique et civique de la nation, la pertinence de la présentation de la thèse de Benedict Anderson est de nous permettre d'approfondir notre compréhension de la nation comme construction imaginaire.

Pour Benedict Anderson, la nation est donc « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson, 2002, p.19).

C'est sur cette approche d'une nation construite, mais ancrée historiquement que gravite la théorie d'Anderson. Pour lui, historiquement cette imagination est devenue possible lorsqu'on a constaté les effondrements de trois dimensions : d'abord, celle de la communauté religieuse posée comme universelle, ensuite celle de la légitimité du pouvoir dynastique et enfin, celle de la conception de la temporalité, de « [c]ette juxtaposition du cosmique-universel et du mondain-singulier » (ibid., p.28-35).

La nation est d'abord intrinsèquement limitée, car, pour Anderson, aucune nation ne prétend être infinie, et bien qu'il mette en avant l'existence de frontières nationales élastiques, une nation ne peut prétendre être universelle. Ensuite, c'est dans une considération de simultanéité de la lecture du journal que se tient le concept d'« imaginaire » qu'Anderson rattache à la nation. En effet, Anderson met en avant le rôle majeur de la communication dans la construction de l'imaginaire national. Il considère, d'un point de vue historique, que le journal et les autres formes de littérature nationale ont contribué à fonder les assises permettant de penser l'imaginaire national. Pour Anderson, les membres d'une même nation ne se rencontreront sûrement jamais, mais ils se sentent tout de même appartenir à ce même ensemble, à cette même nation.

La troisième caractéristique de la nation au sens d'Anderson repose dans le fait qu'elle soit imaginée comme une communauté. Pour justifier sa position, Anderson énonce que la « nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde, horizontale. En définitive, c'est cette fraternité qui, depuis deux siècles a fait que tant de millions de gens ont été disposés, non pas tant à tuer, mais à mourir pour des produits aussi limités de l'imagination. (Ibid., p.21) » Nous pourrions interpréter cela sous le sens que cette communauté semble plus se former sous coup d'une envie commune, d'un sentiment d'appartenance volontaire.

Bref, la vision de la nation de Benedict Anderson repose avant tout sur le concept d'imaginaire. Ainsi, ce concept serait le fruit d'une construction sociale qui réunirait un grand nombre de personnes partageant les mêmes dispositions de sacrifice pour cette nation à laquelle l'appartenance est volontaire. Dans la littérature académique, cet imaginaire national s'exprime principalement à travers deux conceptions majeures renvoyant à un modèle dit ethnique et un modèle dit civique. Conceptualisés au Québec et défendus par un certain nombre d'acteurs, ces deux modèles considérés comme opposés peuvent se retrouver dans le débat actuel sur la Charte des valeurs.

### 3 L'approche ethnique

Les approches des modèles nationalistes sont souvent enfermées dans une dichotomie ethnique/civique. Si au Québec, ces deux approches ont pu se manifester par des voies diverses, depuis quelques années, c'est une approche plutôt pluraliste qui semble prendre le dessus.

#### 3.1 L'approche de Gellner

Afin d'aborder la perception de la nation mise de l'avant par Ernest Gellner, nous avons choisi de nous concentrer sur un exemple précis tiré de l'ouvrage *Nations and nationalism* (Gellner, 1989). Il nous a semblé que cette mise en situation nous permettrait de mettre de l'avant les idées centrales de la pensée de l'auteur quant à sa perception du nationalisme.

Pour expliquer l'apparition du nationalisme, Gellner met en scène deux peuples, les *Ruritarians* et les *Megalomanians*<sup>2</sup> (Ibid., p.58). Les premiers étaient une population

---

<sup>2</sup> Nous utiliserons par la suite les termes Ruritaniens, Mégalomaniens et Empire de Mégalomanie.

paysanne parlant leur propre dialecte, détenant leur propre culture et parfois une appartenance religieuse, dominée par les mégalimaniens (Ibid., p.58). Avec le développement industriel en Mégalomanie, bon nombre de familles ruritaniennes émigrent. Si leur vie reste aussi douloureuse dans leur nouvelle terre d'accueil qu'elle ne l'était auparavant, ces immigrants ont des difficultés à s'intégrer du fait de leur non-maîtrise de la langue mégalomanienne, de leur accent subsistant ou encore de leur culture. Cependant, du fait qu'il n'existe aucune différence physique entre ruritaniens et mégalomaniens, leurs enfants réussissent à s'intégrer (Ibid., p.60).

On voit ici un premier contour ethnique dans la conceptualisation de la nation mise de l'avant par Gellner. En effet, les ruritaniens ayant émigré se retrouvent dans une position où il leur est difficile de s'intégrer à la population mégalomanienne. Bien qu'il n'existe pas de différences physiques entre les deux peuples, la langue, la culture et la religion sont perçues à travers la pensée de Gellner comme des éléments discriminatoires. La preuve en est que les enfants de ces immigrants, ayant accès au système scolaire de mégalomanie, notamment, sont capables de s'assimiler à la société qui laisse leurs parents à l'écart. À ce point de la fable de Gellner, il n'existe pourtant pas à proprement parler de sentiment national.

Ce sentiment émerge lorsque ces ruritaniens exilés commencent à se sentir aliénés au sein de la société mégalomanienne. Gellner nous dit alors qu'ils déplorent

the squalor and neglect of their home valleys, while yet also seeing the rustic virtues still to be in them; they deplored the discrimination to which their conationals were subject, and the alienation from their native culture to which they were doomed in the proletarian suburbs of the industrial towns. (Ibid., p.60)

De ce sentiment découla alors une révolution dont le résultat fut la prise d'indépendance de la Ruritanie (Ibid., p.61). Gellner apporte à cette fable une certaine morale lorsqu'il écrit que

the cultural/linguistic distance and capacity to differentiate themselves from others, which is such a handicap for individuals, can be and often is eventually a positive advantage for entire collectivities, or potential collectivities, of these victims of the newly emergent world. It enables them to conceive and express their resentments and discontents in intelligible terms. (Ibid., p. 62)

Finalement, dans cette phrase, nous pouvons retrouver certains éléments du nationalisme ethnique. Ici, la différenciation basée sur la langue ou la culture devient un pilier fondateur du sentiment national. Ces caractéristiques semblent alors essentialisées par Gellner comme un moyen pour les individus de vivre sereinement au sein d'une communauté d'appartenance culturelle ou linguistique. L'individu sera alors poussé à interioriser ces marqueurs d'appartenance et tendra à repousser ceux qui ne les partagent pas. Mais de ce fait, la mobilité de l'individu vers une nation semble impossible. Du moins, il se retrouvera toujours aliéné et soumis à la domination de la population majoritaire, puisque les attributs de la nation semblent se rattacher à une communauté de descendance.

### 3.2 Le modèle ethnique au Québec

Le modèle de la nation ethnique se base sur « la présomption plus ou moins avouée d'une communauté de descendance qui est le critère d'appartenance déterminant » (Karmis, 2003, p.105). Aussi, « [l]a culture, la langue et la religion sont essentialisées » (ibid., p.105) faisant de la naissance un facteur déterminant dans l'inclusion à la nation.

Au Québec, à la suite de la défaite des patriotes, l'imaginaire national québécois s'est « fondé sur l'identité ethnique des Canadiens français » (Oakes et Warren, 2009, p. 30). Le peuple Canadien français s'est alors réfugié « dans un nationalisme ethnique fondé sur des valeurs traditionnelles catholiques et rurales », et ce, dans une



optique de survivance (ibid., p.31). Comme nous l'avons vu précédemment à travers la pensée de Henri Bourassa, Lionel Groulx ou encore Maurice Duplessis, l'imaginaire national canadien-français était alors basé sur la primordialité de la religion catholique et sur la protection de la langue française. L'identité canadienne-française n'est alors pas existante pour elle-même, mais en opposition à l'identité canadienne-anglaise majoritaire. Rappelons ici, par exemple, que Lionel Groulx s'opposait aux mariages entre français et anglais (Balthazar, 1986, p.70) ou que Bourassa parlait de dualité des races au sein du Canada (Bourassa, 1904, p.2).

En nous basant sur l'analyse de Leigh Oakes et Jane Warren, il nous est possible d'observer que le modèle d'une nation ethnique a pu être mis en avant à une époque plus récente par l'intermédiaire de la pensée de Fernand Dumont. Pour lui, la nation est définie comme Française d'Amérique, l'étendant alors à l'ensemble des populations francophones en Amérique du Nord (Dumont, 1997, p.57). Son modèle est cependant toujours basé sur la langue, la religion et la tradition française, constituées en tant qu'institutions culturelles (ibid., p.55). Là où Dumont s'inscrit d'autant plus dans cette idée de survivance, c'est qu'il refuse de considérer le Québec comme une nation, car pour lui « [l]'histoire a façonné une nation française en Amérique; par quelle décision subite pense-t-on la changer en une nation québécoise? » (ibid., p.66). L'appartenance à la nation française d'Amérique passe alors par la langue française, que Dumont considère comme « une langue en sa plénitude, c'est-à-dire une culture » (ibid., p.70).

Une nuance est cependant apportée à l'analyse de Oakes quant à la position de Fernand Dumont. En effet, Dumont définit sa conception de la nation avant tout comme culturelle. Cependant, le besoin d'être assimilé pour appartenir à cette nation mit en avant par Michel Seymour (1999, p.67), ou encore le fait qu'elle soit basée sur la culture d'un groupe majoritaire (Mathieu, 2001, p.130) en fait une vision à forte composante ethnique (Oakes et Warren, 2009, p.57).

En conclusion, l'approche ethnique du nationalisme se base sur une idée d'identité transmise quasi génétiquement, fixée par la naissance, en somme, la nation de l'individu est innée plutôt qu'acquise. L'individu naît au sein d'une nation et sa mobilité est réduite, voir presque impossible. À cette conception organiciste et essentialiste de la nation s'oppose un modèle dit civique qui se base avant tout sur les droits des individus.

#### 4 L'approche civique

##### 4.1 Le modèle d'Anthony D. Smith

Pour ce qui est de la conception de la nation mise de l'avant par Anthony D. Smith, nous procéderons en deux temps. Nous présenterons d'abord le lien que Smith fait entre l'ethnicité et le nationalisme, puis nous aborderons l'idée selon laquelle l'ethnicité n'est pas une dimension suffisante pour expliquer le phénomène national.

D'abord, il existe chez Smith un lien entre ethnicité et nationalisme. En effet pour lui, sans cette base et cette préexistence de l'ethnicité, le nationalisme ne pourrait exister, car s'il n'y a pas de mythe commun, la construction nationale est impossible. C'est dans la continuité de cette préexistence d'un mythe commun que Smith pose sa définition de la nation comme étant « [...] *a named human population sharing an historic territory, common myths and historical memories, a mass, public culture, a common economy and common legal rights for all its members* (Smith, 1991, p.14) ».

Il est alors nécessaire d'aborder rapidement cette rupture entre les communautés ethniques et ce que Smith reconnaît comme nation. L'étape importante du passage de cette communauté à l'État-nation tient dans l'apparition de l'État scientifique à

l'époque des Lumières. Celui-ci est « *a polity which seeks to homogenise the population within its boundaries for administrative purposes by utilising the latest scientific techniques and methods for the sake of « efficiency »* (Smith, 1971, p. 231) » et prend le dessus sur ce qui régulaient avant l'ethnie, puisqu'il est le seul « *[that] can raise the living standards of the population, educate them, unify them, give them a sense of pride and well-being, and administer public affairs in a « rational » and calculative manner* (Smith, 1971, p.231) ».

On retrouve dans cette rapide présentation de l'État scientifique chez Smith, mais aussi dans la définition qu'il donne de la nation que nous avons présentée plus tôt une caractéristique importante du nationalisme civique : des droits communs. En effet, si Gellner faisait reposer sa théorie du nationalisme sur l'appartenance linguistique ou culturelle des individus, Smith accorde une place de choix à la question des droits civiques. Dès lors, avec la création d'un État scientifique doté de moyens politiques et d'un système administratif, les mythes et les croyances qui structuraient jusqu'alors la société sont relégués au second plan. L'État, en mettant en place des droits et des devoirs, communs à l'ensemble des individus, permet la mise en place d'une nation avant tout civique. La mobilité des individus semble alors accrue puisque leur appartenance à une nation n'est plus uniquement basée sur des critères considérés comme quasi héréditaires par Gellner, à savoir la langue et la culture.

Finalement, ce que nous pouvons retirer de la conceptualisation que fait Anthony D. Smith de la nation, c'est, d'une part son ancrage dans une tradition ethnique marquée par son lot de mythes et de symboles, mais aussi le caractère à dominante civique qu'il met de l'avant. En effet, si les nations modernes trouvent leurs racines dans un regroupement ethnique, l'État scientifique qui vient bouleverser l'ordre établi des sociétés traditionnelles se base sur la reconnaissance et la mise en avant de droits civiques, sur le caractère avant tout basé sur la rationalité des individus et sur leur capacité à faire des choix calculés, sur la volonté de création d'une culture politique

commune par le biais d'une administration des affaires publiques ainsi que sur une rationalisation de l'État passant par l'utilisation de techniques et de moyens scientifiques, plutôt que par une dimension cosmique.

#### 4.2 L'approche civique au Québec

Avec la Révolution tranquille, comme nous l'avons mentionné plus tôt, un changement majeur s'est imposé. En effet, de nationalisme « canadien-français », nous sommes passés à un nationalisme « québécois ». L'idée n'est plus de survivre, mais de s'affirmer en tant que peuple, en tant qu'État. Le modèle de définition de la nation a alors évolué passant d'ethnique à civique.

Dans le modèle civique, l'identité nationale repose sur quatre éléments : un territoire historique; une communauté d'institutions politiques et de lois; le principe de l'égalité des droits politiques et civils pour tous les citoyens; la socialisation à une culture civique commune qui assure une adhésion rationnelle aux institutions, pratiques et principes qui constituent l'identité nationale (Karmis, p.102). Contrairement au modèle ethnique, le modèle civique offre une capacité d'inclusion qui se base sur la rationalité de l'individu et sur les droits individuels, dépassant alors le caractère « ethnique » des individus pour passer au travers d'une conception essentialiste.

En se basant sur les écrits de Jürgen Habermas (1994, p.107-148), Claude Bariteau définit l'approche civique de la nation comme fondant

une nation politique en misant sur une citoyenneté québécoise construite autour d'une culture politique et publique commune dont le français est langue de communication plutôt que langue de convergence culturelle (Bariteau, 2000, p.239).

Toujours en se basant sur une vision habermassienne, il définit cinq règles à respecter dans le but d'appliquer le modèle civique de la nation. D'abord, la loi doit être neutre, ensuite, « l'établissement d'une nette distinction entre une intégration de tous les citoyens à une culture politique commune et une intégration de groupes et de sous-groupes à leurs propres cultures identitaires ». La troisième prône un rejet des fondamentalismes qui sera entériné dans la Constitution. La quatrième « consiste à favoriser l'intégration des immigrants à la culture politique du pays d'accueil plutôt qu'à des éléments constitutifs de la culture dominante ou des cultures dominantes ». Et enfin, la cinquième préconise que la culture politique soit « respectueuse des différences caractérisant les communautés qui composent la nation » (Bariteau, 1998, p.146). Finalement, l'approche civique de Bariteau met en avant la primauté des droits individuels sur les droits collectifs, notamment lorsqu'il dit que

autant on ne peut pas y mettre sur un même pied d'égalité les droits individuels et le droit à la différence, autant on ne peut pas faire équivaloir droits individuels et affirmation d'une culture particulière. Il s'agit de deux réalités qu'il faut de séparer. (Bariteau, 1996, p.152)

L'approche civique semble alors mettre au second plan les droits collectifs au profit du droit individuel, et ce, dans le but d'éviter une « surenchère en faveur de droits collectifs reconnus » (Bariteau, 1998, p.155). D'autre part, le statut de la langue, dans la conception de Bariteau, semble se détacher des autres approches en ne gardant que son utilité communicationnelle et en perdant son ancrage culturel, voire essentialisme. Nous pouvons cependant nuancer en remarquant que le fait que cette langue soit choisie comme outil de communication aux dépens d'une autre dénote cependant d'un certain choix ancré historiquement et culturellement, puisqu'il découle du statut du français comme langue majoritaire au Québec.



## 5 L'approche pluraliste

### 5.1 Réconcilier l'ethnique et le civique

Les approches ethniques et civiques sont souvent vues comme opposées. Cependant, le cloisonnement qu'elles semblent impliquer tend à être remis en cause. Au Québec, l'approche pluraliste semble être privilégiée dans l'analyse de l'imaginaire national, favorisant une conception de l'imaginaire national comme inclusif face à la diversité. De nombreux chercheurs semblent s'y rattacher, à l'exemple de Gérard Bouchard, Claude Taylor, Michel Seymour, Jacques Beauchemin, etc. Danielle Juteau et Marie McAndrew prennent, par exemple, le profit d'un modèle pluraliste pour contrer une vision ethnique qui reviendrait à « masquer la production sociale de l'ethnicité et de la nationalité [à] situer dans la génétique une question essentiellement culturelle et politique », et modèle purement civique qui, à l'exemple de la situation française, semble difficilement applicable (Juteau et McAndrew, 1992, p.165). Pour Juteau, trois conditions doivent être remplies pour adhérer à l'option pluraliste : « penser la collectivité en tant que communauté politique et ne pas définir son identité uniquement en fonction du groupe ethnique dominant », « concevoir la différence comme un produit et non comme un fondement de l'histoire » et « considérer l'identité nationale ni comme un héritage du passé ni comme un choix collectif qui fait tabula rasa, mais comme un dialogue à l'intérieur duquel le passé et le présent s'interrogent et s'illuminent mutuellement » (Juteau, 2000, p.209).

Pour Micheline Labelle, le modèle pluraliste semble être le seul viable, au sens où elle rejette la dichotomie entre modèle ethnique et modèle civique sur le fait que

l'idée de nation garantie des droits de tous, nation qui s'incarne surtout dans l'État, ne peut se baser sur la seule rationalité de principes susceptibles de rallier les personnes de diverses origines. Elle a également des sources historiques qui expliquent des attachements émotifs. (Labelle, 2007, en ligne)

Labelle va plus loin dans cet article en proposant sa définition de la nation comme « groupe humain ayant une histoire commune, un lien à la territorialité et le partage de divers marqueurs identitaires (langue, culture, etc.) » (ibid.). Étant dirigée par un projet politique, elle s'inscrit dans une volonté de reconnaissance par les peuples à disposer d'eux-mêmes, et

seule la reconnaissance d'un « Nous » intrinsèquement pluriel est susceptible de conduire à une conception de la citoyenneté qui transcende les appartenances politiques, ethniques ou idéologiques et ait un effet de mobilisation au-delà de la majorité d'origine canadienne-française (Ibid.).

Le modèle interculturel tel que présenté, notamment, par Bouchard et Taylor, se place directement dans la lignée de l'approche pluraliste de la nation. Apparu en réaction d'opposition face à la politique du multiculturalisme mise en place par Pierre Elliott Trudeau, l'interculturalisme québécois se pose comme un projet de société soutenu par le gouvernement du Québec. À la différence du multiculturalisme qui a été écrit à l'article 27 de la Charte canadienne des droits et libertés (Canada., 1982), l'interculturalisme n'a jamais été inscrit dans un texte de loi. Le rapport de la Commission Bouchard-Taylor recommandait cependant au gouvernement du Québec qu'il « fasse une loi, un énoncé de principe ou une déclaration » soumise à un vote de l'Assemblée nationale du Québec après consultations publiques » (Bouchard et Taylor, 2008, p.269).

## 5.2 Un modèle ouvert à la diversité

Bien que le projet basé sur l'interculturalisme soit constant dans les diverses conceptualisations du concept, il n'empêche qu'il existe un certain nombre de définitions. Toutes semblent cependant présenter une volonté d'intégration, d'inclusion des minorités culturelles au sein de la société québécoise.

Alain-G. Gagnon l'exprime ainsi comme

la volonté d'intégrer les immigrants et les membres des groupes ethnoculturels souvent marginalisés aux communautés politiques dominantes, traduit en dernière instance, la capacité des États de permettre à ces groupes d'exercer pleinement leurs droits de citoyenneté (Gagnon, 2000, p.5)

Il nous laisse alors entrevoir la dimension à fort caractère politique qui tient dans l'intégration des immigrants dans une société quelconque. Nous retrouvons alors ici la nécessité de reconnaissance de la pluralité comme composante essentielle de la société québécoise, conciliée à une volonté politique.

En 2007, la Chaire de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) présente à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles un rapport dans lequel François Rocher, Micheline Labelle, Ann-Marie Field et Jean-Claude Icart énoncent quatre éléments de définition de l'interculturalisme (CRIEC, 2007, p.49)

1. Reconnaît la diversité comme une des caractéristiques constitutives du peuple québécois;
2. S'inscrit dans le Québec défini comme société francophone qui :
  - a. affirme le français comme langue publique commune et langue de citoyenneté;
  - b. invite toutes les composantes de la société québécoise à s'associer pleinement à ce projet collectif.
3. Favorise le rapprochement et l'acceptation des différences dans le respect mutuel, entre les citoyens d'origines diverses (majorité francophone, minorité anglophone, minorités ethnoculturelles, peuples autochtones);

4. Vise à éliminer toute forme de discrimination, directe et systémique, à l'endroit des citoyens d'origines diverses, ce qui implique notamment :

a. la promotion de la présence des citoyens d'origines diverses dans tous les secteurs de la vie nationale;

b. la reconnaissance et l'exercice de la citoyenneté à part entière.

Cette définition met en avant quatre grandes valeurs de la société québécoise : la diversité, la francophonie, l'acceptation de l'autre dans le respect mutuel et l'élimination de la discrimination. C'est cette caractéristique primordiale d'une société québécoise interculturelle qui met en avant la diversité et l'apport de chaque individu, de chaque culture à un ensemble, à une identité culturelle toujours en construction qui fait, pour nous, preuve d'une ouverture.

De façon similaire, Gérard Bouchard voit dans le modèle interculturel un moyen d'accession à une nation québécoise inclusive. Il présente alors sept points de l'interculturalisme québécois : le respect des droits pour réduire les inégalités; la promotion du français comme langue officielle; la reconnaissance de la diversité afin de créer « une culture commune [qui] doit composer avec le droit des membres de la majorité fondatrice et des minorités de rester attachés à leur héritage et à leur identité » (Bouchard, 2012, p.52); l'intégration comme mécanismes de création du lien social (ibid., p.58); la promotion des échanges interculturels en privilégiant la réduction des stéréotypes; le développement d'une culture commune; et enfin, la promotion d'une identité nationale « à partir de ces composantes que se construit présentement un nouveau Nous qui incorpore toute la diversité et donne un nouveau visage au Québec comme francophonie nord-américaine. » (ibid., p.64) Bouchard cherche alors en proposant son modèle interculturel à concilier les approches ethniques et civiques de la nation en intégrant à la fois des facteurs culturels

canadiens-français comme la langue française, par exemple, et des principes libéraux démocratiques tels que l'inclusion ou l'égalité.

Le modèle pluraliste semble alors tenter de réconcilier les modèles ethniques et civiques en présentant une vision qui souhaite reconnaître la diversité au sein de la société, tout en respectant les droits et les acquis de la société d'accueil.



## CHAPITRE III

### CADRE METHODOLOGIQUE

Comme nous l'avons vu jusqu'à présent, l'objectif de ce mémoire est d'analyser les dissensions présentes au sein du mouvement souverainiste concernant le projet de Charte des valeurs en étudiant les prises de parole de nos six personnalités politiques. Nous souhaitons ici procéder de façon inductive. Ainsi, en présentant les positions de chacun des intervenants tout en analysant leur argumentaire, nous voulons tenter de faire émerger une certaine conception d'un modèle national. Cette méthode nous permettrait d'évaluer d'une éventuelle dissension au sein du mouvement souverainiste quant à la vision des différents acteurs concernant le projet national. Pour ce faire, il nous semblait pertinent de suivre une posture méthodologique de type mixte. Nous aurons alors ici recours à l'analyse de discours argumentatif. Notre analyse sera basée sur un ensemble d'articles de presse des journaux *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal* et *La Presse*, et ce en deux temps, entre le 11 septembre 2013 d'abord, date de dévoilement du document d'orientations gouvernemental *Nos valeurs, on y croit*, par le ministre Drainville, jusqu'au 7 novembre 2013, date de présentation du Projet de loi 60 à l'Assemblée nationale. Ensuite, entre le 8 novembre 2013 et le 7 avril 2014, date des élections générales ayant eu lieu au Québec.

Le présent chapitre s'attardera donc sur notre posture méthodologique. Nous y présenterons ainsi la stratégie de recherche que nous avons retenu ainsi que notre corpus de texte et la méthode d'analyse à laquelle il sera soumis.

## 1 Démarche méthodologique

### 1.1 Stratégie de recherche

Aux fins de notre analyse, nous avons souhaité nous engager dans une stratégie de recherche mixte. Celle-ci est définie par plusieurs auteurs comme étant « un type d'évaluation dans lequel un expert ou une équipe d'experts combine les méthodes qualitatives et quantitatives d'évaluation (approches et [ou] devis et [ou] techniques de collecte et d'analyse de données) (Pluye et *al.*, 2012, p.123), ou encore « [techniques] that include at least one quantitative method (designed to collect numbers) and one qualitative method (designed to collect words), where neither type of method is inherently linked to any particular inquiry paradigm. (Denzin et Lincoln, 2011 p.256) ». L'essence de la méthodologie mixte est donc de combiner, à la fois, une stratégie de recherche quantitative et une stratégie de recherche qualitative.

Le volet quantitatif de notre recherche sera constitué par l'analyse aux moyens de la méthode d'analyse de presse Morin-Chartin. En identifiant des unités d'information rattachées à un sujet puis en évaluant leur orientation, positive, négative ou neutre, par rapport à un sujet donné, cette technique d'analyse nous aura permis de construire un plan d'ensemble des réactions de nos acteurs au projet de Charte des valeurs québécoise. Cette première analyse nous permettra de dresser un portrait général de la situation. Par ailleurs, les discours seront analysés de façon plus approfondie dans la partie qualitative de notre étude.

L'analyse qualitative est définie par Paillé et Mucchielli comme

Ce qui caractérise les techniques de traitement et d'analyse dans les études qualitatives, c'est essentiellement la mise en œuvre des ressources de l'intelligence, pour saisir des significations. Les rapprochements, les confrontations et la mise en relation de données, les mises en perspective et les cadrages, la saisie des

récurrences et des analogies ainsi que les généralisations et les synthèses font surgir ces significations. Il s'agit donc toujours, par un travail intellectuel, de faire surgir le sens qui n'est jamais une donnée immédiate et qui est toujours implicite et à la fois structurant et structuré, participant de manière diffuse à un ensemble de phénomènes. (Paillé et Mucchielli, 2008, p.11)

Nous procéderons alors à une analyse de l'argumentation de nos intervenants en nous basant sur la méthode d'analyse argumentaire de Stephen Toulmin. Notre raisonnement se voulant inductif, nous partirons d'exemples précis pour faire émerger des pistes théoriques et des réponses à nos questions.

## 1.2 Outil de recherche

Afin de constituer le corpus de texte qui sera, par la suite, soumis à notre analyse, nous avons choisi d'avoir recours à la base de données Eureka.cc. Cette base de données multidisciplinaire regroupant plus de 10 000 périodiques et journaux locaux, nationaux et internationaux (Eureka, en ligne) depuis 1980, voire même avant pour certains titres (UMCS, 2008, p.1). Eureka est un service proposé par CEDROM-Sni, compagnie fondée en 1989 et partenaire de Transcontinental inc. depuis 1996, chef de file au Canada et en France en matière de diffusion d'information de presse sur Internet. (CEDROM-Sni, en ligne). Eureka, est déclinée en Newscan.com au Canada anglophone et Europresse.com en Europe.

L'intérêt que nous avons porté à l'utilisation de cette base de données est motivé à la fois par la facilité d'accès au logiciel, puisqu'il est disponible gratuitement par l'intermédiaire de la bibliothèque universitaire, mais aussi par la facilité de recherche que celui-ci permet. En effet, nous avons pu retrouver l'intégralité de notre corpus de textes via un seul outil, ceci nous permettant de ne pas nous éparpiller dans notre processus de recherche. Cet outil électronique nous a donc permis d'avoir une vue

d'ensemble des textes pouvant être soumis à notre analyse. Enfin, Eureka nous permet l'accès aux ressources habituellement réservées aux abonnés des journaux *La Presse*, *le Journal de Montréal* et *Le Devoir*. Le logiciel nous permet d'avoir accès à certains articles réservés aux abonnés du Journal de Montréal, et ce, seulement à travers l'interface de la base de données. Pour les autres, qui s'affichaient dans la base de résultats d'Eureka mais n'étaient pas disponibles dans leur intégralité à travers le logiciel, nous nous les sommes procurés par nos propres moyens.

## 2 Corpus

### 2.1 Le choix des médias

Le corpus que nous étudierons ici est alors composé d'articles de journaux quotidiens, dans leur version électronique, publiés dans les trois journaux francophones majeurs au Québec et dans la région de Montréal, à savoir *La Presse*, *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal*. Ces trois journaux constituent, à nos yeux, un paysage médiatique relativement varié et couvrant une grande partie de l'échiquier sociopolitique au Québec. Du fait de leurs différences structurelles d'abord, *Le Journal de Montréal* et *La Presse* appartenant à deux grands groupes médiatiques, *Quebecor inc.* pour le premier et *Power Corporation* pour le second, tandis que *Le Devoir* détient un statut de journal indépendant. Du fait de leurs lignes éditoriales différentes, ensuite, ces journaux sont destinés à des publics différents. Ainsi, le *Journal de Montréal*, par exemple, se présente comme « un journal populaire qui répond aux exigences de toute une population » (Leblond, 1994), tandis que *Le Devoir* « se campe comme un journal destiné à la classe économique favorisée ainsi qu'à des personnes qui se distinguent par leur éducation et leur culture » (Merveille, 2008, p.22). Sur le site internet de *La Presse*, il est possible de lire que le journal

se distingue par une couverture distinctive, riche et diversifiée de l'actualité. Récipiendaire de nombreuses distinctions pour la

qualité de ses contenus et de sa présentation, La Presse est également reconnue pour ses séries et dossiers de fond, ainsi que pour le large espace qu'elle consacre aux débats (La Presse, en ligne).

Par ailleurs, en 2011, 55 % des lecteurs de La Presse sont des hommes, 54 % des universitaires et 39 % des lecteurs disposaient de revenus familiaux supérieurs à 100 000 \$ par années (La Presse, 2011, p.1).

La délimitation temporelle de notre corpus d'étude s'est faite en deux temps. D'abord, nous avons délimité une première période, du 11 septembre 2013 au 7 novembre 2013. Ce premier choix s'explique non seulement d'un point de vue institutionnel qu'en rapport avec une forte couverture médiatique du projet de Charte. Institutionnellement parlant, la document d'orientations « Parce que nos valeurs, on y croit » a été dévoilé en septembre par Bernard Drainville, ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne, ouvrant alors une période de débat officiel, en opposition aux nombreux articles parus en août 2013 sur les hypothétiques orientations du document. Ensuite, le 7 novembre 2013 est la date de dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi 60 : Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement. Durant cette même période, les médias ont mis les orientations du projet de Charte des valeurs sur le devant de la scène. Ainsi, au 11 septembre 2013, selon une recherche sur Eureka, pas moins de 333 articles, toutes sources confondues, ont été publiés concernant le projet de Charte, dont 100 sur les trois médias qui nous intéressent ici.

Par la suite, nous avons procédé à une seconde délimitation temporelle, démarrant cette fois au 7 novembre 2013 et se terminant au 7 avril 2014, date des élections générales provinciales déclenchées par le gouvernement Marois. Cette période est marquée par plusieurs étapes. Partant du dépôt du projet de loi 60, ont suivi, en



janvier 2014, les audiences de la commission publique qui ont eu cours jusqu'au déclenchement des élections par Pauline Marois en mars 2014. Le sujet de la Charte des valeurs est, à partir de ce moment, devenu un enjeu électoral assumé. Bernard Drainville ira même jusqu'à affirmer à travers un vidéoclip qu'« un vote pour le PQ, c'est un vote pour la Charte (Drainville, 2014, en ligne) ».

Cette seconde période nous a, par ailleurs, permis d'étoffer le corpus de Maria Mourani, celle-ci ayant de nouveau affirmé publiquement son opposition à la Charte des valeurs, mais aussi celui de Françoise David qui de par son statut de co-porte-parole de Québec solidaire et comme députée de Gouin s'est exprimée sur le sujet de la Charte publiquement jusqu'au 7 avril. Enfin, cette seconde délimitation nous a permis d'inclure un sixième acteur, en la personne de Gilles Duceppe. La date de fin du 7 avril s'est imposée à nous comme une délimitation quasi naturelle, la défaite électorale du Parti québécois scellant le sort du projet de loi 60.

## 2.2 Le choix des acteurs

Ce qui nous intéresse dans ces productions médiatiques, c'est avant tout la parole des six personnalités rattachées au mouvement souverainiste que nous avons choisi : Maria Mourani, Jacques Parizeau, Bernard Landry, Lucien Bouchard, Gilles Duceppe et Françoise David. En effet, nous ne souhaitons pas nous intéresser à la façon dont les entreprises médiatiques ont pu réagir face aux sorties de ces individus dans l'espace public, mais bien à la façon dont les journalistes ont relayé les paroles de nos intervenants à travers leurs articles. Ainsi, le principal critère de sélection de notre matériel d'analyse tenait dans la citation, aussi bien de façon directe ou indirecte, et de façon explicite du point de vue de ces six personnalités concernant le projet de Charte des valeurs. Nous avons donc décidé de passer outre les articles se contentant de donner l'avis d'une de ces six personnalités sans autre précision que le caractère

positif ou négatif de leur opinion. Il nous importe, en effet, d'analyser le raisonnement et l'argumentation des acteurs choisis par rapport au projet de Charte. De ce fait, il nous semblait peu pertinent de sélectionner des articles statuant uniquement, par exemple, que Maria Mourani s'oppose à la Charte des valeurs, sans donner plus de précisions quant à l'opinion de cette dernière.

Nous avons donc choisi de nous pencher sur l'opinion de personnalités politiques rattachées au mouvement souverainiste. Nous souhaitons ici présenter rapidement chacun de ces acteurs en tentant de mettre en évidence la pertinence de l'étude de leur discours dans le cadre de la proposition de Charte des valeurs québécoises du gouvernement Marois.

Fortement marqué par un dualisme identitaire existant depuis sa création, le Québec, comme nous avons pu le voir dans les chapitres précédents, est témoin d'un certain clivage entre les partisans du fédéralisme, et par conséquent de l'existence du Québec en tant que province au sein d'un Canada fédéré et le camp souverainiste dont l'objectif ultime est de faire du Québec un État souverain. Cette opposition idéologique que nous avons présentée plus en détail précédemment est toujours présente actuellement. Sur l'échiquier politique actuel, il est possible de différencier de façon assez claire chacun des deux camps. Ainsi, le Parti libéral du Québec ainsi que la Coalition avenir Québec pencheraient davantage dans le camp du fédéralisme, tandis que le Parti québécois et Québec solidaire seraient partisan d'un Québec souverain. L'opposition est aussi marquée au niveau fédéral, puisque le Bloc québécois défend les intérêts du Québec au sein de la Chambre des communes, au gouvernement fédéral.

La pertinence de s'intéresser aux personnalités politiques rattachées au mouvement souverainiste est ici double. D'une part, les réactions que nous souhaitons analyser sont produites en rapport avec la proposition de Charte des valeurs québécoises du

PQ. Ce parti lors de sa création en 1968 s'est posé comme précurseur d'une nouvelle ère politique, puisqu'« il ne s'agit plus de défendre l'autonomie du Québec face aux autorités fédérales » (Pelletier, 2009, p.216). En effet, le PQ « franchit une étape inédite en préconisant une profonde redéfinition du régime constitutionnel qui prendrait la forme de la souveraineté du Québec » (Ibid., p.216). La création de ce parti québécois se pose alors comme un renouveau politique québécois, mais aussi comme un nouvel élan pour la lutte souverainiste, puisqu'il est, dès lors, question de souveraineté à proprement parler.

Ensuite, bien que le mouvement souverainiste au Québec soit doté d'un objectif commun, il peut être pertinent de se demander si les moyens mis en œuvre pour y arriver ou pour affirmer une certaine vision de l'identité québécoise sont les mêmes pour les différents acteurs de ce mouvement. L'étude de la parole de personnalités politiques souverainistes appartenant à différents partis, et à différents paliers politiques nous permettra alors de nous interroger sur la l'harmonie, au sein du courant, concernant la question de la Charte des valeurs québécoises. Dans le reste de cette partie, nous présenterons les différents acteurs que nous avons utilisés aux fins de la présente étude.

### 2.2.1 Lucien Bouchard

Avocat de formation, Lucien Bouchard est d'abord ambassadeur du Canada en France de 1985 à 1988 avant d'être nommé secrétaire d'État du Canada le 31 mars 1988. Bouchard entre donc dans la vie politique en se faisant élire sous la bannière du parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney en 1988. Il deviendra d'ailleurs ministre de l'Environnement du 30 janvier 1989 au 22 mai 1990 avant de démissionner de son poste et de son parti pour siéger comme député indépendant à la Chambre des communes. À la suite de l'échec de Meech, il fonde, avec d'anciens députés progressistes-conservateurs et libéraux le Bloc Québécois dont il assurera la

chefferie de 1991 à 1996. Il est alors chef de l'opposition officielle à la Chambre des communes entre 1993 et le 15 janvier 1996, date à laquelle il démissionne pour devenir président du Parti québécois le 27 janvier 1996. Il sera député de Jonquière jusqu'à sa démission au 8 mars 2001. (Assemblée nationale, 2013, en ligne)

L'intérêt ici est double, puisque Lucien Bouchard a été à la fois chef du Bloc Québécois, représentant au palier fédéral les intérêts du Québec et chef du Parti Québécois, fer de lance de la lutte souverainiste au niveau provincial. Son expérience comme leader souverainiste fait donc de lui un choix pertinent vis-à-vis de notre objet d'étude.

### 2.2.2 Bernard Landry

Bernard Landry, ensuite, est lui aussi avocat de formation. Il se présente pour la première fois sous la bannière du PQ en 1970 dans la circonscription de Joliette où il est défait. Il faudra attendre 1976 pour qu'il soit élu pour la première fois, dans Fabre. Il sera réélu en 81 à Laval-Des-Rapides. Bernard Landry occupa plusieurs postes de ministre d'État et de ministre délégué. Ainsi, il fut à la tête du Développement économique, délégué au Commerce extérieur puis ministre du Commerce extérieur, aux finances, aux affaires nationales, Immigration et communauté culturelles, aux affaires nationales, à l'Industrie, commerce et sciences, puis Industrie et commerce, Finances et enfin ministre du Revenu à partir de 1996.

Bernard Landry se porta aussi candidat pour la chefferie du Parti québécois en 1985, mais retira sa candidature en août 1985. Il fut par ailleurs défait dans Laval-Des-Rapides cette même année. Après avoir occupé les fonctions de Vice premier ministre et de vice Président du conseil exécutif du PQ, Bernard Landry prend la relève de Lucien Bouchard en 2001 à la chefferie du parti. Il sera ainsi premier ministre du

Québec de 2001 à 2003 puis chef de l'opposition officielle jusqu'en 2005, lorsqu'il démissionna de ses fonctions. (Assemblée nationale, 2009c, en ligne)

Landry, en plus d'avoir occupé un bon nombre de ministères fit un bref passage à l'Immigration et aux communautés culturelles, ce qui le rend non seulement pertinent d'un point de vue professionnel, mais aussi par sa connaissance de la situation ethnoculturelle au Québec. Par ailleurs, son ancien statut de premier ministre du Québec sous la bannière du Parti québécois lui confère une certaine légitimité dans le cadre de notre étude et au sein du mouvement souverainiste.

### 2.2.3 Jacques Parizeau

Jacques Parizeau a lui une formation en économie. Il fut président de l'exécutif du Parti Québécois de 1970 à 1973. Il se présente par deux fois aux élections provinciales avant d'être élu en 1976 dans Assomption, où il sera par ailleurs réélu en 1981. Lui aussi occupe plusieurs ministères. Les Finances d'abord de 1976 à 1984, mandat pendant lequel il est aussi Président du Conseil du trésor. Il fut aussi ministre du Revenu jusqu'en 1979, des Institutions financières et coopératives en 81 et 82. Il démissionne de ses fonctions en 1984 pour reprendre son poste d'enseignant aux HEC. En 1988, Parizeau est élu à la tête du Parti québécois, puis dans assomption en 1989 et 1994. Il sera alors chef de l'opposition officielle de 1989 à 1994 puis premier ministre du Québec et président de l'exécutif du PQ de 1994 à 1996. En 1995, il passe rapidement à la tête du ministère de la Culture et des Communications. Finalement, dans la continuité de la défaite du Oui au référendum de 1995<sup>3</sup>, il démissionne de ses fonctions en 1996. Il sera remplacé par Lucien Bouchard. (Assemblée nationale, 2014, en ligne)

---

<sup>3</sup> Tenu le 30 octobre 1995, ce référendum invitait, une seconde fois, les québécois à s'exprimer sur la souveraineté du Québec. L'option du Non l'emporta à 50,58% des voix.



Ancien Premier ministre du Québec et fervent souverainiste, Jacques Parizeau reste une grande figure de la politique québécoise, rendant l'étude de ses paroles pertinentes dans le cadre de notre recherche. Par ailleurs, ses propos lors de la défaite du Oui au référendum de 1995 concernant le vote ethnique nous portent à nous intéresser à sa réaction à l'annonce du projet de Charte des valeurs du gouvernement péquiste.

#### 2.2.4 Maria Mourani

Après un baccalauréat en criminologie à l'Université de Montréal et une maîtrise en sociologie dans la même université, Maria Mourani a exercé comme éducatrice aux Centres de jeunesse de Montréal en 2000 et 2001 et comme agente de libération conditionnelle au Service correctionnel du Canada de 1999 à 2002.

Mourani se présente une première fois aux élections provinciales sous la bannière du Parti Québécois en 2003 dans la circonscription de l'Acadie, mais elle est défaite contre le libéral Yves Bordeleau. Mourani est finalement élue en 2006 sous les couleurs du Bloc Québécois dans la circonscription d'Ahuntsic. À partir de son élection, elle occupera le rôle de porte-parole pour le Bloc dans divers secteurs : la sécurité publique, la justice, la condition féminine, les droits de la personne, l'environnement, la langue officielle, les transports, infrastructures et collectivités, le logement, le patrimoine, la lutte à la pauvreté. Elle est aussi conseillère en réadaptation à la Commission sur la santé et la sécurité publique dans au travail de 2004 à 2006. Elle sera par ailleurs exclue du caucus bloquiste en 2013 suite à ses réactions face au projet de Charte des valeurs du Parti Québécois comme nous le verrons plus tard. (Bloc Québécois, 2014a, en ligne)

En tant que députée souverainiste au palier fédéral, l'étude des paroles de Maria Mourani nous permet d'évaluer la réaction face à la Charte au second niveau

gouvernemental. Une certaine pertinence sociale tient aussi dans le fait que Maria Mourani soit, d'une part, la seule femme à siéger au caucus du Bloc Québécois (avant septembre 2013), qu'elle soit ouvertement affirmée comme catholique et qu'elle ait été porte-parole du Bloc en matière de condition féminine et de droits de la personne entre autres.

#### 2.2.5 Françoise David

La seconde femme à constituer notre corpus de recherche est Françoise David. Ayant suivi une formation en service social à l'Université de Montréal, David travaille activement dans le milieu communautaire de 1972 à 2006, notamment comme organisatrice communautaire au Centre des services sociaux de Montréal de 1972 à 1986, comme coordonnatrice du Regroupement des centres de femmes du Québec de 1987 à 1994 ou encore comme Présidente de la Fédération des femmes du Québec de 1994 à 2001. Françoise David est aussi présente dans le milieu syndical puisqu'elle exerce un mandat de syndicaliste au sein du syndicat du Centre des services sociaux et de la Fédération des affaires sociales, Confédération des syndicats nationaux entre 1977 et 1984.

Son entrée en politique se fait en 2006 lorsqu'elle devient co-porte-parole du parti Québec solidaire. Elle se présentera deux fois, en 2007 et 2008, dans la circonscription de Gouin avant de finalement être élue en 2012 dans cette circonscription avec Québec solidaire. Elle rejoint alors le second co-porte-parole du parti, Amir Khadir, à l'Assemblée nationale. (Assemblée nationale, 2014b, en ligne) (Québec solidaire, 2014, en ligne).

Si la prise de parole de Françoise David est pertinente dans notre étude, c'est principalement pour deux raisons. D'abord, elle est la seule personnalité politique de

notre corpus à occuper encore des fonctions à l'Assemblée nationale du Québec. Ensuite, Françoise David n'a ni fait partie du Parti québécois ni du Bloc québécois, contrairement au reste de notre panel. Son implication dans Québec solidaire, parti souverainiste de gauche, nous semble pertinente puisque Françoise David est à même de pouvoir apporter une opinion qui pourrait se différencier de celle présentée par les anciens membres de deux partis souverainistes historiques.

#### 2.2.6 Gilles Duceppe

Gilles Duceppe enfin présente un parcours politique sur la scène fédérale quasi exemplaire. Ce diplômé en sciences politiques de l'Université de Montréal fût d'abord impliqué au sein du mouvement syndicaliste, puisqu'il rejoint la CSN en 1977. Il se fait élire pour la première fois au fédéral en 1990 dans Laurier-Sainte-Marie. Il devient alors le premier député élu sous la bannière du Bloc Québécois, bien qu'officiellement, celui-ci ne soit pas encore créé. Il sera par la suite réélu avec le Bloc en 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008, dans Laurier-Sainte-Marie toujours. Gilles Duceppe a, par ailleurs, été leader parlementaire de l'opposition officielle à la Chambre des communes en 1996 et 1997 avant d'occuper la tête du Bloc québécois jusqu'en 2011. Sa carrière en politique fédérale prend fin lors des élections générales de 2011 et du fort appui apporté par les électeurs du Québec au nouveau Parti démocratique de Jack Layton (Parlement du Canada, 2014, en ligne). Longtemps élu au palier provincial et pressenti à la chefferie du Parti Québécois en 2007 à la suite de la démission d'André Boisclair (Lessard, 2007, en ligne), la légitimité que détient Gilles Duceppe au sein du mouvement souverainiste fait de lui un acteur pertinent dans le cadre de notre étude.

#### 2.3 Choix des articles

Nous avons constitué un corpus propre à chacune des six personnes dont nous souhaitons interroger le discours. Les articles choisis présentent alors au minimum une citation directe des personnalités choisies. Nous comptabilisons un total de cent treize (113) articles de presse rapportant la parole des six ciblés par notre recherche. Parmi ces articles, nous retrouvons ainsi le texte « Assouplissements nécessaires » publié dans le *Journal de Montréal* le 3 octobre 2013 par Jacques Parizeau et « L'éducation implique diverses formes d'autorité » publié dans le *Journal de Montréal* le 11 octobre 2013 par Bernard Landry. Ces deux textes sont des lettres ouvertes écrites par Jacques Parizeau et Bernard Landry, rentrant alors, de ce fait, dans les critères de sélection de notre corpus de texte, ainsi que les articles rédigés par Gilles Duceppe et les deux lettres ouvertes de Maria Mourani, présentés chacun en annexe.

Les choix que nous avons faits ici concernant notre corpus de texte se confrontent cependant à deux limites. L'une constructive, puisque la saturation des ressources sur l'outil Eureka.cc s'est imposée comme une limite, un cadrage à notre recherche. Nous avons, en effet, recueilli l'intégralité des articles entrant dans les critères de notre étude. N'ayant plus d'autres articles à recueillir, notre collecte de données s'est arrêtée d'elle-même. La seconde tient d'une raison plus structurelle. En effet, les journaux du groupe *Québecor Médias*, contrairement au *Devoir* ou à *La Presse*, ne sont pas tous disponibles dans leur intégralité via cette base de données. Si *Le Devoir* et *La Presse* permettent, par l'intermédiaire de cet outil, aux utilisateurs de la base de données Eureka, d'avoir accès à leurs publications réservées à leurs membres, il n'en est pas de même concernant le *Journal de Montréal*. Comme nous l'avons dit précédemment, nous avons tout de même collecté les ressources inaccessibles sur Eureka.cc par le biais de nos moyens personnels.

### 3 Méthode d'analyse

Si notre analyse s'insère dans une posture de recherche de type mixte, il nous semble pertinent de préciser que la partie qualitative de celle-ci sera prépondérante. Nous avons alors souhaité procéder en deux temps. D'abord en classifiant et codant les éléments de notre corpus. En ce sens, nous avons souhaité emprunter certains éléments à la technique Morin-Chartier. Par la suite, en procédant à une analyse du discours argumentatif de notre corpus.

#### 3.1 La technique Morin-Chartier

Nous avons, dans un premier temps, emprunté certains outils de la méthode Morin-Chartier. Conçue par Violette Naville-Morin, puis exportée dans les années 80 au Québec par le Réseau Caisse Chartier, cette « méthode permet de concilier analyses qualitative et quantitative en réalisant un tri statistique des données recueillies dans un corpus et en en permettant l'évaluation, ce qui fait sa force » (Leray, 2008, p.7).

Ce qui nous intéresse particulièrement dans cette méthode, c'est l'utilisation de « "l'unité d'information" comme "unité de sens" et unité de mesure des contenus » (ibid., p.15). Cette unité d'information est

une idée, un thème ou un sujet présents dans n'importe quel type de document. Cette unité doit être circonscrite, identifiée, puis évaluée. En effet, la taille d'une unité d'information est extrêmement variable. Il peut s'agir d'un mot, d'une phrase, d'un paragraphe, voir, très rarement, de tout un document. (ibid., p.56)

Selon la méthode Morin-Chartier, le codage de l'information doit suivre plusieurs règles dont les deux principales tiennent de la délimitation des unités. La première énonce ainsi qu'« une unité débute avec le repérage d'un thème ou d'un sujet se rapportant à l'objet d'une recherche » tandis que la seconde dit que « dès que le code d'une variable de l'unité change, il en naît une nouvelle » (Ibid., p.56). Pour



reformuler cette idée dans nos termes, nous pouvons dire qu'une unité d'information correspond à l'énonciation d'un thème, d'une idée spécifique. Lorsque l'intervenant développe une nouvelle idée, une nouvelle unité d'information sera constituée. Bref, une unité d'information correspond à l'expression d'une seule idée. Finalement, nous numéroteurons les différentes unités d'information comme recommandé par la méthode (ibid., p.63).

Par la suite, et avant d'entrer dans l'analyse de l'argumentation, nous procéderons à l'évaluation rapide des unités d'information. Ainsi, nous interrogerons « chaque unité afin d'en déterminer l'orientation ou la neutralité. La réponse à cette question se présente sous les codes “+” “—” et “0” pour chacune des unités identifiées. » (Ibid., p.67). Cette évaluation nous permettra d'avoir une vue d'ensemble sur la perception du projet de Charte du gouvernement péquiste par les six personnalités politiques auxquelles nous nous intéressons ici.

## 3.2 L'analyse qualitative de l'argumentation

### 3.2.1 Généralités

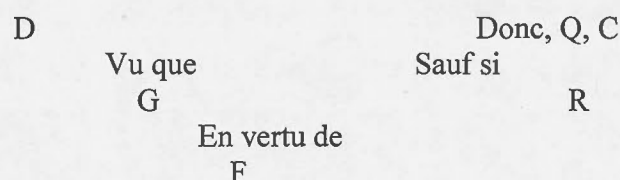
Dans un second temps, nous souhaitons avoir recours à une analyse de discours argumentatif. En effet, après nous être intéressés au contenu dans sa généralité, nous souhaitons nous attarder sur l'argumentation des six personnes visées par notre étude. En ce sens, nous souhaitons avant tout regarder la construction du discours de ces six personnalités souverainistes.

Cette approche s'intéressant avant tout à l'argumentation nous semble pertinente si l'on part du constat qu'« il a argumentation quand une prise de position, un point de vue, une façon de percevoir le monde s'exprime sur le fond de positions et de visions

antagonistes ou tout simplement divergentes, en tentant de prévaloir ou de se faire admettre » (Amossy, 2010, p.32). D'autres auteurs vont d'ailleurs plus loin en écrivant que « toute parole est nécessairement argumentative. C'est un résultat concret de l'énoncé en situation. Tout énoncé vise à agir sur son destinataire, sur autrui, et à transformer son système de pensée. Tout énoncé oblige ou incite autrui à croire, à voir, à faire autrement » (Plantin, 1996, p.18) ou encore qu'« il est aussi possible de concevoir l'argumentation d'un point de vue plus large et de l'entendre comme une démarche qui vise à intervenir sur l'opinion, l'attitude, voir le comportement de quelqu'un » (Grize, 1990, p.41). Cette rapide présentation de l'argumentation nous permet d'observer l'omniprésence de ce procédé dans le discours.

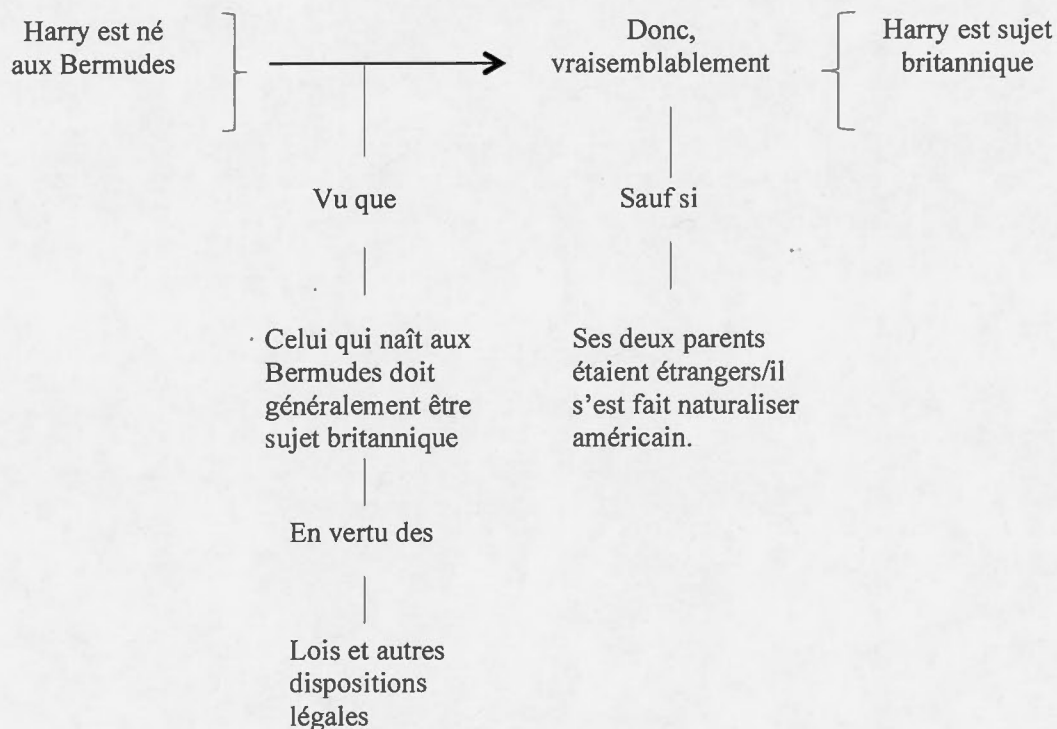
### 3.2.2 Le modèle de S. Toulmin

Dans le cadre de cette recherche, nous aurons recours à l'analyse de l'argumentation en contexte, développée par Stephen Toulmin (1993). Dans cette méthode mise en place par le philosophe britannique, « l'argumentation n'est pas rejetée hors de la logique; plutôt, la logique est désenclavée de la formalisation mathématique et poussée du côté de l'argumentation » (Breton et Gauthier, 2000, p.55). Ainsi, la première fonction de l'argument chez Toulmin est justificatrice. Dès lors, « un argument, c'est toutes espèces de propositions (*claims*) que nous formulons dans des assertions et qui sont appuyées sur une forme ou l'autre de raisons (*grounds*) » (ibid., p.56). Pour son analyse, Stephen Toulmin met en place un modèle, présenté ci-dessous tel qu'expliqué par Philippe Breton (2000)



Un argument, pour Toulmin, c'est l'agencement organisé de données (D) invoquées pour soutenir une conclusion (C). Cette conclusion peut éventuellement faire l'objet d'une qualification modale (Q). Le passage de données à la conclusion est autorisé par des garanties (G) à l'égard desquelles peuvent s'appliquer des restrictions (R). Ces garanties reposent sur un fondement (F) (ibid., p.66-67).

Toulmin donne, dans *Les usages de l'argumentation* (1993, p.129), une illustration de son schéma. Il cherche ici à appuyer l'affirmation selon laquelle Harry est un sujet britannique, en partant de la donnée (D) que Harry est né aux Bermudes



D'une façon plus simple, le modèle de Toulmin est basé sur six éléments comme expliqués par Broustau :

Triade d'éléments primaires. Données : faits cités comme contexte déclencheur du débat. Proposition : position de l'énonciateur. Correspond à la conclusion logique qui suivrait un

« DONC ». Garantie : éléments appuyant la proposition.  
Correspond à ce qui suivrait un « PUISQUE »

Triade d'éléments secondaires. Caution : éléments appuyant les garanties. Correspond à ce qui suivrait un « PARCE QUE »  
Réfutation : contrepoints à la proposition. Correspond à ce qui suivrait un « ALORS QUE » ou un « MÊME S'IL EST VRAI QUE ». Qualifiant : modalisation de la certitude de la proposition. Corresponds à ce qui suivrait un « PEUT-ÊTRE » (Broustau, 2007, p.132)

Nous chercherons donc, en appliquant le modèle de Toulmin à notre corpus, codé selon la méthode Morin-Chartier, à regarder la construction du discours. Nous verrons alors quels arguments sont proposés par les intervenants choisis, comment les données sont mentionnées (triades d'éléments primaires), puis nous tâcherons d'analyser la présence d'éventuelles concessions, ou de nuances (triade d'éléments secondaires). Grâce aux moyens mis en place par ce modèle, nous souhaitons alors mettre en évidence la façon dont ces six personnalités politiques développent leur discours concernant leur réaction à la Charte des valeurs proposées par le gouvernement du Parti québécois. Cette déconstruction des arguments nous permettra alors de statuer du positionnement idéologique de ceux-ci ainsi que des procédés discursifs utilisés dans un but de justification de cette position.

En conclusion, nous présenterons dans ce mémoire une stratégie d'analyse mixte. Il nous semble alors pertinent d'avoir recours à la méthode Morin-Chartier pour procéder au codage de notre corpus de façon quantitative dans un premier temps. Ensuite, notre méthodologie suivra un cheminement qualitatif, du fait de notre volonté de décomposer l'argumentation de nos intervenants. De ce fait, par cette triangulation, nous souhaitons avoir un angle de vue plus large dans un premier temps, de façon à évaluer la situation avant de passer à l'analyse du discours argumentatif plus spécifiquement. Nous souhaitons ainsi assurer une meilleure fiabilité et une meilleure validité à notre recherche.

## CHAPITRE IV

### ANALYSE

À travers ce chapitre composé en trois temps, nous souhaitons présenter les différentes étapes de notre analyse et les résultats que nous en avons retirés visant à analyser la diversité des opinions concernant le projet de Charte des valeurs au sein du mouvement souverainiste. Nous débuterons par une rapide présentation du projet de Charte avant de passer à la présentation de nos résultats quantitatifs. Enfin, nous présenterons les résultats que nous avons tirés de l'analyse qualitative de l'argumentation de nos acteurs.

#### 1 Présentation et analyse préliminaire de la Charte des valeurs québécoises.

Aux fins de notre analyse, il nous semble pertinent de débiter ce chapitre par une présentation du document sur lequel repose en partie notre mémoire, à savoir le document d'orientations gouvernementales en matière d'encadrement des demandes d'accommodement religieux, d'affirmation des valeurs de la société québécoise ainsi que du caractère laïque des institutions de l'état, titré « Parce que nos valeurs, on y croit <sup>4</sup> », présenté par le ministre Drainville en septembre 2013. Cette partie de notre travail visera donc à transmettre les différents besoins mis en évidence dans le

---

<sup>4</sup> Document publié le 11 septembre 2013 sur la plateforme web [nosvaleurs.gouv.qc.ca](http://nosvaleurs.gouv.qc.ca)



document auxquels répond l'initiative gouvernementale ainsi que les pistes de solutions qui y sont proposées.

Étant donné que cinq des personnalités politiques sur les six choisies pour notre étude ont réagi à la présentation officielle de ce document d'orientation qui a posé les bases du futur projet de loi 60, il nous semble légitime de le prendre comme base pour notre analyse. Nous n'omettrons cependant pas de présenter, par la suite, les ajouts et modifications qui ont pu être apportés à ce document lors de la présentation du projet de loi 60, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement à l'Assemblée nationale le 7 novembre 2013. En effet, à l'exception de Gilles Duceppe qui s'était doté d'un devoir de réserve jusqu'à la fin de son mandat en tant que coprésident de la Commission nationale d'examen de l'assurance-emploi, chacun des cinq autres acteurs de notre étude a émis une opinion entre le 11 septembre 2013 et le 7 novembre 2013 quant au projet du ministre Drainville.

Notre présentation du projet de Charte se fera en deux temps. D'abord, nous aborderons les problématiques liées au caractère diversifié de la société québécoise qui sont exprimées à travers le document, puis nous exposerons les pistes de solutions pensées par le ministre Drainville pour pallier à ces problématiques. Ce faisant, nous préciserons au fil de notre présentation les possibles modifications apportées au document d'orientation dans le projet de loi 60 par le ministre Drainville.

### 1.1 Prendre en compte la diversité de la société québécoise

Le projet de Charte s'inscrit « dans ce contexte de diversité croissante et dans le prolongement du mouvement progressif de séparation des religions et de l'État issu de la Révolution tranquille que le gouvernement propose aux Québécoises et Québécois des solutions tangibles » (Québec, 2013a p.5).

Afin de consolider le vivre ensemble au sein de la société québécoise, le gouvernement péquiste s'appuie sur trois valeurs jugées comme fondamentales : la laïcité des institutions, l'égalité entre les femmes et les hommes et la primauté du français. C'est autour de ces trois grands piliers que l'appareil gouvernemental semble vouloir construire une nation québécoise harmonieuse. En effet,

Le gouvernement québécois croit qu'il s'agit là de la meilleure façon de répondre au pluralisme religieux dans un État moderne, soucieux de l'égalité de toutes et de tous afin de tisser ensemble, par-delà les différences religieuses, morales ou culturelles de toute personne, un lien civique fort. (Ibid., p.5)

À travers ce document d'orientations, le gouvernement péquiste n'entend pas se contenter de relater des faits, mais souhaite régler certaines lacunes légales quant au bon vivre ensemble au Québec. Il est par ailleurs annoncé que « vouloir vivre ensemble doit prendre en compte les valeurs communes de la société québécoise que sont le caractère laïque des institutions publiques et l'égalité entre les femmes et les hommes » (Québec, p.5). Le gouvernement entend, à travers ce document d'orientations, réaffirmer ces valeurs en « allant au-delà des clivages idéologiques et [en évitant] le dogmatisme » (Ibid., p.5).

Cet idéal de neutralité prôné par l'appareil étatique semble faire apparaître les premiers signes d'une inscription dans un modèle national civique. Cette impression est renforcée lorsqu'il est écrit qu'« elles [les institutions étatiques] doivent se situer au-delà des particularismes religieux pour assurer le bien commun de l'ensemble de la société québécoise » (Ibid., p.5). En effet, en affirmant la neutralité religieuse des

institutions publiques, aussi bien dans leur fonctionnement que dans le traitement des demandes qui leurs sont faites, le gouvernement semble s'inscrire dans cette volonté de communauté d'institutions politiques et de lois ainsi que dans le principe de l'égalité des droits politiques et civils pour tous les citoyens décrits par Karmis comme conditions d'un modèle civique (2003, p.102).

Dans la continuité de cette affirmation de neutralité, le document d'orientations réaffirme la séparation entre l'Église et l'État au Québec puisque « le pouvoir politique doit rester indépendant du pouvoir religieux et qu'aucune religion ne doit déterminer la conduite de l'État » (Québec, p.8). En effet, le gouvernement péquiste voit ici dans la neutralité un moyen pour « assurer un mode de gouvernance indépendant et tolérant de la diversité et des croyances » (Ibid., p.8). On peut ici retrouver un certain écho de la Révolution tranquille et de la volonté de reprise en main de l'État et des institutions publiques par les pouvoirs politiques qui s'est opéré à cette période.

En fait, face à cette diversification constante de la société québécoise, aussi bien d'un point de vue culturel, ethnique que religieux, le gouvernement péquiste entend doter le Québec d'un espace commun dénué du religieux où chaque personne pourrait se reconnaître comme citoyen. On retrouve, par ailleurs, ici la socialisation à une culture civique commune assurant l'adhésion rationnelle aux institutions mise de l'avant par Karmis comme une autre des composantes d'un modèle national civique (2003, p.102).

Quant à la question des accommodements raisonnables qui pourrait se poser ici, le gouvernement les définit comme « un aménagement d'une norme ou d'une pratique d'application générale fait en vue d'accorder un traitement différent à une personne qui autrement subirait des effets préjudiciables en raison de l'application de cette norme ou de cette pratique » (Québec, p.9). Aux vues des différents cas qui ont été

relayés dans les médias, il semble souvent difficile de délimiter du caractère raisonnable ou non d'un accommodement. C'est dans cette optique d'« aider les institutions, les organismes et les employeurs publics et privés à traiter ces demandes dans le respect des droits individuels et des valeurs collectives du Québec » (Ibid., p.10) que le gouvernement propose de redéfinir des balises à ces accommodements à travers son document d'orientation.

## 1.2 Des pistes pour gérer la diversité

La seconde partie du document « Parce que nos valeurs, on y croit » vise à présenter les différentes orientations retenues par le gouvernement afin de proposer une nouvelle politique de gestion de la diversité religieuse et de réaffirmer légalement le caractère laïc et neutre de l'État québécois. Au nombre de cinq, ces orientations traitent du caractère laïc de l'État, de la neutralité de ses employés, de la question du port de signes religieux pour les employés de la fonction publique ainsi que des propositions de nouvelles balises pour les accommodements religieux.

### 1.2.1 Première orientation

La première orientation présentée dans ce document vise à « [i]nscire, dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, les valeurs de la société québécoise, dont la neutralité de l'État et le caractère laïque des institutions publiques, et y baliser les demandes d'accommodements religieux » (Ibid., p.12). La volonté est ici de donner une reconnaissance juridique au terme de laïcité de façon à favoriser l'équilibre entre les droits individuels et collectifs et à renforcer la cohésion sociale. De ce fait seraient inscrits dans la Charte des droits et libertés la séparation de l'Église et de l'État, la neutralité de ce dernier ainsi que le caractère laïque des institutions. Cette volonté de réaffirmation dans la Charte québécoise des droits et

libertés est reprise aux alinéas 40 à 42 du Chapitre XI du projet de loi 60 concernant les dispositions modificatives.

Touchant l'ensemble de la population québécoise, les modifications prévues par le gouvernement péquiste permettraient cependant

de tenir compte des éléments emblématiques et toponymiques du patrimoine culturel du Québec, qui témoignent de son parcours historique. L'affirmation de la laïcité ne devrait pas avoir pour effet de supprimer tout référent historique qui a une connotation religieuse et patrimoniale. (Ibid., p.13)

Précisons par ailleurs que la question de la présence de signes religieux au sein de l'Assemblée nationale est sanctionnée à l'alinéa 38 du chapitre XI du projet de loi 60, en prévoyant que « l'article 9 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) est modifié par l'addition, à la fin, de la phrase suivante : « Elle peut également y régir le port d'un signe religieux par ses membres. » (Québec, 2013b, p.13).

Cette première orientation tend aussi à « définir les concepts d'accommodements et de contrainte excessive dans la Charte des droits et libertés, de façon à encadrer les demandes d'accommodements religieux et à renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes » (Québec, 2013a, p.13). Ici, l'accommodement est redéfini dans les mêmes termes que ceux que nous avons cités plus haut. Les accommodements ne seraient alors consentis que s'ils respectent l'égalité entre les femmes et les hommes, s'ils sont raisonnables, et ne font donc pas usage de la contrainte excessive<sup>5</sup> et s'ils ne compromettent pas le caractère laïque de l'institution.

### 1.2.2 Seconde orientation

---

<sup>5</sup> La contrainte excessive est ici définie comme englobant notamment les limites imposées par : les droits d'autrui; la santé et la sécurité des personnes; le bon fonctionnement de l'institution, dont notamment, la mission dévolue par la loi à certaines institutions publiques, par exemple la mission de l'école publique; les ressources matérielles et financières de l'institution. (Québec, 2013, p.10)



La seconde orientation présentée dans le document a pour but d'« [é]tablir dans la loi un devoir de réserve et de neutralité en matière religieuse de la part des membres du personnel de l'État dans l'exercice de leurs fonctions » (Ibid., p.14). Ainsi, si les fonctionnaires visés par cette orientation étaient déjà tenus d'un devoir de réserve quant à leur opinion politique, le gouvernement propose l'élargissement de ce devoir à la religion pour l'ensemble du personnel de l'État (ministères, organisations gouvernementales, réseau public de la santé, services sociaux et d'éducation, municipalités et personnes exerçant une fonction juridictionnelle).

Cette obligation revêt alors deux aspects : « [q]ue les membres du personnel de l'État accomplissent leurs tâches avec toute l'objectivité nécessaire, indépendamment de leurs opinions et croyances en matière religieuse » et qu'ils « s'abstiennent de tout prosélytisme dans le cadre de leurs fonctions » (Ibid., p.14).

### 1.2.3 Troisième orientation

Il s'agit ici d'« [i]nterdire le port de signes religieux ostentatoires par le personnel de l'État dans l'exercice de ses fonctions, avec un droit de retrait de certains secteurs » (Ibid., p.15). Cette interdiction viserait un grand nombre de personnes au sein de la fonction publique :

le personnel des ministères et organismes du gouvernement, qui est nommé en vertu de la Loi sur la fonction publique; le personnel des organismes budgétaires, des organismes non budgétaires et des entreprises du gouvernement; les organismes gouvernementaux mentionnés à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs publics et parapublics; les personnes désignées par l'Assemblée nationale pour exercer une fonction qui en relève, ou tout organisme dont l'Assemblée nationale ou l'une de ses commissions nomme la majorité des membres; le système de justice provincial (juges nommés par le Québec, procureurs et

procureurs aux poursuites criminelles et pénales); les services policiers municipaux et la Sureté du Québec; les services correctionnels québécois; le personnel des commissions scolaires (notamment des écoles primaires et secondaires publiques); le personnel des centres de la petite enfance (CPE), des garderies privées subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial.

Serait également visé le personnel travaillant dans ces institutions et organismes : les municipalités, y compris les arrondissements, les sociétés de transports, les communautés métropolitaines et les régies intermunicipales; le réseau public de la santé et des services sociaux (les agences de la santé et des services sociaux et les établissements publics); les collèges d'enseignement général et professionnel et les établissements universitaires. (Ibid., p.15)

Cette orientation définit le signe ostentatoire comme un ensemble de « signes très apparents tels un couvre-chef, un vêtement, une parure ou un accessoire ayant un caractère démonstratif important, porté de façon facilement visible et qui véhicule une signification d'appartenance religieuse » (Ibid., p.16). Cette disposition cible alors principalement des signes religieux tels que le turban sikh, la kippa juive, la croix chrétienne ou double croix orthodoxe de grande taille ou encore le voile chez les femmes musulmanes. Cependant, des symboles tels qu' « une petite épinglette ou un petit pendentif ne seraient pas visés par cette mesure » (Ibid., p.16).

Dans le projet de loi 60, l'article 5, section II du chapitre II édicte qu' « [u]n membre du personnel d'un organisme public ne doit pas porter, dans l'exercice de ses fonctions, un objet, tel un couvre-chef, un vêtement, un bijou ou une autre parure, marquant ostensiblement, par son caractère démonstratif, une appartenance religieuse » (Québec, 2013b, p.6). Si le caractère ostensible du signe religieux n'est pas ici défini précisément, l'alinéa 36 du chapitre X prévoit que

Le gouvernement peut adopter des règlements pour faciliter la mise en œuvre de la présente Charte, y compris pour définir les

termes et expressions qui y sont utilisés ou en préciser la portée, notamment en déterminant les cas, conditions et circonstances suivant lesquels un objet marque ostensiblement, par son caractère démonstratif, une appartenance religieuse. (Ibid., p.13)

L'interdiction du port de signes religieux à caractère ostensible est justifiée dans le document d'orientation par le fait que le « port de signes ostentatoires revêt en soi un aspect de prosélytisme passif qui apparaît incompatible avec la neutralité de l'État » (Québec, 2013a, p.16). De ce fait, l'employé de l'État perçu comme représentant de ce dernier, qui porterait un signe religieux ostentatoire serait alors dans l'exercice d'un « choix personnel qui n'a pas à être cautionné par l'État. [Puisqu'en] son sein, les différences religieuses s'estompent au profit du lien civique » (Ibid., p.16).

Le document d'orientation prévoit cependant la possibilité d'un droit de retrait « valable pour une période de cinq ans renouvelables. Cette décision devrait être prise par un vote majoritaire du conseil municipal, du conseil d'arrondissement ou du conseil d'administration des établissements visés » (Ibid., p.15). Ce droit de retrait pourrait être accordé à « une municipalité, y compris les arrondissements, un établissement public de la santé et des services sociaux, un CÉGEP et un établissement universitaire » (Ibid., p.15), mais ne pourrait s'étendre aux policiers et pompiers.

Par ailleurs, ce droit de retrait disparaît dans le Projet de loi 60 au profit d'une période de transition d'un an à partir de la sanction de la loi. Il est alors prévu, à l'alinéa 45 du chapitre XII qu'

Une municipalité peut, par une décision de son conseil prise avant le *(indiquer ici la date qui suit d'un an celle de la sanction de la présente loi)*, à la suite d'une assemblée de consultation publique tenue selon les modalités prévues par règlement du gouvernement, prolonger la période de transition prévue à l'article 44 à l'égard

des membres de son personnel visés par cet article ou d'une partie de ceux-ci, à l'exception des membres de son corps de police et de son service de protection contre l'incendie. Cette période ne peut toutefois excéder le (*indiquer ici la date qui suit de cinq ans celle de la sanction de la présente loi*). Dans le cas d'une municipalité dont le territoire est divisé en arrondissements, cette décision est prise par le conseil d'arrondissement en ce qui concerne les membres du personnel qui exercent leurs fonctions dans le cadre des responsabilités qui relèvent de ce conseil.

Un collège d'enseignement général et professionnel, un établissement d'enseignement de niveau universitaire ou un établissement public de santé ou de services sociaux peut, suivant les mêmes règles, prolonger la période de transition prévue à l'article 44.

La municipalité, l'arrondissement, le collège ou l'établissement doit aviser par écrit le ministre avec diligence de sa décision. Il doit préciser les motifs qui la justifient et les mesures qu'il entend prendre pendant cette période pour faire en sorte qu'à son expiration tous les membres de son personnel soient en mesure de respecter l'article 5 (Québec, 2013b, p. 15).

De plus, en vertu de l'alinéa 46 du même chapitre, seuls les services publics de santé et services sociaux pourraient être habilités à renouveler la période de transition (Ibid., p.15).

Dans le projet de loi 60, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement, il est par ailleurs prévu que

Lors du premier manquement à la restriction relative au port d'un signe religieux de la part d'un membre du personnel d'un organisme public, l'imposition de toute mesure disciplinaire par l'organisme est précédée d'un dialogue avec la personne concernée afin de lui rappeler ses obligations et de l'inciter à se conformer. (Québec, 2013b, p.8)

Cette disposition tend à confirmer la nécessité pour l'individu de s'intégrer dans un cadre légal concernant son appartenance religieuse et laisse sous-entendre qu'en cas de non-conformation, des sanctions disciplinaires pourraient être mises en œuvre.

#### 1.2.4 Quatrième orientation

Cette orientation entend « [p]révoir dans la loi que les services de l'État doivent être donnés et reçus à visage découvert » (Québec, 2013a, p.17), et ceci, principalement à des fins d'identification du personnel de l'État ainsi que des usagères et usagers des services de celui-ci.

Cette orientation prévoit un aménagement dans le cas « par exemple, d'une personne malade, accidentée ou défigurée » (Ibid., p.18). Cependant, en cas de « nécessité de vérifier qu'une personne ne représente pas un risque pour autrui », de « nécessité d'émettre une carte de sécurité avec photo », de « nécessité de voir le visage d'un ou d'une élève pour s'assurer de sa compréhension et favoriser l'échange pédagogique », de « nécessité de s'assurer que la personne qui reçoit le service est bien celle qui est visée », l'aménagement ne pourrait être accordé.

#### 1.2.5 Cinquième orientation

Enfin, la cinquième orientation prévoit de « [b]aliser les demandes d'accommodements religieux et [de] prévoir une obligation pour les ministères, organismes et établissements de se doter de politiques de mise en œuvre » (Ibid., p.18). Il serait alors question de légiférer sur un cadre concernant les demandes d'accommodements religieux. Dans une volonté d'améliorer l'équité de traitement du personnel, le gouvernement péquiste prévoit l'éventualité de la création de règles quant aux demandes de congés à fins religieuses. Cette disposition est par ailleurs encadrée dans le projet de loi 60 à l'alinéa 16 du Chapitre V (Québec, 2013b, p.8).



L'adoption de politiques au sein des organisations permettrait d'incarner notamment l'obligation de respecter la neutralité et la laïcité de l'État, le devoir de réserve et de neutralité religieuse, le respect de la procédure dans la demande d'accommodements, l'imputabilité du sous-ministre, du conseil d'administration ou du dirigeant, la reddition de comptes annuelle ainsi que la diffusion publique des règles et procédures internes (Québec, 2013a, p.19). Dans le cadre des services de garde éducatifs à l'enfance, il est prévu, dans le projet de loi 60 que la politique de mise en œuvre soit déterminée par « [l]e ministre responsable de l'application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance doit élaborer, en collaboration avec le ministre responsable de l'application de la présente Charte » (Québec, 2013b, p.11).

Finalement, les demandes d'accommodements ne devraient pas nuire ou contrevenir à la mission de l'institution auprès de laquelle elles sont faites. Par l'instauration de politiques de mise en œuvre, le gouvernement entend accroître la prévisibilité des réponses aux demandes et réduire à un seuil minimum les risques de dérapage (Québec, 2013a, p.20).

Le projet de loi 60 précise l'encadrement des accommodements raisonnables comme suit :

Un organisme public doit, lorsqu'une demande d'accommodement pour des motifs religieux lui est soumise, s'assurer :

1° qu'il s'agit d'une demande d'accommodement résultant de l'application de l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12);

2° que l'accommodement demandé respecte le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes;

3° que l'accommodement est raisonnable, c'est-à-dire qu'il ne lui impose pas une contrainte excessive, eu égard entre autres au respect des droits d'autrui, à la santé ou à la sécurité des personnes, à ses effets sur le bon fonctionnement de l'organisme ainsi qu'aux coûts qui s'y rattachent;

4° que l'accommodement demandé ne compromet pas la séparation des religions et de l'État ainsi que la neutralité religieuse et le caractère laïc de celui-ci. (Québec, 2013b, p. 8).

En conclusion, le document d'orientations présenté ainsi, conjointement avec le Projet de loi 60 soumis à l'Assemblée nationale le 7 novembre 2013 propose un certain nombre de mesures légales de façon à proposer une nouvelle politique de gestion de la diversité pour le Québec. En souhaitant réaffirmer dans la Charte québécoise des droits et libertés les valeurs fondamentales de la société québécoise, y baliser les cas d'accommodements et légiférer en matière de port de signes religieux, le gouvernement péquiste tend à vouloir redéfinir certaines règles concernant le vivre ensemble au sein de la société québécoise.

## 2 Présentation des résultats

Maintenant que nous avons rapidement présenté les documents qui ont servi de support à notre questionnement tout au long de cette recherche, nous souhaitons présenter les différentes analyses que nous avons effectuées dans le but de mettre en évidence les diverses opinions exprimées par les acteurs choisis concernant le projet de Charte des valeurs du gouvernement péquiste, les possibles dissensions au sein du mouvement souverainiste qui peuvent en découler et la vision d'un certain imaginaire national québécois exprimé par nos intervenants.

### 2.1 L'analyse Morin-Chartier

#### 2.1.1 Le procédé

Pour la partie quantitative de notre analyse, nous avons eu recours à la méthode Morin-Chartier telle que présentée plus tôt dans notre méthodologie. Après avoir délimité et entré toutes nos unités d'information dans le logiciel CLIP, nous avons obtenu un ensemble de données statistiques concernant les 487 unités d'information présentées.

Dans le cadre de notre codage, il nous a fallu mettre en place une grille d'analyse composée de plusieurs éléments. Les sujets d'abord, puisqu'ils

permettent d'identifier les grands thèmes ou les idées que contient le corpus en tenant compte de l'objet de la recherche et de la problématique développée. Voici quelques exemples de sujets : finances, service à la clientèle, personnel, impact économique, l'organisation en général, etc. (Leray, 2008, p.26).

Nous en avons mis six en évidence, faisant écho à notre cadre théorique.

- La *gestion de la diversité*, qui recouvre le caractère administratif des modifications prévues par le projet de Charte des valeurs.
- La *reconnaissance du pluralisme*, qui recoupe les interventions tenant de la reconnaissance de l'existence de l'altérité au sein de la société québécoise.
- L'*identité*, qui s'attèle davantage aux différents marqueurs d'une identité québécoise mise de l'avant à travers les interventions de notre panel, la *religion* et son traitement.
- Les *droits civiques* et la façon dont ceux-ci pourraient être impactés par le projet de Charte.
- Enfin les interventions concernant le *débat* qui a cours pendant notre période d'étude.

Nous avons aussi établi une liste de dossiers qui

constituent des sous-thèmes ou des « sous-catégories de sujets » : ils facilitent le travail de codification, bien que cette catégorie ne

soit pas obligatoire. Les dossiers permettent de préciser la teneur du contenu des sujets lors de la publication des résultats en croisant leurs données respectives (Ibid., p.26).

Notre processus de sélection des dossiers s'est établi en deux temps. Lors d'une première identification des unités d'information, nous avons thématiqué chacune d'entre elles, établissant ainsi une première liste de dossiers. Nous avons par la suite regroupé certains dossiers dont les unités d'informations traitaient du même sujet de façon à éviter les doublons.

Le reste de notre grille d'analyse était alors composée, selon la méthode Morin-Chartier toujours, des intervenants, à savoir les six personnalités politiques qui constituent notre corpus d'étude, de la date de chacun des articles analysés, ainsi que leur auteur et le journal de publication. Enfin, la dernière partie de notre grille d'analyse tenait dans l'évaluation de ces unités d'information, à savoir la réaction positive, négative ou neutre en réponse à la question : « Cette unité d'information est-elle positive, négative ou neutre par rapport au projet de Charte des valeurs du Parti québécois ? »

Au final, nous avons donc recueilli un total de 113 articles, dont 30 provenant du Journal de Montréal, 53 de La Presse et 30 du Devoir. Les articles étaient répartis comme suit : cinq pour Lucien Bouchard, 35 pour Françoise David, dont 19 sur notre première période et 16 sur la seconde, 13 pour Gilles Duceppe, 11 pour Bernard Landry, 31 pour Maria Mourani dont 14 sur notre première période et 17 sur la seconde et enfin 18 articles pour Jacques Parizeau.

Le nombre plus important d'articles pour certains acteurs s'explique par leur prise de parole à la fois lors de la sortie du projet de Charte et lors de la seconde période s'étirant de la présentation du projet de loi 60 à la date des élections provinciales du 7 avril 2014.

Nous souhaitons, par l'observation de données quantitatives, donner un tableau d'ensemble concernant la perception du projet de Charte des valeurs par notre panel. Finalement, nous pouvons considérer que cet ensemble de données chiffrées nous permettra d'avoir un aperçu des sujets suscitant le plus de réactions au sein de notre corpus de recherche.

### 2.1.2 Les observations

Le premier résultat qui nous importe de mettre de l'avant est celui de la perception globale des six dossiers mis en évidence. Il nous est possible d'observer, dans le tableau suivant, qu'une majorité des unités d'information recueillies vont à l'encontre du projet de Charte des valeurs.

<b>Rapport de décodage</b>				
<b>Sujet</b>	<b>Positif</b>	<b>Négatif</b>	<b>Neutre</b>	<b>Total</b>
Gestion de la diversité	24	82	32	138
Débat	25	50	51	126
Identité	5	53	14	72
Religion	7	41	15	63
Reconnaissance du pluralisme	2	38	10	50
Droits civiques	8	29	1	38
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>293</b>	<b>123</b>	<b>487</b>
	<b>14,5%</b>	<b>60,2%</b>	<b>25,3%</b>	<b>100%</b>

Tableau 1 – Rapport de décodage

En effet, sur l'ensemble des unités d'informations recueillies, 60,2% se posent de façon négative au projet de Charte. Il est aussi intéressant de mettre en avant le fait



que le sujet *Gestion de la diversité* est le plus traité à travers les paroles de nos intervenants.

Rappelons ici les principaux termes qui seront utilisés au cours de la présentation de notre analyse quantitative :

<b>Sujet</b>	« Permettent d'identifier les grands thèmes ou les idées que contient le corpus en tenant compte de l'objet de la recherche et de la problématique développée (Leray, 2008, p.26). »
<b>Dossier</b>	« Constituent des sous-thèmes ou des « sous-catégories de sujets » : ils facilitent le travail de codification, bien que cette catégorie ne soit pas obligatoire. Les dossiers permettent de préciser la teneur du contenu des sujets lors de la publication des résultats en croisant leurs données respectives (Ibid., p.26). »
<b>Unité d'information</b>	« Une idée, un thème ou un sujet présents dans n'importe quel type de document. Cette unité doit être circonscrite, identifiée, puis évaluée (Ibid., p.56). »

Dans le sujet *Gestion de la diversité*, le dossier le plus traité a été la question des signes religieux, que nous pouvons ici rattacher avec la troisième orientation du projet de Charte des valeurs du Parti québécois, l'interdiction du port de signes religieux par

les employés de la fonction publique. Sur les 55 unités d'information (UI) recueillies à ce sujet, 60% se sont révélées négatives. Le second dossier le plus traité dans le sujet de la gestion de la diversité est la question des signes religieux pour les enseignants. Ici, sur les 17 UI rattachées à ce dossier, 12 perçoivent de façon positive le projet du gouvernement et 5 de façon négative. Il peut être intéressant de noter que ces 12 interventions positives proviennent de Bernard Landry qui a soutenu l'interdiction du port de signes religieux pour les enseignants à travers son argumentation. En matière de quantité d'UI vient ensuite le dossier intitulé Bouchard-Taylor, avec 17 prises de position. On observe ici une orientation, une fois de plus négative quant au projet de Charte, puisque 57,1% des unités identifiées vont à l'encontre des propositions faites par la Charte. Ce dossier rassemble majoritairement la reprise de l'orientation d'une interdiction de signes religieux pour les membres de la fonction publique en position d'autorité.

Nous pourrions résumer comme suit :

Sujet	Dossier	Unités d'information
<b>Gestion de la diversité</b>  Recouvre le caractère administratif des modifications prévues par le projet de Charte des valeurs.	<b>Signes religieux.</b> Réactions face à l'interdiction du port de signes religieux pour les membres de la fonction publique.	55 UI recueillies. 60% de celles-ci sont négatives.
	<b>Enseignants.</b> Réactions face à l'interdiction du port de signes religieux pour les	17 UI recueillies. 12 sont positives. 5 sont négatives.

	enseignants.	
	<b>Bouchard-Taylor</b> Réactions ayant fait appel aux propositions émises dans le rapport Bouchard- Taylor.	17 UI recueillies. 57,1% sont négatives quant aux propositions du projet de Charte.

Le sujet intitulé *Débat* est lui à majorité partagée entre une opinion négative et une opinion neutre. Les trois dossiers les plus traités sont ici Compromis, Débat et Nécessité du projet. Détaillons. L'idée du compromis ici est traitée de façon relativement neutre puisque l'indice d'orientation qui « donne l'orientation globale de l'objet de recherche à travers les documents analysés dans le corpus [...] permet également de mesurer « l'indice de favorabilité » de chacun des codes retracés dans la couverture. [...] Une orientation de 0 % indique que le traitement médiatique est neutre (ibid., p.131) » est pour ce dossier de -4,2%. En somme, si le négatif tend à prendre le dessus, ceci se fait de façon minime. Il en est de même pour la question du débat, puisque l'orientation de ce dossier est de -8,3%. La nécessité du débat entourant la place de la religion dans la société québécoise est, en opposition aux deux derniers dossiers traités de façon relativement neutre, plutôt perçue de façon positive par notre panel puisque l'orientation est ici de 46,2%.

Sujet	Dossier	Unités d'information
<b>Débat</b>  Touche au débat général entraîné par l'annonce du projet de Charte des	<b>Compromis.</b> Réactions quant à la nécessité pour les parlementaires d'arriver à un compromis.	Indice d'orientation : -4,2% Traitement neutre.
	<b>Débat.</b>	Indice d'orientation :

valeurs. Le débat est ici perçu comme le processus de discussion dans son ensemble.	Réactions soulevant caractère bénéfique ou néfaste du débat qui a lieu.	-8,3% Traitement neutre.
	<b>Nécessité du projet.</b> Réactions soulevant le caractère nécessaire ou non du projet de Charte.	Indice d'orientation : 46,2% Traitement positif.

Le sujet *Identité* est constitué majoritairement par le dossier intitulé Division des souverainistes, puisque sur les 72 unités constituant ce sujet, 37 sont en rapport avec une possible division du mouvement souverainiste entraînée par la présentation du projet de Charte des valeurs. L'orientation de ce dossier est, par ailleurs, fortement négative puisqu'elle est de -89,2%. Sur les 37 UI catégorisées dans le dossier division des souverainistes, 33 sont donc en opposition au projet de Charte. Les dossiers suivants concernent la division des Québécois et la question du fédéralisme (-66,7% sur 6 unités d'information dans les deux cas) et enfin la question du nationalisme ethnique qui pour 6 UI présente une orientation de -50%. À la vue de ces quelques chiffres, il est envisageable de penser que la Charte des valeurs québécoises est perçue comme une atteinte à l'identité québécoise.

Sujet	Dossier	Unités d'information
<b>Identité</b>  Touche aux différents marqueurs de l'identité québécoise.	<b>Division des souverainistes.</b>  Réactions traitant d'une éventuelle division au sein du mouvement souverainiste causé par la Charte des valeurs.	37 UI 33 en opposition au projet. Indice d'orientation : -89,2% Traitement négatif.

	<b>Division des Québécois.</b> Réactions traitant d'une possible division au sein du peuple québécois.	6 UI. Indice d'orientation : -66,7% Traitement négatif.
	<b>Fédéralisme.</b> Réactions abordant l'opposition du mouvement souverainiste face au fédéralisme.	6 UI. Indice d'orientation : -66,7% Traitement négatif.
	<b>Nationalisme ethnique.</b> Réactions associant le projet du gouvernement péquiste à une forme de nationalisme ethnique.	6 UI. Indice d'orientation : -50% Traitement négatif.

Le sujet concernant la *Religion* est lui, très fortement marqué par la question du crucifix à l'Assemblée nationale, puisque sur les 63 UI qui constituent ce sujet, 27 traitent de la question du sort du crucifix au Salon bleu. La réaction face à cette question est par ailleurs quasi-unanime puis que le dossier crucifix est orienté très négativement, affichant -96,3%. À l'opposé de ce rejet en bloc du double standard concernant le crucifix, la question du visage découvert est elle, majoritairement appuyée par notre panel, puisque sur les 7 UI recueillies sur ce dossier, l'orientation est de 85,7%, ce qui témoigne d'un appui concernant la nécessité communicationnelle et sécuritaire d'instituer l'obligation de donner et recevoir des services publics à visage découvert. Vient finalement le dossier de réaction face l'islamisme qui lui est traité de façon plutôt négative puisque l'orientation des UI récoltées pour ce dossier est de -16,7%.



Sujet	Dossier	Unités d'information
<b>Religion</b>  Aborde le traitement de la religion au sein de la société québécoise dans le cadre du débat sur la Charte.	<b>Crucifix.</b>  Prises de positions quant à la question du crucifix à l'Assemblée nationale.	27 UI.  Indice d'orientation : -96,3%  Traitement négatif.
	<b>Visage découvert.</b>  Réactions quant à la nécessité de donner et recevoir des services publics à visage découvert.	7 UI.  Indice d'orientation : 85,7%  Traitement positif.
	<b>Islamisme.</b>  Réactions quant à la question de la montée de l'islamisme au Québec.	Indice d'orientation : -16,7%  Traitement négatif.

La *reconnaissance du pluralisme* est quant à elle, dominée par le dossier du Ciblage effectué par la proposition de Charte des valeurs. Ce dossier regroupe les interventions dénonçant le caractère discriminatoire du projet de Charte à l'égard de certaines communautés religieuses, et principalement des femmes musulmanes. En effet, sur les 50 UI attribuées à ce sujet, 19 traitent de la question du *ciblage*, et ce, avec une opinion tout à fait négative puisque l'orientation rattachée à ce sujet est de -89,5%. Le second dossier important concerne *l'intégration des immigrants*. Une fois de plus, l'impact de la Charte des valeurs sur ce dossier est perçu de façon fort négative puisque l'orientation est ici de -71,4%. Enfin, on retrouve ici la question de la *division des Québécois*, traitée aussi négativement avec une orientation de -60%. La question de la division des Québécois est ici traitée par rapport à la reconnaissance fondamentale du caractère diversifié de la société québécoise, et diffère du traitement

de la division des Québécois rattachée au sujet de l'identité, puisque ce dernier prenait davantage en compte la société québécoise comme unifiée et relativement globale.

Sujet	Dossier	Unités d'information
<b>Reconnaissance du pluralisme.</b>  Interventions tenant de la reconnaissance de l'existence de l'altérité au sein de la société québécoise.	<b>Ciblage.</b> Réactions traitant d'une possible existence d'un caractère discriminatoire au projet de Charte des valeurs.	19 UI. Indice d'orientation : -89,5% Traitement négatif.
	<b>Intégration des immigrants.</b> Réactions concernant l'impact du projet de Charte sur l'intégration des immigrants au Québec.	Indice d'orientation : -71,4% Traitement négatif.
	<b>Division des Québécois.</b> Réactions reconnaissant le caractère fondamentalement diversifié de la société québécoise.	Indice d'orientation : -60% Traitement négatif.

Enfin, la question des droits civiques s'articule majoritairement autour des dossiers de balises, d'exemption et de législation. Concernant la réception de la volonté de mise en place de balises claires concernant la question des accommodements, la réaction

des membres de notre corpus est fortement positive puisqu'avec une orientation fortement positive de 66,7% il semblerait que la proposition du gouvernement vienne combler un besoin législatif. La question de l'exemption est quant à elle traitée de façon majoritairement négative. Avec une orientation de -77,8%, nous pouvons noter une forte opposition à la possibilité d'exemption pour certains secteurs de l'administration publique prévue dans le document d'orientation. Cependant, comme nous l'avons noté dans notre présentation du projet de Charte des valeurs, cette possibilité d'exemption a été supprimée dans le projet de loi 60. Ceci expliquerait que la dernière occurrence de ce dossier remonte au 3 novembre 2013. Le dernier dossier concerne la nécessité de légiférer sur le port de signes religieux. Les 7 UI composant ce dossier sont unanimes, puisque l'orientation est ici de -100%.

Sujet	Dossier	Unités d'information
<b>Droits civiques.</b>  Aborde les droits civiques et la façon dont ceux-ci pourraient être impactés par le projet de Charte.	<b>Balises.</b>  Réactions face à la volonté de mise en place de balises pour les accommodements.	Indice d'orientation :  66,7%  Traitement positif.
	<b>Exemption.</b>  Réactions face à la possibilité d'exemptions émise dans le document d'orientations.	Indice d'orientation :  -77,8%  Traitement négatif.
	<b>Législation.</b>  Réactions face à la volonté de légiférer sur le port de signes religieux.	Indice d'orientation :  -100%  Traitement négatif unanime.

En conclusion, cette rapide présentation des résultats obtenus pour chacun des sujets retenus aux fins de notre analyse quantitative nous permet de mettre en évidence le fait que, dans la majorité des cas, la réaction des six membres de notre corpus a été traitée de façon négative face aux orientations du projet de Charte des valeurs, et par la suite, du projet de loi 60. Cependant, si bon nombre de sujets font consensus aux vues des réactions négatives de nos intervenants, les propositions du Parti québécois concernant, notamment, la nécessité de donner et de recevoir des services publics à visage découvert, la nécessité de baliser clairement les accommodements à caractère religieux ou même, simplement, la nécessité de débattre de la place de la religion au sein de la société québécoise semblent mettre les intervenants d'accord.

Face aux données arrêtées et tranchées que nous venons de présenter, il nous semble nécessaire de procéder à un volet d'analyse qualitative de façon à mettre de l'avant les opinions de nos intervenants et les nuances qu'ils ont pu apporter en concernant les sujets étudiés.

## 2.2 Analyse qualitative des arguments

Cette seconde partie de notre analyse vise à nous pencher sur l'opinion émise par nos acteurs à travers leur argumentation. Contrairement à notre volet quantitatif qui nous a permis de dresser un portrait global de la situation, l'analyse des arguments nous permet de nous arrêter sur l'opinion émise par nos acteurs.

### 2.2.1 Le procédé

Afin de réaliser notre analyse argumentaire, nous avons utilisé la méthode mise en place par Stephen Toulmin, présentée dans notre méthodologie. Nous avons donc

décomposé chacun des arguments en retenant les critères établis par Nadège Broustau (2007, p.151). La légende se présente donc comme suit :

- D : données
- P : proposition (donc)
- G : garantie (puisque)
- CA : caution (parce que)
- CO : concession (même s'il est vrai que)
- O : objection (alors que)

Par souci de clarté, nous présenterons ici une synthèse des arguments mis de l'avant par chacun de nos intervenants.

Souhaitant avant tout mettre en évidence la réaction des acteurs choisis, nous avons privilégié l'étude des textes écrits par ceux-ci, à l'exception de deux acteurs. Pour Lucien Bouchard, nous avons analysé une longue entrevue conduite par Yves Boisvert et présentée dans le journal La Presse. Pour Françoise David, nous avons préparé un document regroupant les prises de parole sous forme de citation directe que nous avons pu recueillir dans les différents articles constituant notre corpus. Ce document, de même que les articles mis de l'avant ici sont présentés en annexe (Annexes 1 à 9) dans un objectif de clarté.

### 2.2.2 Les observations

Pour présenter les résultats de notre analyse argumentative, nous présenterons ici un bref résumé de chacun des articles étudiés, suivi d'une lecture concise des arguments mis de l'avant dans chacun de ces articles.



### 2.2.2.1 Jacques Parizeau, « Assouplissements nécessaires »

Le 3 octobre 2013, Jacques Parizeau a publié sur son blogue du *Journal de Montréal* une lettre ouverte intitulée « Assouplissements nécessaires » dans laquelle il exprime son opinion quant à la proposition de Charte des valeurs du Parti Québécois (Annexe 1).

Cette prise de parole débute par une longue introduction historique dans laquelle Parizeau nous rappelle que la laïcisation de l'État québécois est en réalité un mouvement organisé sur la durée, qui s'est produit graduellement sans avoir recours à certains moyens législatifs. En effet, l'ancien homme d'État nous rappelle que l'Église a perdu, peu à peu, l'influence et la position centrale qu'elle détenait sur les institutions au cours de la Révolution tranquille. Il qualifie par ailleurs le processus de reprise en main des institutions par l'appareil étatique de « laïcisation tranquille ».

Par la suite, Jacques Parizeau se penche sur la question de l'appui à l'interdiction de signes religieux, interprétant celui-ci comme une peur de l'islam au Québec, due notamment à l'image négative de cette confection religieuse transmise à travers des événements récents comme les attentats du World Trade Center en 2001 ou encore l'attentat à la bombe ayant eu lieu lors du marathon de Boston en 2013, mais aussi par l'image d'une certaine subordination de la femme à l'homme.

Les paragraphes suivants ont pour objectif de soulever les paradoxes que Parizeau perçoit dans le projet de loi 60 ainsi que sa réaction face à celui-ci et les recommandations qu'il adresse au gouvernement péquiste.

Les arguments mis de l'avant par Jacques Parizeau dans cette lettre ouverte sont alors les suivants. Concernant la volonté de légiférer quant au port de signes religieux, il semble, pour Parizeau, que cette initiative du gouvernement péquiste rompe avec la

laïcisation historique du Québec. En effet, comme il le rappelle, l'État québécois a graduellement repris en main ses institutions durant la Révolution tranquille, en déconfessionnalisant les réseaux d'éducation et de santé. Dans la suite logique de cette laïcisation, il semble incongru que l'État québécois décide de légiférer quant au port de signes religieux pour les employés de la fonction publique alors que les institutions sont désormais laïques et neutres. De plus, il double cet argument concernant la neutralité en rappelant qu'un programme gouvernemental de rénovation des lieux de cultes mis en place en 1995 était accessible aussi bien à la religion catholique qu'aux confessions musulmanes et juives, mettant ainsi en évidence une égalité dans l'accès au programme gouvernemental. Par ailleurs, dans cette optique de laïcité et de neutralité de l'appareil étatique, Parizeau recommande le retrait du crucifix du Salon bleu.

Concernant le port de signes religieux toujours, Jacques Parizeau s'étonne de l'appui populaire à la volonté du gouvernement péquiste de vouloir légiférer. Nous l'avons dit précédemment, la perception de la religion musulmane joue ici un rôle important. Cependant, pour Parizeau, il semblerait que le Parti québécois s'appuie alors sur cette peur de l'autre, sur un certain sensationnalisme et un ciblage d'une certaine partie de la population religieuse pour faire passer son projet de loi. Il écrit ainsi « quand un gouvernement a l'air de vouloir poser un geste pour commencer à limiter le soi-disant danger de "l'invasion de l'extrémisme", le premier réflexe est d'applaudir », dénonçant de ce fait l'instrumentalisation de cette peur de l'extrémisme.

Nous avons, peu avant, mentionné la mise en évidence de certains paradoxes par l'ancien Premier ministre. Il s'agit ici notamment de la possibilité d'utilisation d'une clause dérogatoire prévue dans le document d'orientations du PQ, puis retirée dans la proposition de loi 60. Cette exemption tendrait à contrevenir à une certaine conceptualisation formelle de la laïcité, au sens où certains organismes pourraient

obtenir un passe droit quant au port de signes religieux, notamment, de leurs employés, créant alors une certaine division au sein même des organismes publics.

Par ailleurs, Parizeau relève un second paradoxe. Alors que le gouvernement tend à redéfinir le socle de l'identité québécoise dans sa volonté de promulguer une loi touchant le vivre ensemble au Québec, le discours à tendance inclusive proposée par le gouvernement péquiste semble s'opposer à un obstacle, puisqu'aux yeux de Parizeau, le projet de Charte des valeurs tendrait à stigmatiser et cibler les femmes de confession musulmanes. Il évoque, par ailleurs, l'inquiétude émise par certains citoyens nouvellement québécois, de voir se reproduire les discriminations présentes dans leurs sociétés d'origine<sup>6</sup>.

Enfin, le troisième paradoxe soulevé par Jacques Parizeau tient principalement à l'opposition entre le mouvement souverainiste et le mouvement fédéraliste au Canada et au Québec. En effet, pour lui, il semblerait que le mouvement souverainiste souffre d'une image ternie du fait des implications suggérées par le projet de Charte des valeurs. En effet, face à cette volonté de légiférer sur le port de signes religieux au sein de la fonction publique et de restreindre la liberté religieuse des individus, il semblerait que le modèle multiculturel porté par Ottawa se pose comme défenseur des minorités au Québec, prônant l'idée d'une mosaïque culturelle que nous avons abordée plus tôt.

Finalement, Jacques Parizeau conclut son texte en nous présentant son avis quant au contenu propre du document d'orientations proposé en septembre 2013. Ainsi, si l'inscription de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la laïcité et de la neutralité de l'État, et la délimitation de balises d'accommodements religieux dans la

---

<sup>6</sup> On peut ici penser aux cas de la France, de la Belgique ou encore de la Suisse, pays dans lesquels certains partis politiques et certaines franges de la population tendent à considérer les immigrants de confession musulmane comme représentant un danger pour la nation.

Charte québécoise des droits et libertés s'impose comme une idée tout à fait acceptable pour l'ancien Premier ministre, il serait nécessaire de revoir la question de l'interdiction du port de signes religieux pour les employés de la fonction publique. Parizeau se prononce alors en faveur du respect de la proposition du rapport Bouchard-Taylor qui recommandait une interdiction de ceux-ci aux seuls employés en position d'autorité, à savoir les juges, les procureurs, les policiers et les détenteurs d'un pouvoir de coercition.

#### 2.2.2.2 Lucien Bouchard, « Le gouvernement peut frapper un coup de circuit ! »

Le 4 octobre 2013, Lucien Bouchard a donné une entrevue à Yves Boisvert, journaliste à *la Presse*. Dans la retranscription de cette rencontre publiée sous le titre de « Le gouvernement peut frapper un coup de circuit! », Lucien Bouchard s'exprime sur son opinion vis-à-vis du projet de Charte des valeurs du Parti québécois (Annexe 2)

Il nous faut tout d'abord préciser que cette prise de position fait directement suite à celle de Parizeau et tend à l'appuyer. En effet, à l'instar de Jacques Parizeau, Bouchard insiste sur la nécessité pour le Parti québécois d'arriver à un compromis concernant le projet de Charte. Ce compromis passerait selon lui par une limitation de l'interdiction du port de signes religieux aux seules professions détentrices d'un pouvoir coercitif, telles que définies dans le rapport Bouchard-Taylor, à savoir les juges, les policiers, les procureurs et les gardiens de prison. Pour le reste de l'administration publique, les services seraient offerts et reçus à visage découvert par soucis communicationnels et de sécurité. La question de la place du crucifix à l'Assemblée nationale est, par ailleurs, soulevée, Bouchard déclarant que celui-ci devrait en être ôté, et ce, en s'appuyant sur l'avis émis par l'assemblée des évêques. Il fait par ailleurs état du flou entretenu par le projet de Charte sur la différenciation

entre le religieux et le patrimonial lorsqu'il interroge : « est-ce qu'on voudrait être plus catholique, pardon, plus patrimonial que les évêques ? (Ibid.) ».

Le second élément central à l'argumentation de Lucien Bouchard repose sur la question de la division, aussi bien d'un point de vue de la société québécoise que du mouvement souverainiste. Au niveau de la société, la possibilité d'exemptions prévue par le document d'orientation entraînerait un clivage entre Montréal et les régions, dû à la présence plus ou moins importante d'une certaine diversité religieuse en fonction de la situation géographique. La seconde possibilité de division touche davantage au port du signe religieux. Les différentes confessions ne sont, en effet, pas égales, au sens où certains signes comme le voile islamique deviennent tout de suite ostentatoires, tandis qu'un pendentif en signe de croix peut facilement être caché. Il est alors ici question d'un traitement différent des signes religieux qui tend à cibler davantage la religion musulmane.

Au niveau social, toujours, Lucien Bouchard estime que le choix de « Charte des valeurs » ne soit pas propice à la mise de l'avant d'une société québécoise inclusive. Il affirme, en effet, qu'une « Charte de la laïcité » serait plus rassembleuse et permettrait, en même temps, de rassurer les Québécois, montrant notamment « qu'on est capables de se réunir autour de grands enjeux (Ibid.) ».

Le second niveau de division mis de l'avant par Lucien Bouchard touche, cette fois, le mouvement souverainiste. Il reprend d'ailleurs l'idée exprimée par Jacques Parizeau la veille, selon laquelle il serait légitime de penser que ce projet de Charte des valeurs ferait d'un gouvernement fédéral le seul garant de l'identité et de la protection des minorités au Québec. Il précise cependant qu'une opposition au projet de Charte des valeurs du parti québécois ne signifie pas forcément une adhésion au fédéralisme et au multiculturalisme qui l'accompagne, et ce en s'appuyant sur un argument d'autorité consistant à nommer un certain nombre d'individus, Jacques



Parizeau, Jean Dorion ou encore Yves Beauchemin, figures emblématiques du mouvement souverainiste qui s'opposent à certaines idées mises de l'avant par le gouvernement péquiste.

Bouchard fait, par ailleurs, appel à plusieurs figures d'autorité au long de son texte. Il utilise, par exemple, la figure mythique de René Lévesque pour appuyer et légitimer la position de Jacques Parizeau comme revenant aux valeurs originelles du Parti québécois, à savoir la tolérance, l'ouverture, la démocratie. Le second appel à l'autorité tient, cette fois, dans une légitimation de sa propre prise de parole, lorsqu'il base son intervention sur la nécessité du Parti québécois actuel d'écouter ses anciens leaders, puisque ceux-ci se sont déjà retrouvés dans la même situation de pouvoir que Pauline Marois et ont alors connaissance des enjeux et des mécanismes du pouvoir décisionnel.

#### 2.2.2.3 Bernard Landry, « L'éducation implique diverses formes d'autorité »

Le troisième texte constituant notre corpus d'analyse qualitative est la lettre ouverte de Bernard Landry, publiée le 3 novembre 2013 dans *Le Devoir*, intitulée « L'éducation implique diverses formes d'autorité » (Annexe 3). Publiée un mois après celle de Parizeau et de Bouchard, cette lettre ouverte de l'ancien Premier ministre du Québec lui permet de revenir sur le projet de Charte des valeurs quelques jours avant le dévoilement du projet de loi 60.

Si les lettres de Jacques Parizeau et Lucien Bouchard tenaient à peu de choses près les mêmes idées, la prise de position de Bernard Landry tend à se différencier de celle de ses prédécesseurs. En effet, si on y retrouve les questions du crucifix à l'Assemblée nationale, du port de signe religieux par les employés de la fonction publique, du nom

du projet et de l'opposition au multiculturalisme, certains ajouts ont été faits par l'ancien Premier ministre.

Tout d'abord, Bernard Landry affirme, au même titre que ses prédécesseurs, la nécessité du débat sur la place de la religion dans la société québécoise, notamment pour le développement d'une nation, d'une identité proprement québécoise, mais sa lecture diffère légèrement. En effet, si les deux autres mettaient de l'avant certains dérapages et certaines craintes de la population quant à la finalité du projet, Bernard Landry voit dans ce débat un profond caractère démocratique. Il soutient en effet que le Québec, accueillant le plus grand nombre d'immigrants chaque année doit prendre en main la question des accommodements qu'il qualifie de parfois « déraisonnables » du fait d'un manque de balises claires dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Il est donc nécessaire, de façon à éviter les injustices et les entraves à l'intégration d'énoncer des règles claires en matière de gestion de la diversité. Il écrira par ailleurs que « [c]omme nous avons le devoir de les accueillir, les arrivants ont celui de l'intégration (Ibid.) » affirmant alors que l'intégration et le bon vivre ensemble au sein de la société québécoise constituent un processus à double sens. Si ses deux prédécesseurs se sont davantage penchés sur l'incidence que pourrait avoir le projet de Charte des valeurs sur la société québécoise, Bernard Landry n'hésite pas ici à rappeler le devoir d'intégration des nouveaux venus au Québec.

Nous parlions plus tôt de ressemblances avec les textes de messieurs Parizeau et Bouchard. Bernard Landry écrit d'ailleurs que ceux-ci

se sont soigneusement acquittés de leur devoir de contribuer à ce débat vital pour notre nation par des textes de qualité dont j'ai verbalement salué la pertinence sans par ailleurs ne jamais les avaliser totalement comme certains l'ont erronément laissé entendre (Annexe 3).

Voyons ici les points sur lesquels Bernard Landry est en accord avec ses deux prédécesseurs avant d'aborder les idées sur lesquelles il diffère. D'abord, Landry s'accorde quant au sort du crucifix à l'Assemblée nationale, reprenant l'argument d'autorité mis de l'avant par Lucien Bouchard concernant l'avis de l'assemblée des évêques, et allant même jusqu'à la consolider en faisant appel à une seconde figure emblématique, le groupe Femen. Dès lors, en affirmant que l'assemblée des évêques et les Femen partagent la même opinion quant au sort du crucifix à l'Assemblée nationale, il semble tomber sous le sens que celui-ci devrait être retiré du Salon bleu.

Second point de convergence des trois thèses, le caractère discriminatoire que sous-tend la possibilité d'exemptions. Pour Bernard Landry, « nos valeurs doivent nous unir et non nous diviser », dès lors, les règles qui s'appliquent aux uns doivent s'appliquer aux autres. La possibilité d'une exemption pour certaines organisations reviendrait à mettre certains organismes sur un autre niveau, créant alors une certaine inégalité dans le traitement des signes religieux ou de la neutralité de l'institution basée sur un critère géographique, alors que le « Québec doit être rassembleur de Ville-Saguenay à Ville-Mont-Royal (Ibid.) ».

En ce qui concerne le mouvement souverainiste et l'identité nationale mise de l'avant par celui-ci s'opposant au multiculturalisme canadien, Bernard Landry réaffirme la nécessité du Québec de se différencier du modèle de gestion de la diversité entériné par Ottawa. De ce fait, il écrit que « lorsqu'on change de pays, on change de pays ». Alors, si Parizeau et Bouchard soulevaient la crainte de voir le mouvement souverainiste perdre des appuis du fait d'une certaine stigmatisation des minorités, Bernard Landry semble embrasser l'idée d'un modèle propre au Québec porté par le projet de Charte des valeurs, celui-ci s'inscrivant comme la base de la société d'un Québec qui pourrait devenir souverain. À cela, Bernard Landry apporte cependant une modification, affirmant que les valeurs du Québec ne s'arrêtent pas à l'égalité entre les femmes et les hommes, la laïcité et la neutralité religieuse. Il y ajoute un

ensemble de valeurs sociales : « la solidarité sociale, la répartition de la richesse, le soutien exemplaire à la vie familiale, le rôle des femmes dans la société pour lequel nous faisons mieux ici qu'à peu près partout ailleurs (Ibid.) ».

Enfin, le second point sur lequel Bernard Landry diverge de l'opinion de ses deux prédécesseurs tient dans la question de l'interdiction du port de signes religieux pour les membres de la fonction publique. S'il tend à s'enligner sur les postes d'autorité mis de l'avant à travers le rapport Bouchard-Taylor, il semble que cette liste soit cependant trop courte. Aux juges, procureurs, policiers et gardiens de prison, Bernard Landry souhaite appliquer cette interdiction du port de signes religieux aux professeurs. En effet, selon lui, ces derniers disposent d'une position d'autorité « intellectuelle, morale, voire disciplinaire et arbitrale, pour les notes d'examen par exemple (Ibid.) ». Landry estime alors que les professeurs ne devraient pas influencer leurs élèves par le port de signes religieux, puisque ceci reviendrait notamment à brimer la liberté religieuse des étudiants de la maternelle à l'université.

Bref, si Landry semble être en accord avec ses prédécesseurs sur les questions du nom du projet, du sort du crucifix à l'Assemblée nationale et de la nécessité de revoir la question de l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires pour les employés de la fonction publique, dans sa globalité son article semble davantage soutenir l'initiative du gouvernement péquiste de redéfinition des contours de l'identité nationale québécoise que Jacques Parizeau et Lucien Bouchard.

#### 2.2.2.4 Maria Mourani, « Un référendum sur la Charte ? » et « Je ne suis plus indépendantiste »

##### 2.2.2.4.1 Maria Mourani, « Un référendum sur la Charte ? »

Le 2 octobre 2013, Maria Mourani s'est exprimée dans une lettre ouverte publiée dans *La Presse* et intitulée « Un référendum sur la Charte ? » Dans ce court texte, Madame Mourani s'interroge sur la faisabilité du projet du PQ, aussi bien d'un point de vue politique que d'un point de vue légal (Annexe 4).

On retrouve dans ce texte un argument central articulé en deux temps autour de son rejet du projet de Charte des valeurs. D'abord, la première interrogation de Maria Mourani tourne autour de la légitimité du parti québécois, alors minoritaire à l'Assemblée nationale, de modifier la Charte québécoise des droits et libertés afin d'y inscrire les modifications prévues par le projet de Charte des valeurs, la liberté entre les femmes et les hommes, la neutralité et la laïcité de l'État québécois et des balises claires pour encadrer les accommodements religieux. Maria Mourani met ici de l'avant une certaine tradition tacite ayant cours au Québec et selon laquelle les modifications à la Charte des droits et libertés ont toujours été acceptées par l'Assemblée nationale à l'unanimité ou à la quasi-unanimité. Dès lors, le Parti québécois, minoritaire depuis les élections générales de 2012, tenterait de faire passer une loi qui est la source de nombreux débats et controverses en allant à l'encontre de cette tradition politique. Selon Mourani, le passage par de nouvelles élections ne serait pas en mesure de régler cette situation<sup>7</sup>.

La solution proposée par Maria Mourani pour résoudre cette situation serait le passage par un référendum qui permettrait au gouvernement péquiste d'obtenir l'appui de la population. À cela, elle ajoute que l'utilisation des réseaux sociaux tels que Facebook ou de sondages n'est pas suffisante.

---

<sup>7</sup> Rappelons ici que tel fût le cas, puisque la défaite du Parti québécois aux élections générales du 7 avril 2014 a vu l'abandon du projet de Charte des valeurs par le nouveau gouvernement libéral majoritaire.



Par ailleurs, Maria Mourani utilise, elle aussi, la figure mythique de René Lévesque pour démontrer une certaine divergence des idéaux du Parti québécois actuel par rapport aux idées prônées par ce même parti à ses débuts, affirmant dès lors que René Lévesque a, lui, « avait bien pris soin de respecter la Charte des droits et libertés (Ibid.) » et se demandant « [p]ourquoi, aujourd'hui en 2013, faudrait-il agir autrement ? (Ibid.) ».

#### 2.2.2.4.2 Maria Mourani, « Je ne suis plus indépendantiste »

Le seconde texte de Maria Mourani que nous avons intégrée dans notre corpus est une seconde lettre ouverte, publiée le 19 novembre dans *Le Devoir* sous le titre « Je ne suis plus indépendantiste » (Annexe 5). Plus long que la précédente lettre ouverte, ce texte publié après la présentation du projet de loi 60 à l'Assemblée nationale permet à Maria Mourani de nous détailler sa pensée quant à la volonté du Parti québécois de réaffirmer une certaine vision de l'identité québécoise.

La problématique centrale de cette seconde lettre ouverte tient dans l'interrogation que Maria Mourani se fait quant à son appartenance au mouvement indépendantiste. Elle nous y explique alors pourquoi la vision de l'identité nationale prônée par le projet de Charte des valeurs l'a portée à s'interroger sur ce point, pour finalement déclarer qu'elle ne se rattache plus à ce mouvement.

Sa réflexion est articulée autour de trois points majeurs : les valeurs du mouvement indépendantiste, l'importance de mettre de l'avant un modèle de gestion de la nation civique et finalement la différence de statut qu'elle perçoit entre la Charte québécoise des droits et libertés et son pendant au fédéral.

D'abord, pour Maria Mourani, le projet de Charte mis de l'avant tend à s'éloigner des idéaux originels du mouvement souverainiste. En effet, le projet péquiste favoriserait une portée électoraliste aux dépens du bon vivre ensemble au Québec. Le projet de Charte tendrait, par ailleurs, à diviser la société québécoise, puisque les personnes n'entrant pas dans le cadre établi se voient, de fait, exclus du cadre de l'identité nationale tel qu'établi par le parti québécois.

Ensuite, en ce qui concerne l'importance du modèle civique, Mourani se base avant tout sur la rationalité des individus. À son sens, l'appartenance nationale est choisie par l'individu, et l'identité se voit, de ce fait, construite par la participation citoyenne à une culture politique et civique commune. Dès lors, Mourani « fonde [son] action politique sur l'idée de l'égalité citoyenne. Il n'y a qu'une catégorie de Québécois : ceux qui ont fait du Québec leur maison. »

Mourani entrelace ces notions d'idéaux du mouvement souverainiste et de modèle civique lorsqu'elle écrit que le mouvement souverainiste est caractérisé par son ouverture, sa participation à la lutte contre l'exclusion pour assurer la paix sociale et lutter contre l'extrémisme et le fascisme, permettant dès lors à l'ensemble des Québécoises et Québécois de bâtir l'identité et la société québécoise.

Le troisième argument mis de l'avant par l'ancienne députée bloquiste tient dans une certaine comparaison entre la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte québécoise des droits et libertés. Comme pour sa première lettre ouverte, Mourani réutilise la figure mythique de René Lévesque pour introduire la nécessité du Parti québécois de faire accepter son projet de Charte à l'unanimité ou la quasi-unanimité de l'Assemblée nationale. Cette idée lui permet de mettre de l'avant une crainte quant à la facilité avec laquelle un gouvernement, même minoritaire, serait en mesure de modifier cette Charte des droits et libertés au Québec. Cette possibilité de modifications est, dès lors opposée au statut quasi constitutionnel de la Charte

canadienne des droits et libertés de la personne, qui lui confère un poids symbolique tout autre.

De fait, Mourani présente la situation comme suit : d'un côté une Charte canadienne des droits et liberté quasi inviolable, de l'autre, une Charte québécoise des droits et libertés pouvant être modifiés comme une simple loi. C'est ce caractère immuable de la Charte canadienne qui lui conférerait, dès lors, un statut de gardienne. Puisque celle-ci est fixe et inchangeable, elle se place alors comme un rempart face aux volontés électoralistes d'un parti minoritaire, et serait alors à même de protéger les minorités de façon plus adéquate que la Charte québécoise des droits et libertés qui semble, à travers l'argument de Mourani, à la merci de la volonté du gouvernement en place.

#### 2.2.2.5 Gilles Duceppe,

##### 2.2.2.5.1 Gilles Duceppe, « Débats sur la Charte : C'est parti ! »

Le premier article de Gilles Duceppe que nous avons retenu aux fins de notre analyse qualitative a, lui aussi, été publié sur le blogue de l'ancien leader bloquiste au *Journal de Montréal*, en date du 10 janvier 2014. Cet article intitulé « Débats sur la Charte : C'est parti ! » fait écho au commencement des auditions publiques en commission concernant le projet de loi 60 du gouvernement péquiste (Annexe 6)

À travers ce court texte sont exprimées deux idées centrales fortement liées. D'abord, celle de la nécessité d'un débat non partisan, ensuite, celle de la nécessité du débat en lui même. En effet, pour Gilles Duceppe, il est primordial que les débats ayant lieu en commission se fassent dans le respect des différentes opinions. Il est nécessaire, pour pouvoir réfléchir au bon vivre ensemble au sein de la société québécoise, que les idées partisans soient mises de côté de façon à régler au mieux ce débat de société.

La seconde idée articulée ici est celle de la nécessité du débat sur l'identité québécoise en lui même. En effet, pour Duceppe, si la partisanerie doit être mise de côté de façon à repenser le vivre ensemble au sein de la société québécoise, c'est avant tout parce que ces discussions sont nécessaires pour repenser l'identité nationale au Québec, cette question étant devenue centrale avec la mondialisation. De ce fait, un débat sain et respectueux pourrait être en mesure de devenir la base de la formation d'un peuple fondateur québécois, inclusif des minorités, qui dans une optique souverainiste agirait comme le ciment social d'un Québec souverain.

Duceppe lie ici alors la question du bon vivre ensemble au Québec dans sa forme actuelle aux idées portées par le mouvement souverainiste. De ce fait, mettre en place un modèle de gestion de la diversité inclusive des minorités ethniques et religieuses, propre au Québec permettrait de légitimer une émancipation de celui-ci.

#### 2.2.2.5.2 Gilles Duceppe, « Les fausses affaires de Philippe Couillard. »

Le second texte de Gilles Duceppe que nous avons recueilli est un article publié le 10 mars 2014 sur son blogue au *Journal de Montréal* intitulé « Les fausses affaires de Philippe Couillard » (Annexe 7). Dans ce texte, Gilles Duceppe aborde la question de la Charte des valeurs du parti québécois à travers une remise en question de l'opinion de Philippe Couillard, chef du Parti libéral du Québec.

Le premier argument mis de l'avant par l'ancien chef du Bloc québécois tient dans la remise en cause de la distinction que Philippe Couillard fait entre les « vraies affaires » et les fausses. En effet, le slogan électoral du Parti libéral du Québec pour les élections du 7 avril 2014 était « Ensemble, on s'occupe des vraies affaires ». Dans un contexte de débat permanent autour du projet de Charte des valeurs, ce slogan est

perçu par Gilles Duceppe comme une volonté de la part du chef du PLQ de différencier les idées de son parti, perçues comme de « vraies affaires », du projet péquiste, devenant alors une « fausse affaire ».

Ce premier argument qui tend à affirmer que la réalité n'est pas unidimensionnelle et qu'une distinction entre vraies et fausses affaires semble superficielle est en fait le point de départ de la réflexion de Duceppe sur le projet de Charte en tant que tel. En effet, il écrit par la suite que la question du bon-vivre ensemble au Québec doit être débattue et réglée. Si celle-ci a été remise au goût du jour par l'ancien parti ADQ au travers de motifs jugés comme populistes par Duceppe, il est cependant nécessaire au gouvernement en place de définir un cadre légal quant à la question de la gestion de la diversité au sein de la société québécoise. Duceppe ajoute, par ailleurs, que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes reste importante au sein de la société québécoise et qu'il est alors nécessaire de continuer de la faire avancer.

Le troisième argument majeur de Gilles Duceppe tient dans la question de la diversité religieuse au Québec. Cet argument est présenté en deux volets. D'abord, il rappelle que la Commission Bouchard-Taylor avait été, en 2007, mise en place par Jean Charest qui était alors le chef du Parti libéral du Québec. En écrivant ceci, Gilles Duceppe nous laisse voir deux idées. D'abord, la possible existence d'une rupture idéologique entre l'ancien et l'actuel chef libéral. En effet, si cette commission qui avait pour but d'évaluer les cas d'accommodements religieux a été mise sur pied par un gouvernement libéral, il serait dès lors étonnant que Philippe Couillard estime que la question de la gestion de la diversité religieuse au Québec soit considérée comme une « fausse affaire ». Ensuite, en faisant appel à cet argument d'autorité, Duceppe laisse entendre qu'il est en accord avec les conclusions proposées par le rapport Bouchard-Taylor concernant l'interdiction du port de signe religieux par les employés de la fonction publique détenant un pouvoir de coercition.



Le second volet de ce troisième argument s'intéresse à la question de l'intégrisme religieux. En effet, si selon Gilles Duceppe, il existe bien une montée de l'intégrisme religieux au Québec, celle-ci n'est pas bornée à la religion musulmane. Dès lors, Duceppe semble s'attaquer à une certaine stigmatisation des personnes de confession musulmane à travers le projet de Charte des valeurs du parti québécois. Il écrit d'ailleurs que « [Philippe Couillard] pourrait réaliser que soulever ces questions ne signifie pas que l'on soit entièrement d'accord avec la position du Parti québécois (Ibid.) ».

Duceppe s'attaque par la suite à la question de l'identité québécoise, et plus particulièrement au refus du PLQ de défendre celle-ci à travers des moyens légaux. Afin de justifier cet argument, Duceppe se base sur la question de la langue française. En effet, à ses yeux, celle-ci est la meilleure garante de l'identité québécoise, et c'est d'ailleurs à travers la langue française que se diffusent la culture et l'identité québécoise, cette même langue perçue par Duceppe comme un moyen de défense culturel et identitaire. Il fait aussi, comme les quatre autres acteurs que nous avons abordés jusqu'ici, appel à l'image mythique et symbolique de René Lévesque, et plus particulièrement de son combat pour la mise en place de la loi 101 régissant la situation de la langue française au Québec et qui reste « un outil essentiel pour l'épanouissement de notre langue et, conséquemment, de notre identité (Ibid.) ». Dans la continuité de cette contextualisation, Duceppe rappelle que, déjà en 1977, les libéraux s'étaient opposés à la législation concernant la langue française.

La finalité de cette mise en contexte historique est finalement ici de mettre en évidence que le refus de tout encadrement légal concernant l'identité et la nation québécoise est fortuit, puisque la loi 101 a permis à la langue française de se fortifier, et de ce fait à l'identité québécoise de se consolider.

L'argument final mis de l'avant par Gilles Duceppe est lui aussi de nature légale et tend à se construire sur le même modèle que la pensée précédente. En utilisant la Charte canadienne des droits et libertés, Duceppe rappelle qu'une clause nonobstant a été intégrée à ce projet par Pierre-Elliott Trudeau, qui, comme nous l'avons vu précédemment, était l'architecte de la Constitution du Canada de 1982<sup>8</sup> et du modèle multiculturel. Duceppe fait ici de nouveau appel à l'argument d'autorité basé sur une figure centrale du mouvement fédéraliste afin de mettre de l'avant l'incohérence qu'il perçoit dans le refus de Philippe Couillard « d'appuyer toute mesure législative qui, venant à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés, nécessiterait l'utilisation de la clause nonobstant (Ibid.) ».

Pour Duceppe, si Pierre-Elliott Trudeau a estimé qu'une telle clause pourrait être utilisable, il paraît illogique que Philippe Couillard, défenseur du fédéralisme remette en question la pertinence d'un recours à celle-ci. Il exprime cette idée en se demandant « [s]e rend-il [Philippe Couillard] compte que ce fut même un des arguments utilisés par Trudeau pour "vendre" cette charte ? (Ibid.) ». Cet argument est par ailleurs renforcé lorsque Duceppe rappelle que cette clause nonobstant a déjà été utilisée par d'anciens leaders libéraux.

De cet article, nous retiendrons alors que Gilles Duceppe tend à s'accorder avec le projet de Charte du Parti québécois, en émettant quelques nuances, quant à la question de l'interdiction du port de signes religieux notamment. Cependant, pour Gilles Duceppe, il semble primordial d'accorder une place au débat sur la place de la religion au sein de la société québécoise, mais aussi à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, puisque celui-ci est nécessaire à la redéfinition d'un modèle de vivre ensemble au Québec. Le passage par une voie légale semble par ailleurs pertinent à notre acteur, puisque dans le passé, la protection de la langue française à

---

<sup>8</sup> La Constitution du Canada de 1982 a été adoptée en remplacement de la Constitution de 1867.

travers la loi 101 aura permis au Québec de légitimer sa langue et de renforcer son identité nationale.

#### 2.2.2.5.3 Gilles Duceppe, « Avant de donner des leçons ... »

Le dernier article de Gilles Duceppe que nous avons utilisé dans la présente étude a été publié le 15 mars 2014, toujours sur le blogue personnel de Duceppe au *Journal de Montréal*, intitulé « Avant de donner des leçons, Philippe Couillard devrait apporter des explications (Annexe 8) ».

Dans ce texte, Gilles Duceppe adresse certains reproches au leader libéral. En effet, il tend à s'exprimer sur le manque de cohérence de Philippe Couillard, puisque Duceppe lui reproche de se mettre en opposition face au projet de Charte du parti québécois sur la base d'une discrimination à l'égard des femmes, alors que Couillard a été conseiller du ministre de la santé saoudien. À travers cette prise de parole, Duceppe met de l'avant qu'il est possible d'être en contradiction avec le projet péquiste, puisque lui même a émis une opinion allant en ce sens, mais qu'il est nécessaire de le faire avec cohérence.

Nous pouvons alors ici retrouver un échos aux articles précédents de Gilles Duceppe estimant que le débat sur le projet de Charte des valeurs du gouvernement péquiste doivent se faire de façon non partisane, dans une optique de neutralité. En mettant en évidence une possible incohérence dans le discours de Philippe Couillard, Duceppe tend à affirmer qu'un débat non partisan permettrait d'éviter de biaiser l'opinion politique et l'opinion populaire dans une volonté de construction d'un bon vivre ensemble au Québec répondant aux besoins de la société québécoise plutôt qu'aux clivages politiques qui peuvent exister entre les différents partis politiques québécois.

#### 2.2.2.6 Françoise David

Pour ce qui est de l'opinion de Françoise David sur la question du projet de Charte du gouvernement péquiste, nous avons choisi de créer une compilation de ses différents commentaires émis sur l'ensemble de nos deux périodes à l'étude ici. Françoise David n'ayant pas publié de lettre ouverte en son nom, il ne nous était pas possible d'affirmer qu'un discours provenant du Québec solidaire représentait fidèlement l'opinion de madame David. Nous avons donc choisi de regrouper ses différentes citations directes au long des entrevues et des prises de parole publiques de la députée de Québec solidaire (Annexe 9).

D'une façon globale, Françoise David tend à être en accord avec le projet de Charte du gouvernement péquiste en ce qui a attiré à l'inscription de l'égalité entre les femmes et les hommes et la laïcité de l'État québécois dans la Charte québécoise des droits et libertés, ainsi qu'à la nécessité de donner et recevoir des services publics à visage découvert, notamment dans le cadre éducatif. Cependant, elle émet quelques objections, d'abord concernant la perception de la place de la religion au sein de la société véhiculée par le parti québécois, par rapport à la question du port de signes religieux par les membres de l'administration publique ensuite, et par rapport à la tournure prise par les débats entourant le projet de Charte enfin.

Concernant la place de la religion au sein de la société québécoise, Françoise David regrette que le gouvernement péquiste s'appuie sur l'idée d'une montée de l'intégrisme religieux au Québec pour gagner des appuis populaires. En effet, pour elle, il n'existe pas réellement de menace intégriste, mais cet argument est utilisé afin d'exploiter la peur de la religion musulmane en se basant sur les préjugés véhiculés à travers les médias et le discours politique. On retrouve alors ici un certain écho à l'article de Jacques Parizeau que nous avons abordé, précédemment qui regrettait une même instrumentalisation de l'image erronée de la religion musulmane qui peut être

véhiculée au Québec. Par ailleurs, cette utilisation de la peur de la différence ne serait pas, selon Françoise David, un outil favorable à l'émancipation de la femme.

Françoise David y va elle aussi de son opinion quant à la place du crucifix à l'Assemblée nationale. Si la présence de celui-ci n'est pas souhaitable au salon bleu, David propose cependant qu'il soit remplacé par un symbole fort de la société québécoise, à savoir la fleur de lys. Ici, David s'appuie sur la manifestation imaginaire et mythique d'un élément rassembleur du peuple québécois. En remplaçant le crucifix par une fleur de lys, l'Assemblée nationale du Québec mettrait de l'avant la volonté d'un peuple québécois rassemblé autour d'un symbole identitaire neutre religieusement plutôt qu'autour de l'empreinte d'une période marquée par un catholicisme dominant et dominateur. Cependant, de façon à respecter le caractère patrimonial du crucifix mis de l'avant par le gouvernement péquiste, le crucifix présent au salon bleu pourrait être déplacé dans une des salles du parlement ouvertes au public.

Concernant la question du port de signes religieux pour les employés de la fonction publique, François David met en évidence plusieurs idées. D'une part que celle-ci entraîne un certain nombre d'inégalités, et d'autre part que le gouvernement péquiste ne place pas son idéal de neutralité au bon endroit. Expliquons-nous.

En ce qui concerne les inégalités entraînées par le projet de Charte péquiste, Françoise David y voit, comme nous avons pu le dire plus tôt une certaine instrumentalisation de la peur du voile islamique. À travers cette idée, elle souhaite exprimer le fait que, s'opposer à l'interdiction du port de signe religieux pour l'ensemble des employés de la fonction publique ne revient pas à appuyer l'existence de tels signes, mais plutôt à reconnaître l'importance du droit à chacun de choisir et de vivre sa religion. La question ne tient alors pas dans l'existence d'un signe religieux particulier, mais dans la discrimination que le port de celui-ci pourrait



entraîner. Pour Françoise David, il est nécessaire de reconnaître l'égalité des droits civiques et de dénoncer les manquements au droit au travail qui pourrait découler d'une interdiction du port de ces signes. Françoise David met par ailleurs en avant le fait qu'un tel projet de loi tendrait à discriminer particulièrement les femmes musulmanes.

Ceci nous amène à la seconde idée que nous avons mise de l'avant. En s'attaquant au port de signes religieux, le gouvernement péquiste fait preuve d'un certain manque de cohérence. En effet, Françoise David estime qu'il existe une distinction entre la neutralité religieuse des institutions et celle des individus. Dès lors, le port de signes religieux par un individu ne signifie pas que celui-ci fera preuve de prosélytisme ou de discrimination à l'égard des membres d'une autre communauté religieuse. En effet, pour Françoise David, l'individu est perçu comme rationnel et comme capable de faire des choix et de prendre des décisions indépendamment de son appartenance ethnique ou religieuse. De ce fait, il n'est pas défini par des caractéristiques telles que son origine ou ses croyances. Il est donc nécessaire de faire une distinction entre la neutralité individuelle et la neutralité de l'État dans l'application d'un tel projet de Charte. Par ailleurs, l'inégalité mise de l'avant par Françoise David s'étend aussi au droit de retrait accordé à certaines institutions dans la première version du projet de Charte. On retrouve ici l'idée soulevée par un bon nombre de nos participants selon laquelle un droit de retrait tend à créer des inégalités entre les institutions et les municipalités sur la base d'une capacité à se soustraire au cadre légal prévu par le projet de Charte des valeurs.

La troisième objection mise de l'avant par Françoise David tient dans l'instrumentalisation de ce débat sur le vivre ensemble au Québec et la gestion de la diversité dans un objectif partisan. À ce sujet, la députée de Gouin regrette qu'une question aussi centrale et primordiale que celle de l'identité collective et nationale soit utilisée à des fins électorales. En effet, pour elle, cette instrumentalisation tend à

se faire au dépens de certaines catégories de la population, les minorités ici, entraînant d'une part une aggravation de leur précarité, et d'autre en part, en ne privilégiant pas la question de l'unité du peuple québécois. Lors d'un débat télévisuel, Françoise David a d'ailleurs reproché à Pauline Marois de diviser la société québécoise avec son projet de Charte des valeurs.

Par ailleurs, la question de la place de la religion au sein de la société québécoise est trop importante pour être un enjeu électoral. En effet, François David émet ici l'idée qu'une campagne électorale et que les débats qu'elles entraînent tendent à être trop immédiats, trop rapides pour pouvoir discuter clairement et posément de ces enjeux cruciaux. Le risque de débordements dû à l'instantanéité des débats rend difficile le traitement rigoureux auquel devraient être soumises ces questions centrales. Françoise David évoque d'ailleurs un dérapage du débat sur le projet de Charte en soulevant la nécessité d'un retour au calme dans le but d'arriver au meilleur compromis possible.

Finalement, à travers ces objections quant à l'utilisation de questions délicates comme la place de la religion et la gestion de la diversité au sein de la société québécoise vue à travers le prisme du projet de Charte des valeurs dans une optique, électorale, Françoise David tend à suivre l'idée de Gilles Duceppe selon laquelle ce débat doit s'opérer dans une optique non partisane de façon à permettre à la société québécoise de s'unir autour de concepts clés pour reconstruire des bases saines dans un objectif de bon vivre ensemble au Québec.

En bref, si Françoise David est en accord avec un certain nombre de points mis de l'avant par le projet de Charte du gouvernement péquiste, celle-ci s'oppose cependant à l'amalgame entre la neutralité des institutions et la neutralité des individus, à un certain ciblage des minorités et notamment des femmes musulmanes, ainsi qu'à une instrumentalisation de la question de la gestion de la diversité à des fins partisans

qui, plutôt que de ressouder la population autour de grands enjeux sociétaux tend à la diviser dans un objectif électoraliste.

En conclusion, notre analyse s'est présentée en deux temps. Un premier volet quantitatif nous a permis de mettre de l'avant plusieurs conclusions quant aux réactions de nos six intervenants concernant le projet de Charte des valeurs. Ainsi, la nécessité de tenir un vaste débat concernant la place de la religion au sein de la société québécoise, le besoin d'offrir et de recevoir des services publics à visage découvert ou encore la nécessité de baliser les accommodements religieux ont été accueillis de façon positive par notre panel. Au contraire, la question du crucifix à l'Assemblée nationale, la mise en évidence d'un caractère discriminatoire et d'une division rapportée au projet de Charte à travers l'interdiction prévue du port de signe religieux par les employés de la fonction publique et la possibilité d'exemption prévue par le document d'orientations semblent avoir fait consensus auprès de nos intervenants.

Notre volet quantitatif nous a permis d'approfondir quant à la perception que chacun de nos intervenants s'est faite du projet de Charte des valeurs. Nous pouvons d'ailleurs constater que les points positifs et négatifs mis de l'avant dans notre analyse quantitative se reflètent dans notre volet qualitatif, puisque ces thèmes sont catalyseurs de l'opinion de nos intervenants. Le chapitre suivant nous permet d'approfondir encore ces prises de position.

## CHAPITRE V

### ANALYSE ET DISCUSSION

Maintenant que nous avons présenté les différents résultats obtenus, il est temps de les interpréter et d'en discuter. En partant des sujets que nous avons mis de l'avant à travers notre recherche qualitative, nous avons pu orienter notre réflexion selon certains grands piliers concernant la gestion de la diversité et la nécessité du débat sur celle-ci, la question des signes religieux et son pendant concernant le respect des droits civiques et enfin la question de l'identité au Québec.

#### 1 Un débat nécessaire

##### 1.1 Baliser les accommodements.

Nous souhaitons commencer cette discussion en nous intéressant à la question de la nécessité de ce débat sur la place de la religion dans la société. Nous avons rapidement abordé la question de la crise de la représentation sociale dans notre introduction. Les paroles de nos intervenants semblent confirmer l'idée de celle-ci, ou du moins, la nécessité d'arriver à trouver des solutions pour répondre à un problème de société.

Il semblerait que la majorité de nos intervenants s'accordent sur la nécessité du débat entourant le projet de Charte. Entre Bernard Landry qui considère que le Parti québécois a fait preuve de courage et de lucidité en déclenchant ce débat sur la laïcité,

Lucien Bouchard qui, en encourageant le gouvernement péquiste au compromis reconnaît qu'une sortie de crise serait un gain énorme pour le Québec, Françoise David qui appuie l'inclusion de la laïcité au sein de la Charte québécoise des droits et libertés et Gilles Duceppe qui, en condamnant l'attitude fermée de Philippe Couillard relève que le débat sur la Charte des valeurs permet de soulever des questions quant au bon vivre ensemble au Québec.

Certaines interventions, aussi bien dans les lettres ouvertes, que dans les articles que nous avons utilisés aux fins de notre analyse quantitative relèvent de la nécessité de ce débat sur la place de la religion au sein de la société québécoise, ainsi que sur le besoin de baliser légalement les accommodements religieux. Si, en 2007, le gouvernement Charest avait mis en place la Commission Bouchard-Taylor, il n'en a pas suivi de législation quant à cette question d'accommodements. Avec son projet de Charte, le gouvernement péquiste apporte deux choses nouvelles : la réouverture du débat et la volonté de légiférer.

En souhaitant réinscrire les principes de laïcité et de neutralité de l'État, d'égalité homme femme, ainsi que les nouvelles balises quant à cette question des accommodements, le gouvernement péquiste entend reprendre en mains le débat, mais aussi essayer d'assurer une sortie de crise. Si les cas des accommodements étaient jusqu'ici encadrés par les tribunaux, le PQ souhaite apporter un cadrage étatique, à la fois pour établir des critères clairs pouvant guider les institutions, mais aussi de façon à légitimer les futurs jugements. En effet, si ceux-ci sont en adéquation avec les lignes édictées par l'État québécois, nous pouvons imaginer qu'ils bénéficieraient, en plus d'un poids légal, d'un poids et d'une légitimité symbolique, puisqu'allant dans le sens des mesures gouvernementales.



Mais si le débat qui entoure la proposition de Charte des valeurs québécoises est important, la perception de celui-ci est différente en fonction de nos intervenants.

Pour Bernard Landry, ce débat est

profond et démocratique, l'un des grands de notre histoire contemporaine, et presque toujours sans dérapages [et] toujours en cours pour nous conduire à l'ultime version du projet que nous ne connaissons pas encore, mais que toutes ces discussions devraient amener au plus haut niveau de confiance rassembleuse (Landry, 2013, en ligne).

Pour Françoise David, au contraire, ce débat impose un climat malsain (Annexe 9). Lucien Bouchard s'inquiète de la pente descendante que prend le débat, « regardez les débats à l'Assemblée nationale, les incidents dans la rue ... (Annexe 2) ». Jacques Parizeau relève la peur de certains nouveaux arrivants qui craignent « de voir apparaître ici les tensions et les crises de leurs pays d'origine. Et ce qui circule sur les médias sociaux n'a rien pour rassurer (Annexe 1) ». Maria Mourani relève que « le PQ lance un débat qui divise et blesse des familles québécoises (Annexe 5) », et Gilles Duceppe préconise d'éviter les dérapages pendant le déroulement de la commission parlementaire (Annexe 6).

Si nous aborderons la question de la division des Québécois plus loin, il nous semblait pertinent de présenter ici les deux revers de la médaille quant au débat qui entoure la proposition de Charte. En effet, si nos intervenants semblent s'accorder sur la nécessité de celui-ci, ils tendent aussi à déplorer quelques débordements, ou à privilégier une posture prudente quant à l'attitude à adopter durant les débats de la commission.

## 1.2 Que faire des signes religieux ?

Si le débat est jugé comme nécessaire, un point du débat en particulier semble se retrouver dans toutes les critiques de nos intervenants. Il s'agit de l'interdiction du

port de signes religieux par les employés de la fonction publique, proposée à l'orientation trois du document d'orientations et institutionnalisée par l'article 5 du projet de loi 60.

### 1.2.1 Sur l'interdiction du port de signes ostentatoires.

Si tous semblent s'accorder sur la nécessité de donner ou de recevoir des services publics à visage découvert, dans une optique communicationnelle et sécuritaire, la mesure plus générale d'une interdiction du port de signes religieux dans la fonction publique, sans distinction par rapport au rôle et au devoir des fonctionnaires, fait-elle, fortement débat. Du moins, elle semble cristalliser les objections, puisque nos intervenants tendent à s'accorder autour des recommandations émises par le rapport Bouchard-Taylor qui affirmait en 2008 que

Nous croyons qu'une majorité de Québécois admettent qu'une interdiction uniforme s'appliquant à tous les employés de l'État, quelle que soit la nature de leur poste, est abusive, mais tiennent à ce que ceux et celles qui occupent des postes qui incarnent au plus haut point la nécessaire neutralité de l'État, comme les juges ou le président de l'Assemblée nationale par exemple, s'imposent une forme de devoir de réserve quant à l'expression de leurs convictions religieuses (Bouchard et Taylor, 2008, p.151).

À ces postes mis de l'avant par Bouchard et Taylor, Bernard Landry ajoute que les enseignants, eux non plus, ne devraient être autorisés à porter les signes de leur appartenance religieuse dans l'exercice de leurs fonctions, puisque les enseignants détiennent une certaine autorité « intellectuelle, morale, voire disciplinaire et arbitrale, pour les notes d'examen par exemple (Annexe 3). »

Dans l'ensemble, nos intervenants jugent abusive la mesure prévue d'interdire les signes religieux à l'ensemble de la fonction publique. Il est, par ailleurs, intéressant de noter que, malgré la nuance apportée par Landry, cette réaction à la troisième

orientation du document d'orientations est celle qui, à la fois, fait consensus parmi nos panellistes, mais est aussi celle dont ils parlent le plus. En effet, cette opposition unanime semble par ailleurs faire apparaître plusieurs incohérences et problématiques quant à la question du vivre ensemble dans une société laïque.

### 1.2.2 Quelle place pour le crucifix ?

La première incohérence, soulevée par une majeure partie de notre panel tient dans la question du crucifix à l'Assemblée nationale. Nous avons déjà soulevé cette question dans notre analyse de la Charte des valeurs au chapitre précédent. Nous avons, par ailleurs, relevé, en page 13 du document d'orientations, une nuance émise quant au caractère laïc de la société, qui édictait que « [l]'affirmation de la laïcité ne devrait pas avoir pour effet de supprimer tout référent historique qui a une connotation religieuse et patrimoniale ». Rappelons que, dans le document d'orientations, nous ne trouvons pas de précision quant au caractère patrimonial des symboles religieux invoqués ici.

Le crucifix à l'Assemblée nationale a été installé, rappelons-le, par Maurice Duplessis en 1936 alors qu'il était encore premier ministre du Québec (Encyclopédie du parlementarisme québécois, 2012, en ligne). Nos intervenants s'accordent sur cette question du traitement du crucifix, puisque nombreux sont ceux qui proposent de retirer le crucifix de l'Assemblée nationale. Françoise David propose, par ailleurs, de le remplacer par une fleur de lys, usant du poids symbolique de cet élément comme d'un possible signe rassembleur de la société québécoise. Sur la question du crucifix, Lucien Bouchard et Bernard Landry se montrent cependant les plus acerbes. Tous deux mettent en effet de l'avant un argument d'autorité basé sur l'avis de l'assemblée des évêques de retirer ce symbole religieux. Landry souligne par ailleurs le fait que cette assemblée des évêques partage le même point de vue que le groupe féministe

Femen. La corrélation logique entre les deux groupes est difficile à mettre en place. Si l'un représente un regroupement religieux, l'autre s'oppose, notamment, à toute forme de domination religieuse dans la société. Mais c'est justement dans cet antagonisme extrême que Landry souhaite puiser une certaine légitimité pour ses propos. En unissant ces deux groupes que tout oppose, et qui détiennent chacun un certain point symbolique quant à la question religieuse, Landry n'a alors plus besoin d'avoir recours à tout autre argument rationnel, ce qu'il admet lui-même en écrivant que « quand les évêques et les Femen convergent, il est clair que la question est réglée ». De Lucien Bouchard, nous soulevons ici le même usage de l'avis de l'assemblée des évêques, mais il n'hésite pas non plus à ironiser sur le caractère flou de la différenciation entre signe religieux et patrimoine lorsqu'il interroge « est-ce qu'on voudrait être plus catholique, pardon plus patrimonial, que les évêques ? »

### 1.2.3 La question de l'exemption

Si la question du crucifix, à elle seule, peut nous porter à nous questionner sur la cohérence du projet de Charte des valeurs, un second point fait l'unanimité auprès de nos intervenants. Il s'agit ici de la question du droit de retrait, proposé dans l'orientation trois du document d'orientations et pouvant être accordé à « une municipalité, y compris les arrondissements, un établissement public de la santé et des services sociaux, un CÉGEP et un établissement universitaire » (p.15). Les membres de notre panel y voient dès lors une façon de diviser la population québécoise.

Bouchard souligne que « ça divise Montréal et les régions, les minorités les unes contre les autres (Annexe 2) », Landry dit « je ne crois pas non plus que les exemptions institutionnelles ou géographiques, évoquées par certains ministres, soient pertinentes. Le Québec doit être rassembleur de Ville-Saguenay à Ville-Mont-

Royal. Nos valeurs doivent nous unir et non nous diviser (Annexe 3) ». Jacques Parizeau parle lui d'embarras pour le fervent défenseur de la laïcité en invoquant le droit de retrait qui « serait accordé aux hôpitaux, aux municipalités, aux cégeps et aux universités, que le foulard sera interdit aux enseignants, mais pas aux élèves, aux fonctionnaires, mais pas aux élus (Annexe 1) ».

La question du droit de retrait pour certaines organisations et municipalités fait alors naître deux interrogations étroitement liées quant au projet péquiste. La première, soulevée par nos intervenants concerne la question de la division des Québécois. En effet, rappelons que le document d'orientations du PQ proposait la possibilité d'un droit de retrait notamment pour les municipalités les CPE, les universités, les services sociaux et de santé, sous couverts, pour ces derniers, que surtout à Montréal, certains de ces établissements sont historiquement liés à certaines communautés.

La seconde, relevée notamment par Françoise David (Annexe 9), concerne la question de l'égalité des droits. En effet, le gouvernement péquiste souhaite imposer, avec son projet de Charte, une interdiction lourde quant au port de signes religieux. Si l'article 9 de la Charte québécoise des droits et libertés prévoit que « [l]es libertés et droits fondamentaux s'exercent dans le respect des valeurs démocratiques, de l'ordre public et du bien-être général des citoyens du Québec. La loi peut, à cet égard, en fixer la portée et en aménager l'exercice (Québec, 2014, en ligne) », nous pouvons nous interroger sur le caractère démocratique de l'interdiction du port de signes religieux.

## 2 Conséquences civiques : Laïcité de l'État ou laïcité des individus ?



Nous venons de soulever très brièvement la question de l'égalité qui entoure la proposition de Charte, il est temps maintenant de nous y intéresser de plus près. Nous souhaitons ici aborder la conception de la laïcité qui découle du projet.

L'inégalité créée par la volonté d'interdiction du port de signes religieux pour les employés de la fonction publique tend à entraîner des réactions de la part de nos intervenants. Jacques Parizeau n'hésite pas à faire un long retour sur l'historique de la laïcité au Québec en s'étonnant de la volonté du gouvernement péquiste à légiférer sur la question religieuse. Il invoque alors le rôle central de la Révolution tranquille qui a, peu à peu permis de déconfessionnaliser les hôpitaux et l'Éducation, de la prière à l'Assemblée nationale qui s'est transformée en moment de recueillement, finalement, d'une laïcité québécoise factuelle. Françoise David, quant à elle, se montre tranchée lorsqu'elle dit que

l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions et celles du ministre concernant les signes religieux sont marquées par l'inégalité. À Québec solidaire, nous faisons une différence entre la neutralité religieuse des institutions et celle des individus. Nous croyons qu'une personne peut agir avec loyauté et professionnalisme, tout en arborant un signe religieux (Annexe 9).

La façon dont est perçue la laïcité dans le projet de Charte des valeurs tend donc à poser problème, puisqu'elle s'adresse avant tout aux individus qui constituent la fonction publique. Et plus particulièrement, à certaines catégories de la population pour lesquelles « cacher » un signe religieux tient de l'impossible. Françoise David et Jacques Parizeau dénoncent ouvertement un ciblage envers les femmes musulmanes.

Dans les paroles de Françoise David que nous avons rapportées plus tôt, celle-ci reconnaissait alors aux individus une certaine rationalité. Leur religion ou leurs croyances ne définissent en rien leur aptitude à mener à bien les tâches qui leur

incomber. Dès lors, le port de signes religieux ne présuppose ni un traitement différencié des tâches, ni un rejet de l'État québécois, ni une forme de prosélytisme.

La vision mise de l'avant par Françoise David s'oppose dès lors clairement à une conception essentialisante de la religion qui semble être centrale à la Charte des valeurs. En effet, en prônant l'interdiction de signes religieux dans un but de resserrer le lien civique, le projet du ministre Drainville tend à créer une corrélation entre les signes religieux et une exécution de tâche professionnelle biaisée. L'individu est, dès ce moment, rattaché quasi naturellement à son signe religieux, le rendant forcément orienté idéologiquement et personnellement.

## 2.1 Crise sociale

Le point de vue de nos intervenants exprimé dans le paragraphe précédent peut choquer, voire même déplaire. Ces interventions rappellent cependant une idée émise par le rapport Bouchard-Taylor, dans lequel il est possible de lire

La « vague » des accommodements a manifestement heurté plusieurs cordes sensibles des Québécois canadiens-français de telle sorte que les demandes d'ajustement religieux ont fait craindre pour l'héritage le plus précieux de la Révolution tranquille (tout spécialement l'égalité homme femme et la laïcité). Il en a résulté un mouvement de braquage identitaire, qui s'est exprimé par un rejet des pratiques d'harmonisation. Chez une partie de la population, cette crispation a pris pour cible l'immigrant qui est devenu en quelque sorte un bouc émissaire. [...] Les membres de la majorité ethnoculturelle craignent d'être submergés par des minorités elles-mêmes fragiles et inquiètes de leur avenir (Bouchard et Taylor, 2008, p. 18).

Nous remarquons alors qu'une certaine peur de l'Autre s'est instituée au Québec depuis le début des années 2000. Cette crainte est, par ailleurs, instrumentalisée à des fins politiques. Dans le cas des accommodements raisonnables, Chahid citait Heidrich pour aborder cette question de l'instrumentalisation de la peur :

Face au risque, l'individu réagit en fonction de sa propre histoire tout comme aux stimuli induits par son environnement social. Mais dans un monde globalisé, médiatisé – sur fond de sensationnalisme – et dématérialisé, il est difficile de se positionner face à sa propre réalité. À travers le prisme des médias, les crises envahissent la réalité pour en modifier la perception donnant parfois aux événements lointains ou peu probables plus de consistances que le quotidien. L'inquiétude, la peur et l'angoisse trouvent ici leurs fondements dans la lumière aveuglante des faits surreprésentés (Heidrich, dans Chahid, 2011, p.216).

Dans la lignée de cet argument, Chahid ajoute que « par peur d'une perte d'identité québécoise, ils [les médias] incitent à une urgente et nécessaire réactivation des mythes fondateurs de la nation (ibid., p.217) ».

Mais qu'en est-il de la situation présente ? Comme point de départ sur notre réflexion, reprenons les paroles du ministre Drainville adressées en introduction du document d'orientations « Parce que nos valeurs, on y croit ». Il précise que, au Québec, « la question des accommodements religieux n'est toujours pas réglée (2013, p.3) », rappelant alors « les valeurs fondamentales qui animent la société québécoise : la laïcité des institutions de l'État, l'égalité entre les femmes et les hommes et la primauté du français (Idib., p.3) ».

La question centrale de la crise des accommodements raisonnables n'est alors pas réglée, puisque « les questions soulevées par la « crise » des accommodements raisonnables étaient encore en suspens (Ibid., p.3) ». L'attitude que prend le gouvernement péquiste est donc d'offrir une solution à un problème institutionnalisé à travers la mise en place de la Commission Bouchard-Taylor en 2007, d'ailleurs, certains de nos intervenants saluent le courage du ministre Drainville de prendre en main un sujet qui a été délaissé par les libéraux (Annexe 2, Annexe 3, Annexe 6),

rappelant dès lors le mythe du sauveur de Girardet, quand le gouvernement péquiste, à travers sa Charte

[procède et participe] d'un même mouvement, quête d'une identité à reconquérir et rechercher de nouvelles formes de solidarité. [...] Pour ceux qui le reconnaissent comme le substitut d'une puissance paternelle défaillante aussi bien que pour ceux qui voient en lui le jeune chef secrètement espéré, tout à la fois dominateur et complice, peut-être même est-ce en tant qu'instrument de communion, agent de médiation et de coagulation sociales, que le héros salvateur s'impose d'abord aux esprits et aux cœurs. [...] Autour de lui, dans la soumission, la dévotion ou l'enthousiasme, une vie collective se restructure, les fidélités se reconstituent, les échanges affectifs se rétablissent, une nouvelle trame sociale se consolide (Bouchard et Taylor, 2008, p.151)

Mais face à ce ton rassurant et à cet objectif louable de souder de nouveau la société québécoise en légiférant sur les demandes d'accommodements raisonnables, nos participants opposent une instrumentalisation de la peur de l'intégrisme religieux. Jacques Parizeau va même jusqu'à prêter au gouvernement québécois « l'air de vouloir poser un geste pour commencer à limiter le soi-disant danger de « l'invasion de l'extrémisme » (Annexe 1) ». Pour Françoise David, par ailleurs, la situation est sans appel puisque le gouvernement péquiste instrumentalise la peur de l'Autre alors qu'il n'existe pas au Québec de menace intégriste (Annexe 9).

Faisons rapidement le point. Selon une majorité de nos intervenants, le débat sur la Charte des valeurs est nécessaire puisqu'il est fondamental que la société québécoise réaffirme, dans sa Charte des droits et libertés, le caractère laïc de l'État québécois, l'égalité entre les femmes et les hommes et que soit réglée, de façon quasi constitutionnelle, la question des accommodements religieux. Mais, face à cela, certains de nos intervenants dénoncent une instrumentalisation de la peur de la montée de l'extrémisme. Et c'est dans cette peur irrationnelle que se nourrit la crise des représentations qui a lieu au Québec.

Pour Jacques Parizeau, c'est cette instrumentalisation de la peur de l'islamisme qui permet au gouvernement péquiste de trouver des appuis.

Et cela peut se comprendre. À peu près le seul contact que la plupart des Québécois ont avec le monde islamique, c'est image de violence, répétée à l'infini : guerres, émeutes, bombes attentats du World Trade Center et du marathon de Boston ; c'est l'image aussi de la subordination de la femme à l'homme et de la violence qu'on lui inflige lorsqu'elle cherche à s'en dégager. Le réflexe est évident : pas de ça chez nous ! (Annexe 1).

### 3 Une division identitaire ?

#### 3.1 Division des Québécois.

La majorité de nos intervenants tend à définir l'identité de la société québécoise en des termes relativement similaires, ou du moins élogieux. Pour Lucien Bouchard elle est tolérante, ouverte, pour Bernard Landry, elle est emprunte de valeurs sociales telles que la solidarité sociale, la répartition de la richesse, le soutien à la vie familiale, le rôle des femmes dans la société. Pour Parizeau, la société québécoise est laïque, neutre religieusement, et cette transition s'est faite sans heurts, dénotant alors d'une certaine ouverture. Cette posture ouverte se retrouve aussi dans le discours de Maria Mourani qui y ajoute une volonté de lutte contre l'exclusion. Pour Gilles Duceppe, la caractéristique principale de l'identité québécoise tient dans la langue française. Pour Françoise David, la souveraineté fait entièrement partie du projet identitaire québécois, et la Charte des valeurs tend à donner à ce projet un caractère non inclusif préjudiciable.

Cependant, si l'objectif du ministre Drainville était de recréer une certaine cohésion au sein de la société québécoise, nos intervenants semblent s'accorder sur un point : le débat sur la Charte des valeurs divise la société québécoise.



Pour Bouchard, le compromis proposé par Parizeau quant à l'application de l'interdiction du port de signes religieux pour les seuls postes exerçant un pouvoir de coercition permettrait au PQ de faire un triomphe. « Au lieu de diviser les Québécois, ça les rassemblerait, je pense que tout le monde serait rassuré et même fier. Ce serait une charte de la laïcité, pas des « valeurs ». Ça montrerait qu'on est capable de se réunir autour de grands enjeux (Annexe 2) ». Deux choses sont à relever ici. Une opposition au nom proposé pour la Charte, qui « des valeurs » deviendrait « de la laïcité », assurant dès lors un caractère plus inclusif. Mais aussi la nécessité pour le Québec de se réunir autour d'idées rassembleuses, autour de sujet portant à la solidarité et l'harmonie plutôt qu'à un clivage et une hiérarchisation sur des critères religieux. Le problème lié à l'intitulé de la Charte est par ailleurs appuyé par Bernard Landry. Quant à la division des Québécois, pour lui, elle repose principalement sur le possible droit d'exemption que nous avons abordé précédemment. Jacques Parizeau s'inquiète, pour sa part, du ciblage des femmes musulmanes qui semble être attendant au débat sur la Charte.

Gilles Duceppe, une fois de plus, exprime son opinion quant à la Charte des valeurs québécoises en se plaçant en opposition face aux paroles de Philippe Couillard, chef du PLQ. Cependant, Duceppe pointe tout de même d'une certaine division de la société québécoise lorsqu'il dit que « le chef du PLQ va plus loin en affirmant que le Québec n'a pas besoin d'une loi pour affirmer notre identité et pour permettre à celle-ci de s'épanouir (Annexe 4) ». Il prend alors l'exemple de la loi 101 qui a été un outil essentiel à l'épanouissement de la langue française au Québec. En mettant en doute les paroles de Philippe Couillard, Duceppe tend à mettre le doigt sur la nécessité d'une légifération dans le but de ressouder l'identité québécoise.

Pour Françoise David, « quand (la polarisation) se fait sur des questions d'identité, malheureusement, ça se fait sur le dos des minorités, ça se fait sur le dos des gens

vulnérables (Annexe 9) ». Elle va d'ailleurs plus loin, prenant à partie Pauline Marois lors d'un des débats des chefs. Elle s'adresse à elle dans ces mots

Quand vous étiez dans ce studio en 2012 lors de la dernière campagne électorale dans un face-à-face avec Jean Charest, vous avez dit à M. Charest qu'un premier ministre, ça ne doit pas diviser les Québécois. Et moi Mme Marois, je suis obligée de constater depuis huit mois que votre projet de charte des valeurs, ça a profondément divisé le Québec (Annexe 9).

Pour Françoise David, si le débat sur la Charte des valeurs divise profondément les Québécois, un simple compromis permettrait de ramener l'harmonie au sein de la société. À ces fins, elle a déposé, avec Québec solidaire, le 9 octobre 2013, le projet de loi n°398 : Charte de la laïcité de l'État québécois (Assemblée nationale, 2013, en ligne). Cette initiative du parti solidaire tend à prouver deux choses : un compromis peut être trouvé si le projet de Charte des valeurs se penche sur la question de la laïcité avant tout, et la conception de la laïcité pour QS touche l'État québécois, ses institutions, mais pas les individus qui le composent.

Enfin, pour Maria Mourani, la division de la société repose avant tout sur le caractère exclusif mit de l'avant par la Charte. En effet, elle écrit que

Depuis des années, je fonde mon action politique sur l'idée d'égalité citoyenne. Il n'y a qu'une catégorie de québécois : ceux qui ont fait du Québec leur maison. L'identité québécoise se construit par la participation des citoyens à la société, et ce, via l'éducation, la vie démocratique, associative et communautaire, les médias, le commerce, la politique et surtout par l'accès à l'emploi. Nous sommes tous Québécoises et Québécois sans exception (Annexe 5).

Cette citation de Maria Mourani est pour le moins évocatrice. En mettant de l'avant la participation citoyenne basée sur un choix personnel et rationnel de l'individu, Maria Mourani s'insère clairement dans une conception civique du modèle national. Son discours dénote de l'usage des institutions démocratiques à la fois comme formatrice

des individus, mais aussi construites par ceux-ci. La culture québécoise est alors avant tout politique.

Ainsi, l'ensemble de nos intervenants tend à l'accorder sur la nécessité d'arriver à un compromis concernant la Charte, dans l'optique de mettre fin à la division des Québécois que celle-ci a tendu à entraîner ou à aggraver.

### 3.2 La souveraineté face à la Charte

Mais si chacun est d'accord pour se diriger le plus rapidement vers une sortie de crise, les enjeux et motivations ne sont pas les mêmes. S'il est bien un critère que nous avons jusqu'ici un peu mis de côté, c'est l'appartenance de chacun des membres constituant notre panel au mouvement souverainiste québécois. Nous nous étions plus tôt posé la question de savoir s'il existait des dissensions au sein du mouvement souverainiste concernant la Charte. Si nous avons pu voir jusqu'ici que nos intervenants s'opposaient à certaines mesures, il nous semble maintenant important d'aborder la question de la souveraineté de face.

#### 3.2.1 La Charte en opposition au multiculturalisme

Deux questions se posent quant à la problématique du souverainisme dans ce contexte de Charte des valeurs. D'abord, l'image qui est donnée au Québec concernant sa gestion de la diversité, et l'opposition du mouvement souverainiste à la doctrine multiculturelle.

En ce qui concerne la question de l'objectif du mouvement souverainiste, un Québec souverain et indépendant, le débat sur la Charte tend à soulever certaines problématiques. En effet, en donnant l'image d'un projet qui tend à exclure certaines

franges de la population d'une conception de l'identité nationale sur la base de leur appartenant religieuse, le Québec envoie un reflet qui peut s'avérer peu flatteur. Nos intervenants s'accordent d'ailleurs sur ce point. Bouchard dit par exemple que les débordements qui entourent le débat sur la Charte, « ce n'est pas bon pour le Québec ni pour la perception de ce que serait un Québec souverain, qui exercerait ses pouvoirs sans contraintes. Ça affecte la réputation du Québec. Et ce n'est pas comme ça que l'on va mobiliser les jeunes pour l'avenir (Annexe 2) ». Jacques Parizeau et Bernard Landry se rangent, comme nous le verrons un peu plus loin, derrière une opposition au multiculturalisme, Maria Mourani dénonce que « le PQ regroupe le plus grand nombre d'indépendants au Québec. Sa volonté politique actuelle d'exclure les croyants non discrets de la fonction publique est révélatrice d'un changement d'attitude politique (Annexe 5) ». De son côté, Françoise David regrette que le gouvernement soit « en train de dire à la population : notre projet de souveraineté, bien, ce n'est pas un projet inclusif (Annexe 9) ». Gilles Duceppe, quant à lui, se rattache à l'idée d'une nation québécoise bâtie sur la langue, dont l'émancipation a été permise par la loi 101. René Lévesque, qui tout au long de l'argumentaire de Duceppe, et de certains autres intervenants, prend alors la place du héros, de la figure mythique du sauveur de la souveraineté québécoise.

Nous parlions plus tôt de la position de Landry et de Parizeau qui, pour défendre l'idée d'un Québec souverain, s'opposaient à la doctrine multiculturaliste. Revenons là-dessus. Bernard Landry nous écrit, dans sa lettre ouverte que

Le Québec, multiethnique depuis sa naissance, n'est pas et ne doit pas être multiculturel. Le multiculturalisme est une doctrine perverse qu'Ottawa nous a grossièrement imposée. Le Canada est le seul pays à avoir constitutionnalisé cette aberration. Ceux qui la pratiquent sont en repentance, même la Grande-Bretagne et le Canada, à bien des égards, commencent à regretter leur erreur. La Charte jouit même d'un étonnant soutien dans l'opinion ontarienne. Pour ces raisons, j'ai globalement défendu et défends

toujours le projet du gouvernement et ses fondements incontestables (Annexe 3)

Cette déclaration de Landry nous permet de relever plusieurs éléments : d'abord, il reconnaît ouvertement le caractère pluriel de la société québécoise, cette reconnaissance nous amène à l'élément suivant, qui est celui de la nécessité d'organiser la société autour de principes permettant de gérer cette diversité. Pour ce point, Landry se range du côté du gouvernement péquiste et de sa proposition de Charte. Enfin, l'idée principale de ce paragraphe tient dans le refus et le rejet total de la doctrine multiculturelle. Nous pouvons estimer que ce rejet découle de deux choses : l'origine de la doctrine, d'abord, puisque laissant le peuple québécois, peuple fondateur du Canada, au rang de simple communauté culturelle, et l'idée de « mosaïque interculturelle » présentée plus tôt, qui assure aux individus la continuité de leur spécificité culturelle. Cette seconde idée prend une tout autre direction que la volonté de conciliation des différentes origines et cultures proposées dans le modèle interculturel, puisque ce dernier insiste sur

la notion de réciprocité, l'intégration n'étant pas un processus à sens unique. La société d'accueil, de diverses façons, doit faciliter l'insertion et l'adaptation des immigrants. En retour, ces derniers acceptent de se conformer aux valeurs et aux règles fondamentales qui gouvernent la société d'accueil et s'adapter à ses institutions. (Bouchard, 2012, p.65)

À cette idée de multiculturalisme Parizeau, ajoute qu'« à Ottawa, tous partis confondus, on proclame son appui aux minorités du Québec. En fait le fédéralisme se présente comme leur vrai défenseur (Annexe 1) ».

Ces deux idées tendent à mettre de l'avant deux choses : d'abord, le Parti québécois, avec son projet de Charte des valeurs tend à diviser l'option souverainiste en proposant un projet qui contrevient à l'idéal d'inclusion de l'interculturalisme, ensuite, qu'un Québec souverain, disposant d'une pleine capacité d'action quant à son



modèle de gestion de la diversité pourrait, mais surtout devrait mettre de l'avant les caractéristiques principales de l'interculturalisme.

### 3.3 Anti-charte signifie-t-il fédéraliste ? : Le cas de Maria Mourani

Nous avons, à travers notre analyse et pendant les parties précédentes de notre réflexion, presque déjà répondu à cette question. Si la majorité des interventions des membres de notre étude nous permettent d'affirmer qu'il n'existe pas de corrélation, du fait de leur légitimité en tant que souverainistes reconnus et de leur rôle important au sein de ce mouvement, il est un cas spécifique qui nous permet d'analyser la question plus en profondeur.

En effet, à l'annonce du projet de Charte des valeurs par le gouvernement péquiste, Maria Mourani, députée fédérale d'Ahuntsic pour le Bloc québécois, s'est formellement opposée à ce projet, ce qui, par ailleurs, lui a valu son renvoi du caucus bloquiste. Dans une lettre ouverte écrite à cette période, elle reprochait au Parti québécois de vouloir modifier la Charte québécoise des droits et libertés sans consensus, et en ayant récolté moins de 40% des suffrages aux dernières élections générales, contrevenant dès lors à la tradition tacite de modification de la CQDL à vote unanime ou quasi unanime.

En plus de cette lettre ouverte, dans ses interventions médiatiques, Maria Mourani ne se montre pas tendre avec les orientations proposées par le ministre Drainville. D'un point de vue social, elle regrette par exemple que

les gens [des communautés culturelles] soient extrêmement blessés. Le lien de confiance est brisé et un lien de confiance, ça prend du temps à bâtir, a-t-elle déploré au cours d'une conférence de presse. Pour le mouvement indépendantiste, ça va être de plus

en plus difficile de convaincre ces personnes qu'elles sont québécoises à part entière (Teisceira-Lessart, 2013, En ligne)

Mais son intervention la plus remarquée sera peut-être d'avoir utilisé l'expression « nationalisme ethnique » pour parler du projet du Parti québécois. C'est par ailleurs, selon Daniel Paillé, l'usage de ces mots qui l'aura conduite à la porte du caucus bloquiste (Ibid., en ligne).

Dans une seconde lettre ouverte publiée dans *Le Devoir* le 19 décembre 2013, Maria Mourani revient sur son opinion quant à la Charte des valeurs, mais fait surtout valoir son changement d'orientation politique. En effet, dans cette lettre, elle affirme avoir renoncé à la souveraineté au profit du mouvement fédéraliste. Ses arguments reposent sur la « décision du PQ de faire des élections sur le dos des croyants au détriment du « bon vivre ensemble » au Québec (Annexe 5) », sur l'idée de construction d'une identité autour du principe d'égalité citoyenne dont nous avons parlé précédemment et basée autour d'une culture politique commune, de lutte contre l'exclusion, d'ouverture. Elle revient d'ailleurs sur le caractère contraire à la tradition de vouloir modifier la CQDL sans unanimité à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, ici aussi, la figure emblématique de René Lévesque est utilisée pour appuyer un propos.

Finalement, selon Mourani, l'argument principal de sa pensée tient dans une de ses phrases. Elle écrit en effet qu'elle en est « arrivée à la conclusion que [son] appartenance au Candaa, avec notamment la Charte canadienne des droits et libertés, protège mieux l'identité québécoise de toutes les citoyennes et de tous les citoyens du Québec. Je ne suis plus indépendantiste (Annexe 5) ». Deux idées sont alors ici mêlées. D'abord, le caractère constitutionnel de la Charte canadienne des droits et libertés tend à lui assurer plus de stabilité que son pendant québécois. Ensuite, que le multiculturalisme et son idée de mosaïque culturelle protégeraient mieux l'identité

des Québécois du fait qu'elle ne brimerait pas l'appartenance ethnique et religieuse des individus.

Pour cette raison de « mosaïque culturelle » que nous abordions plus tôt et donc de cohabitation, plutôt que d'intégration au sein d'une société qui en échange d'un effort d'adaptation et d'intégration demande une conformation aux institutions communes, le modèle multiculturel prône l'existence d'une multitude de communautés culturelles dont les droits seraient les mêmes qui auraient le droit de garder leur spécificité culturelle. Ainsi, les propositions faites d'une part par le gouvernement péquiste et d'autre part par une Maria Mourani fraîchement fédéraliste se placent, à notre sens, de façon diamétralement opposée sur l'échiquier de la conceptualisation nationale. Le projet de Charte dénote d'une volonté originelle civique, il est difficile de passer à côté de la caractéristique davantage ethnique entraînée par l'exclusion d'une certaine catégorie de la population sur la seule base de son appartenance religieuse. De l'autre bord, Maria Mourani et son appui au multiculturalisme s'insèrent dans une catégorie tout à fait civique, au sens où la culture commune unissant la société est celle des institutions et des droits. De fait, il n'est nul besoin de légiférer sur la question de la préséance des droits de certains individus face à d'autres. Nuançons cependant en ajoutant que le modèle de conception civique de la nation n'est pas l'apanage de la doctrine multiculturelle et du gouvernement fédéral.

#### 4 La perception de l'imaginaire national

Au-delà de notre question centrale qui portant sur les possibles dissensions au sein du mouvement souverainiste concernant la réception du projet de Charte des valeurs, l'autre point sur lequel nous avons porté notre intérêt était d'essayer de faire émerger une certaine conceptualisation de la nation pour chacun des intervenants que nous avons choisis, à savoir six personnalités politiques rattachées au mouvement

souverainiste : Lucien Bouchard, Françoise David, Gilles Duceppe, Bernard Landry, Maria Mourani et Jacques Parizeau. Pour ce faire, nous avons employé une stratégie de recherche mixte.

Des résultats que nous avons présentés plus tôt, nous pouvons dégager ce qui suit. Bernard Landry et Lucien Bouchard se sont annoncés comme supportant l'opinion émise par Jacques Parizeau. À savoir que le projet de Charte, dans sa volonté de réaffirmer le caractère laïc des institutions publiques ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne présentait une option favorable à la mise en avant de la cohésion de la société québécoise autour de principes fondamentaux communs. Cependant, tous trois ont porté une vive opposition à la troisième orientation proposée dans le document « Parce que nos valeurs, on y croit », à savoir l'interdiction du port de signes religieux pour les employés de la fonction publique. Suivant davantage les recommandations du rapport Bouchard-Taylor sur la question, ils ont proposé que cette interdiction se soit effective que pour les professions venant avec un pouvoir de coercition : les policiers, juges, magistrats et gardiens de prison. À cette liste, Bernard Landry rajoutait cependant les professeurs, puisqu'à son sens, ils exercent un certain pouvoir d'autorité dans l'exercice de leurs fonctions.

La position mise de l'avant par ces trois anciens premiers ministres tend à s'insérer dans un modèle pluraliste de gestion de la diversité, et particulièrement dans le modèle interculturel mis de l'avant par le rapport Bouchard-Taylor, puis par Gérard Bouchard dans l'ouvrage *L'interculturalisme* publié en 2012. En effet, leur opinion souligne la nécessité de mise en place de valeurs fondamentales communes structurant la société québécoise, auxquelles l'ensemble des Québécois devrait se conformer, qu'ils soient Québécois dits « de souche » ou appartenant à une minorité culturelle. En rejetant l'interdiction du port de signes religieux pour l'ensemble des employés de la fonction publique, les trois hommes s'opposent par ailleurs à

l'exclusion de certaines franges de la population sur un caractère d'appartenance religieuse. Ils reconnaissent alors que la religion n'est pas une caractéristique essentialisante et que l'appartenance à une certaine confession ne définit par les actions professionnelles des individus. Là où ce groupe de personnalités politiques se dissocie d'un modèle purement civique de gestion de la diversité repose dans la reconnaissance d'une histoire commune, de symboles et de mythes communs, notamment autour de la loi 101 sur la protection de la langue française et de la personne de son architecte, René Lévesque, qui détient dans leur discours un poids symbolique très fort et s'impose comme un point de référence dans la revendication de la souveraineté québécoise.

Si elle n'appuie pas directement Jacques Parizeau comme l'ont fait Lucien Bouchard et Bernard Landry, Françoise David s'insère elle aussi dans cette conception pluraliste de la nation. Elle prône en effet la cohésion sociale autour de valeurs fondamentales, allant même jusqu'à déposer un projet de loi sur la laïcité de l'État avec Québec solidaire, peu après l'annonce du projet de Charte des valeurs québécoises. Dans son discours, elle met à la fois de l'avant la nécessité de prendre en compte les minorités au Québec, regrettant que le projet de Charte tende à les fragiliser toujours un peu plus, et n'hésite pas à faire appel aux symboles communs, ici la fleur de lys comme remplaçante du crucifix au Salon bleu de l'Assemblée nationale.

En s'opposant à l'exécution de l'interdiction du port de signes religieux pour les membres de la fonction publique n'ayant pas de pouvoir de coercition, nos intervenants présentent une vision de l'identité nationale qui tend à se rapprocher davantage des modèles civique et interculturel de conceptualisation de la nation. Les droits individuels, et notamment le droit fondamental de religion sont alors privilégiés face à une laïcité sans nuances qui, finalement tend à uniformiser la société selon des codes qui répondent aussi bien de la croyance catholique, puisque n'étant plus



soumise à un code vestimentaire, que de l'athéisme. Parizeau exprime d'ailleurs cette idée lorsqu'il dit qu'« en tout cas, quand un gouvernement a l'air de vouloir poser un geste pour commencer à limiter le soi-disant danger de "l'invasion de l'extrémisme", le premier réflexe est d'applaudir. Cela n'est pas étonnant. (Annexe 1) » L'idée principale n'est plus de faire de la société québécoise un lieu de cohabitation harmonieuse entre québécois de confession et d'origine différente, mais de ne pas créer de remous, de ne pas choquer la population québécoise.

Pour Gilles Duceppe, s'il semble s'insérer dans un idéal interculturel, au même titre que les quatre intervenants précédents, au sens où il reconnaît la diversité culturelle au sein de la société québécoise et qu'il appuie à la fois la nécessité de baliser les accommodements religieux et celle d'arriver à un compromis concernant la Charte de façon à permettre à la société québécoise de vivre ensemble de façon harmonieuse, sa position quant aux attributs de l'identité et de la nationalité québécoises semble plus tranchée. En effet, selon Gilles Duceppe, la langue française joue un rôle très important dans l'affirmation et la diffusion de l'identité et de la nation au Québec. Il recommande d'ailleurs qu'une législation soit mise en place quant à la position de la religion dans la société québécoise en se basant sur l'exemple de la loi 101. En ce sens, pour lui, la loi 101 aura permis de consolider et de légitimer la langue française, lui conférant dès lors un statut légal venant appuyer le poids symbolique dont elle bénéficiait déjà. Le rôle central que tient la langue française au Québec qui est ici mis de l'avant par Gilles Duceppe tend à se rapprocher des idées de survivance et de différenciation par la langue qui ont pu être portées à travers l'histoire du Québec, à la nuance près que, dans cette situation précise, la langue est aussi perçue par Duceppe comme moyen de revendication et de réaffirmation identitaires. Donner un statut légal à la laïcité au Québec permettrait alors de lui conférer le même poids que celui que Duceppe perçoit dans la langue française.

Enfin, le cas de Maria Mourani est un peu particulier. En effet, cette dernière a clairement exprimé son opposition au projet de Charte du gouvernement Marois dès sa sortie, allant jusqu'à qualifier celui-ci de nationalisme ethnique. Cette sortie dans l'espace public lui a, par ailleurs valu de se faire exclure du caucus bloquiste. Elle siège depuis à l'assemblée en tant que députée indépendante. Mais la particularité réelle du cas de Maria Mourani tient dans son changement d'orientation politique. En effet, si elle a siégé avec le Bloc québécois depuis le milieu des années 2000, à la suite de son opposition à la Charte des valeurs, Maria Mourani s'est déclarée ne plus être indépendantiste. Ce revirement soulève certaines questions, dont celle d'une possible corrélation entre une opposition à la Charte et un engagement fédéraliste. Si, aux vues des opinions des autres membres de notre panel à l'étude ici nous rejetons ce lien de causalité, nous relevons cependant que dorénavant, aux yeux de Maria Mourani, la doctrine multiculturelle s'impose désormais comme le meilleur défenseur de l'identité québécoise. Nous pouvons tout de même intégrer la position de Maria Mourani dans un modèle davantage civique. En effet, au long de son argumentaire, la députée indépendante a insisté sur la nécessité de créer une culture politique commune, à laquelle les individus peuvent adhérer sur un choix purement rationnel. De plus, en prônant la doctrine multiculturaliste qui, comme « mosaïque interculturelle » entend accorder à chacun le droit de conserver sa spécificité culturelle, Maria Mourani se détache de l'idée du modèle pluraliste selon laquelle la société reste tout de même soudée autour de « sources historiques qui expliquent des attachements émotifs (Labelle, 2007, en ligne) ».

En conclusion, il nous est possible de mettre en évidence des réactions mitigées quant au projet de Charte du gouvernement péquiste. Si certains points comme la nécessité de baliser les accommodements raisonnables dans la loi, de réaffirmer l'égalité entre les femmes et les hommes dans la Charte québécoise des droits et libertés, ou encore de donner et de recevoir des services publics à visage découvert, reçoivent un accueil favorable de la part de nos intervenants, d'autres idées portées par le document

d'orientation, puis par le projet de loi 60 sont perçues comme négatives par notre panel. En effet, les questions de l'interdiction du port de signes religieux par l'ensemble des membres de la fonction publique et le ciblage qui en découle concentrent les critiques chez nos six personnalités politiques. La question du crucifix est un autre point de rupture entre nos intervenants et le projet de Charte.

Pour ce qui est de la question du discours politique, nous pouvons retrouver, à travers les différentes prises de parole de nos intervenants les cinq fonctions mises de l'avant par Vincent Lemieux (2007, en ligne). Ainsi, la fonction d'affichage peut se retrouver notamment dans la nécessité de légiférer sur la question de l'identité québécoise mise de l'avant par Gilles Duceppe. En effet, en mettant en parallèle cette nécessité et l'impact positif de la loi 101 sur la langue française comme garante de l'identité québécoise, il tend à confirmer que le projet de Charte des valeurs est conforme à son objectif de redéfinition d'une identité québécoise forte et légitimée à travers des moyens légaux. La fonction d'occultation peut, quant à elle, être retrouvée à travers le discours de Bernard Landry lors qu'il est le seul de nos intervenants à faire état d'un débat sans heurts au sein de la société québécoise.

La fonction de légitimation peut se retrouver à travers le discours de certains de nos intervenants lorsqu'ils dénoncent notamment une montée de l'intégrisme religieux au Québec pour appuyer la nécessité de légiférer sur la question du port de signes religieux, ou encore lorsqu'ils font état de cas d'accommodements jugés comme « déraisonnable » pour justifier la nécessité d'accorder une place à des balises claires quant aux accommodements religieux au sein de la Charte québécoise des droits et libertés. Cette fonction se retrouve aussi à travers l'utilisation de la figure mythique de René Lévesque à travers le discours de nos intervenants pour donner à leur argumentaire un poids symbolique important.

La fonction de contestation peut, quant à elle se retrouver lorsque nos intervenants reprochent au Parti libéral de n'avoir pas agi à la suite de la présentation du rapport Bouchard-Taylor, ou encore à travers le discours de Gilles Duceppe lorsqu'il met de l'avant les contradictions entre le discours de Philippe Couillard quant au projet de Charte et les pratiques de son parti. Enfin, la fonction de traitement des contradictions peut se retrouver à travers le traitement de la question du crucifix à l'Assemblée nationale ou encore à travers la question de l'interdiction du port de signes religieux par l'ensemble de la fonction publique qui pourrait être résolu en se référant aux propositions émises dans le rapport Bouchard-Taylor.

## CONCLUSION

En conclusion, nous avons souhaité, tout au long de ce travail, discuter des réactions soulevées au sein du mouvement souverainiste par l'annonce d'un projet de Charte des valeurs québécoises par le ministre Drainville en septembre 2013. Souhaitant réaffirmer les valeurs fondamentales de la société québécoise, à savoir la primauté de la langue française, l'égalité entre les femmes et les hommes et le caractère laïque et religieusement neutre de l'État québécois et baliser légalement les demandes d'accommodements religieux, le gouvernement péquiste a lancé un vaste débat de société qui a duré du mois de septembre 2013 au mois d'avril 2014, date des élections générales provinciales qui ont vu les libéraux de Philippe Couillard entrer majoritairement à l'Assemblée nationale, laissant dès lors de côté le projet péquiste.

Les grandes orientations présentées dans le document dévoilé le 11 septembre 2013 intitulé « Parce que nos valeurs, on y croit » prévoyaient, en plus d'une réaffirmation, dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne du caractère laïque de l'État québécois et de l'égalité entre les femmes et les hommes, d'imposer de donner et recevoir des services publics à visage découvert et d'interdire le port de signes religieux ostentatoires dans la fonction publique.

Rappelons rapidement les différentes étapes du développement de l'idée nationale au Québec. Fortement marqué par un clivage identitaire entre Canadiens français et Canadiens anglais, le développement du sentiment national au Québec s'est longtemps appuyé sur cette différenciation. La première apparition d'un nationalisme eut lieu avec les Rébellions patriotes qui souhaitaient se libérer du joug colonial et



fonder une République. Ces revendications étaient marquées par une volonté d'établissement d'un nationalisme civique, basé avant tout sur les droits des individus.

Après l'échec des patriotes, il aura fallu attendre le milieu du XIXe siècle pour voir réapparaître les contours d'un sentiment national au Québec. Davantage basé sur un modèle conservateur, nous avons relié ce nationalisme canadien-français, à travers notre travail, à Henri Bourassa, Lionel Groulx et Maurice Duplessis. Cette nouvelle orientation s'institue dans une position de repli face au Canada anglais et davantage dans une posture défensive. Dès lors, les principales caractéristiques de l'identité québécoise mises de l'avant reposaient sur la tradition, sur l'Église qui est alors perçue comme gardienne de la langue française et de l'identité nationale, puisqu'élément différenciateur du peuple canadien-français face au peuple canadien-anglais, et sur la langue française, dans sa relation étroite avec la religion.

Après les années 60 s'est instauré au Québec un vent de renouveau quant à l'identité nationale et sociale. En effet, une vaste entreprise de modernisation de l'État a eu lieu, entraînant une déconfectionnalisation progressive des institutions de santé et d'éducation, mais aussi une nouvelle posture identitaire. On ne parlera dès lors plus de nationalisme Canadien français, mais bien de nationalisme québécois. L'attitude est alors tout à fait différente, puisque d'une position de défense, de repli, le nationalisme québécois s'engage dans une voie davantage revendicatrice, offensive et permet au peuple de s'affirmer.

Avec l'augmentation des flux migratoires, le Québec a dû se doter de mesures de gestion de la diversité. Dans les années 90, c'est *l'Énoncé de politique* du gouvernement libéral qui s'engage dans cette voie en présentant trois caractéristiques centrales de la société québécoise et faisant partie d'un contrat moral : le français

comme langue commune, le Québec comme société démocratique et le Québec comme société pluraliste et ouverte à la diversité.

Malgré divers projets de loi qui ont suivi, le Québec s'est retrouvé, au début des années 2000 dans une sorte d'impasse identitaire, dont le moment clé aura été la mise en place de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles, aussi appelée Commission Bouchard-Taylor. Cette commission a fait suite à la médiatisation d'un certain nombre d'accommodements religieux jugés comme déraisonnables par une partie de la population. Du rapport Bouchard-Taylor, nous retiendrons la mise en avant d'un certain malaise identitaire, d'une crise des représentations sociales au sein de la population d'accueil pour laquelle l'attribution de certaines libertés ou de certains accommodements à certaines communautés reviendrait à retirer des droits et libertés à la société d'origine.

Ce serait à cette crise des représentations et du lien social qu'aurait voulu répondre le gouvernement péquiste avec sa proposition de Charte. Dans le cadre de cette étude, nous souhaitons statuer d'une possible insertion de cette Charte, et des réactions qu'elle a pu susciter auprès de notre panel d'étude, dans un modèle de conceptualisation de la nation. Rappelons maintenant brièvement les trois différents modèles que nous avons mis de l'avant.

D'abord, le modèle ethnique, qui est basé sur des caractéristiques relativement fermées, dans lequel l'appartenance à une communauté de descendance est primordial et au sein duquel « la culture, la langue et la religion sont essentialisées (Karmis, 2003, p.105) ». À ce modèle essentialiste s'oppose l'approche dite civique qui fonde « une nation politique en misant sur une citoyenneté québécoise construite autour d'une culture politique et publique commune dont le français est la langue de communication plutôt que langue de convergence culturelle (Bariteau, 2000, p.239) ». Enfin, le troisième modèle qui nous intéresse est le modèle

pluraliste qui tente de réconcilier l'ethnique et le civique et que nous pourrions définir comme

L'idée de nation garantie des droits de tous, nation qui s'incarne surtout dans l'État, ne peut se baser sur la seule rationalité de principes susceptibles de rallier les personnes de diverses origines. Elle a également des sources historiques qui expliquent des attachements émotifs (Labelle, 2007, en ligne).

Au fil de la période qui court du 11 septembre 2013 au 7 avril 2014, la Charte des valeurs du gouvernement péquiste a été vue, à la fois comme un projet souhaitant recréer une certaine solidarité sociale autour de valeurs fondamentales, comme un moyen de division des Québécois, des souverainistes, comme un outil pour rassurer cette partie de la population qui a pu se sentir lésée par les cas d'accommodements « déraisonnables », comme l'initiateur d'un vaste débat de société, ou encore, ultimement, comme un argument électoral.

Nous retrouvons, à travers le discours de nos personnalités politiques québécoises un certain nombre d'idées appuyant leur accord avec le projet de Charte des valeurs. Ainsi, la nécessité de réaffirmer l'égalité entre les femmes et les hommes, de baliser clairement les accommodements religieux ou encore de donner et de recevoir des services publics à visage découvert ont fait consensus au sein de notre panel d'étude. Cependant, à cela s'oppose un certain nombre de désaccords. De fait, la question du port de signes religieux fait débat au sein de nos intervenants, mais tous semblent s'orienter davantage vers les idées proposées par le rapport Bouchard-Taylor (2008), et ce, à quelques modifications près. Cette question d'interdiction du port de signes religieux soulève, par ailleurs, des interrogations et des inquiétudes chez nos intervenants quant à un possible ciblage de certaines franges de la population, notamment des femmes musulmanes, qui seraient plus touchées par une telle interdiction. Concernant la neutralité de l'État, c'est autour de la question du crucifix à l'Assemblée nationale que se concentrent les critiques de nos intervenants. Enfin, la

possibilité d'exemption proposée dans le document d'orientation semble faire s'accorder nos six personnalités politiques, puisqu'ils notent chacun le risque d'une division sociale qu'une telle possibilité de retrait entraînerait.

Quant à la question de la conception de l'imaginaire national mis de l'avant par nos personnalités, nous en retiendrons ceci : à travers leur discours, Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Bernard Landry s'insèrent davantage dans un modèle pluraliste tournant principalement autour des idées portées par Gérard Bouchard dans son ouvrage *L'interculturalisme* (2012). Le discours de Gilles Duceppe s'intègre lui aussi dans un cadre pluraliste, mais celui-ci accorde davantage de poids au référent culturel qu'est la langue française, lui donnant dès lors un caractère plus essentialisant que pour le reste de nos intervenants. Françoise David répond elle aussi d'un modèle davantage pluraliste, mais elle s'attache davantage à la question des droits civiques. Dans son argumentaire, on retrouve une importance donnée à la question de la différenciation entre la neutralité de l'État et celle des individus, et à l'importance de l'application du droit de l'égalité face à l'emploi. La vision de Maria Mourani s'insère, quant à elle dans un modèle purement civique, puisque son appui à la pensée multiculturelle du gouvernement fédéral nous indique qu'elle privilégie une conception de l'imaginaire national basé avant tout sur la construction d'une culture politique commune à laquelle l'adhésion serait purement rationnelle, et non motivée par des critères basés sur l'origine des individus ou leur appartenance à une communauté ethnique ou religieuse.

Finalement, nous voyons émerger du discours de nos six personnalités politiques québécoises les caractéristiques mises de l'avant par Lemieux (2007, en ligne). En règle générale, nous constatons aussi que nos intervenants semblent être sur la même longueur d'onde quant à leurs points d'accord et de désaccord sur le projet de Charte des valeurs. Ils semblent ici présenter un discours cohérent aussi bien avec les idées véhiculées par leur parti ou leur ancien parti, qu'avec les idéaux du mouvement

souverainiste portés par René Lévesque, qui est vu comme l'architecte majeur de ce mouvement. Même dans le cas de Maria Mourani, qui s'est fait exclure du caucus bloquiste suite à son opposition publique face au projet de Charte québécoise, la figure de Lévesque détient toujours un poids symbolique des plus importants, et ce malgré le fait que Mourani ait annoncé avoir rejoint le mouvement fédéraliste en novembre 2013.

S'il nous semblait pertinent de nous intéresser à la question de la Charte des valeurs du parti québécois d'un point de vue scientifique, c'est avant tout, car ce projet s'insère comme une nouvelle piste de réflexion quant à la question de la diversité ethnique et religieuse au Québec. Le rapport de Gérard Bouchard et de Charles Taylor étant toujours très présent en ce qui concerne les discussions liées à ce sujet, en nous intéressant au projet de Charte du gouvernement péquiste et à la vision de la gestion de la diversité, nous entendions faire, en quelque sorte, une actualisation de la question de la diversité au Québec. D'autre part, le projet ayant été mis en place par un parti souverainiste, il nous a semblé pertinent de présenter un certain état des lieux de la perception de la nation par des personnalités politiques rattachées à ce mouvement, notamment à travers l'angle de l'identité nationale.

Il va cependant sans dire qu'un tel sujet attise les discussions et voit s'affronter un certain nombre d'idées très tranchées sur la conceptualisation de ces grands enjeux sociétaux que sont notamment la laïcité et la place de la religion au sein de la société québécoise. Il nous aura donc fallu passer à travers nos convictions personnelles pour respecter au mieux l'objectivité dont le chercheur doit faire preuve. De plus, les débats sur le projet péquiste ayant occupé le devant de la scène médiatique durant une longue période, nous avons dû affronter un flux constant d'informations et d'opinions nouvelles, de façon à rester dans la ligne originelle que nous nous étions fixée. À cela s'ajoute une dernière difficulté que nous avons eu à surmonter. Bien que nous ayons choisi de concentrer notre étude autour d'un fait précis, l'actualité dans lequel celui-ci



est ancré et son caractère multidimensionnel et multisectoriel nous ont parfois égarés. Des questions comme celles de la nation, de la laïcité, de la religion ou même du mouvement souverainiste au Québec sont tellement vastes qu'il nous aura fallu nous perdre plusieurs fois en chemin avant d'arriver à la version finale de ce mémoire.

Une interrogation persiste cependant. Au lendemain de la défaite du Parti québécois aux élections du 7 avril 2014 qui ont vu revenir le Parti libéral du Québec comme gouvernement majoritaire sous la houlette de Philippe Couillard, le projet de loi du Parti québécois s'est vu mettre de côté au profit de sujets jugés plus importants pour la société québécoise. Si le gouvernement Charest après avoir reçu le rapport de la Commission Bouchard-Taylor n'avait pas mis en place de mesures législatives quant à la question de la diversité religieuse, et que ce débat a été relancé six ans plus tard par le gouvernement Marois, il semble nécessaire de proposer un projet de loi qui sera a même de réunir l'unanimité des députés présents à l'Assemblée nationale afin de proposer un encadrement clair de cette question de diversité religieuse au Québec.

## ANNEXES

### 1 Annexe 1 : Jacques Parizeau

Parizeau, Jacques. 2013. « Assouplissements nécessaires », Le Journal de Montréal, 3 octobre 2013. p. 4.

*À ma connaissance, c'est la première fois, au Québec, qu'on veut légiférer pour interdire quoi que ce soit de religieux. Le Québec est devenu une société laïque, la séparation de l'Église et de l'État s'est établie, de même que la neutralité de l'État à l'égard du religieux. Tout cela s'est fait graduellement. Sans doute, n'est-ce pas encore parfait. En tout cas, cela s'est fait sans les crises que bien d'autres sociétés ont connues.*

#### LA LAÏCITÉ TRANQUILLE

*À partir de la Révolution tranquille, on a, en quelques années seulement, relâché le contrôle qu'avait l'Église catholique sur la société. On a supprimé le Conseil de l'instruction publique, dominé par les évêques, et on l'a remplacé par le ministère de l'Éducation. On a racheté leurs hôpitaux aux communautés religieuses et changé leur administration. La plupart des collèges classiques ont été achetés pour en faire des cégeps et les universités ont abandonné leur charte pontificale. On a appliqué les conventions collectives du secteur public à tous les religieux qui y travaillaient. À l'Assemblée nationale, la prière a été remplacée par "un moment de recueillement". En somme, la séparation de l'Église et de l'État est devenue un fait.*

La neutralité de l'État à l'égard des religions s'est aussi graduellement manifestée. Ainsi, en 1995, le gouvernement a lancé un programme de subventions à la rénovation des lieux de culte, auquel non seulement les églises, mais aussi les temples, les synagogues et les mosquées sont admissibles.

Jusqu'à maintenant, la question vestimentaire à caractère religieux n'avait jamais donné lieu à des interventions réglementaires. Les soutanes des religieux et les coiffes des religieuses ont disparu, le col romain a suivi sans qu'on sente le besoin faire des lois ou des règlements. Chez les juifs, la kippa est encore portée, de même que divers couvre-chefs pour certains orthodoxes. On n'a jamais demandé à l'État d'y voir.

### L'ISLAMISME

Alors, pourquoi constate-t-on ce large appui à l'interdiction de tous les signes ostentatoires à caractère religieux? Je pense qu'il n'y a qu'une explication: l'islamisme. Et cela peut se comprendre. À peu près le seul contact que la plupart des Québécois ont avec le monde islamique, c'est cette image de violence, répétée à l'infini: guerres, émeutes, bombes, attentat du World Trade Center et du

marathon de Boston; c'est l'image aussi de la subordination de la femme à l'homme et de la violence qu'on lui inflige lorsqu'elle cherche à s'en dégager. Le réflexe est évident: pas de ça chez nous! À Montréal, c'est moins le cas, on se côtoie davantage. Ailleurs, la réaction est forte. En tout cas, quand un gouvernement a l'air de vouloir poser un geste pour commencer à limiter le soi-disant danger de "l'invasion de l'extrémisme", le premier réflexe est d'applaudir. Cela n'est pas étonnant.

Et puis, il y a toujours eu au Québec un mouvement laïc qui cherche à imposer des règles strictes et formelles de laïcité à la société québécoise, selon le modèle français. Jusqu'à récemment, il ne pesait pas très lourd sur les décisions. Mais le projet de charte des valeurs, en s'appuyant sur le réflexe favorable de bien des gens et sur l'argumentation traditionnelle de la laïcité à la française, a réussi à obtenir un succès certain.

### LES LIGNES BOUGENT

Les Québécois ne sont ni méchants ni vindicatifs. Quand on leur dit que des femmes pourraient perdre leur emploi parce que, pour des raisons religieuses, elles ne veulent

pas renoncer à leur foulard, les trois quarts d'entre eux (si on en croit les sondages) répondent que non, ce ne serait pas correct.

Quant à ceux qui tiennent à une laïcité formelle, plusieurs commencent à être sérieusement embarrassés en constatant qu'un droit de retrait sera accordé aux hôpitaux, aux municipalités, aux cégeps et aux universités, que le foulard sera interdit aux enseignants, mais pas aux élèves, aux fonctionnaires, mais pas aux élus.

Et les femmes musulmanes d'ici, dans tout cela? Pour ce qu'on en entend, elles semblent assez divisées. Mais évidemment, un mouvement de solidarité apparaît pour défendre celles qui se sentent menacées, voire exclues par le projet de charte. Ce qui est compréhensible. En outre, il est manifeste qu'on craint, non seulement chez beaucoup d'immigrants (musulmans ou non), mais aussi chez des Québécois de fraîche date, bien intégrés et tout à fait francophones, de voir apparaître ici les tensions et les crises de leurs pays d'origine. Et ce qui circule sur les médias sociaux n'a rien pour les rassurer.

Pendant ce temps, à Ottawa, tous partis confondus, on proclame son appui aux minorités du Québec. En fait, le fédéralisme se présente comme leur vrai défenseur.

#### ALORS QUE FAIT-ON ?

Je pense qu'il serait préférable de se limiter, dans la charte, à l'affirmation des principes de la séparation de l'Église et de l'État, et de la neutralité de l'État à l'égard des religions. Il faut aussi maintenir et peut-être encore préciser les règles applicables par toutes les administrations publiques à l'égard des accommodements pour raisons religieuses, en particulier celle en vertu de laquelle rien ne doit porter atteinte au principe de l'égalité des hommes et des femmes. Il faut aussi maintenir l'obligation de ne donner ou recevoir des services publics qu'à visage découvert (personnellement, j'irais plus loin que cela). Quant à l'interdiction du port des signes religieux, je pense qu'on devrait se limiter aux recommandations du rapport Bouchard-Taylor, c'est-à-dire de l'appliquer aux policiers, aux procureurs, aux juges et généralement à ceux qui ont le pouvoir de contraindre. Je n'irais pas plus loin pour le moment.

Et le crucifix à l'Assemblée nationale? Espérons que, l'été prochain, le président, après avoir consulté discrètement les partis, le fera déplacer ailleurs dans le Parlement, par exemple, dans la Galerie des présidents, sur lesquels il a veillé pendant tant d'années. Au retour des vacances, l'affaire devrait avoir cessé de faire des vagues.

## 2 Annexe 2 : Lucien Bouchard

Boisvert, Yves. 2013. « Le gouvernement peut frapper un coup de circuit ! », La Presse. Actualités, vendredi, 4 octobre 2013, p. A3

### ***1. Le compromis***

*Jacques Parizeau et Lucien Bouchard la main dans la main? On n'en est pas là, mais devant la "Charte des valeurs", les deux anciens premiers ministres sont apparemment en harmonie aussi parfaite que rare.*

*"La solution apparaît, M. Parizeau met le doigt dessus [Journal de Montréal]", dit M. Bouchard, dans une entrevue qu'il nous accordait hier à son bureau du centre-ville.*

"Il y a une rare fenêtre politique qui s'ouvre, j'espère que le gouvernement saisira l'occasion.

"Ce qu'écrit M. Parizeau, c'est le bon sens, ça nous ramène aux vraies valeurs de tolérance et d'ouverture de la société québécoise, mais en marquant le principe fondamental de la laïcité, décliné autour d'un minimum de règles."

Le compromis est assez simple, dit Lucien Bouchard: "Les signes religieux seraient interdits uniquement pour ceux qui exercent des fonctions coercitives de l'État: juges, procureurs, gardiens de prison, policiers; les services de l'État seraient donnés et reçus à visage découvert; les textes réaffirmeraient la laïcité de l'État, la neutralité religieuse, l'égalité hommes-femmes et les règles de sagesse déjà exprimées par les tribunaux.



"Certains vont trouver que ce n'est pas assez, mais personne ne va trouver que ça va trop loin."

## **2. Plus catholiques que les évêques**

"On ne peut pas faire ça sans enlever le crucifix à l'Assemblée nationale, toutefois. On est mûrs pour ça. Même l'Assemblée des évêques est d'accord!

"Est-ce qu'on voudrait être plus catholique, pardon plus patrimonial, que les évêques?", demande-t-il sourire en coin.

## **3. Le coup de circuit**

Ce compromis autour des grandes lignes du rapport signé par Charles Taylor et son frère Gérard est-il réaliste, vu les déclarations répétées du ministre Drainville?

"Pourquoi pas? Le gouvernement peut frapper un coup de circuit! Il est possible, je dirais même probable, que l'Assemblée nationale vote à l'unanimité un tel compromis. Ce serait un triomphe. Au lieu de diviser les Québécois, ça les rassemblerait, je pense que tout le monde serait soulagé et même fier. Ce serait une charte de la laïcité, pas des "valeurs". Ça montrerait qu'on est capables de se réunir autour de grands enjeux."

## **4. La ligne de Lévesque**

Depuis le mois d'août, Lucien Bouchard se retient d'intervenir. "On risque de m'imputer des motifs affectifs. Mais je trouvais que le débat était très mal engagé et je m'inquiétais. On allait vers le bas, regardez les débats à l'Assemblée nationale, les incidents dans la rue... Ce n'est pas bon pour le Québec, ni pour la perception de ce que serait un Québec souverain, qui exercerait ses pouvoirs sans contraintes. Ça affecte la réputation du Québec. Et ce n'est pas comme ça qu'on va mobiliser les jeunes pour l'avenir.

"Voyez comme ça divise Montréal et les régions, les minorités les unes contre les autres, même dans les familles, on a des chicanes sur des sujets qui ne semblaient pas poser de problèmes.

"Mais toutes les critiques ont été faites, je n'ai rien à ajouter. Ce qui m'intéresse, c'est la solution. M. Parizeau nous invite à revenir à la raison. On lui a reproché son

discours le soir du référendum, mais j'ai beaucoup côtoyé M. Parizeau: il est dans la droite ligne de René Lévesque, et de ce que le PQ a toujours été, fondamentalement tolérant, ouvert, démocrate. Sa position ne me surprend pas."

### **5. Sortie... vers le haut**

M. Parizeau invoque un argument stratégique: la Charte, dans son état actuel, envoie le message que seul le gouvernement fédéral est apte à protéger les minorités.

"Il a raison! Toutes sortes de gens vont essayer d'en profiter. Certains imputent des motifs électoralistes au Parti québécois. Mais faire une élection là-dessus, en tentant d'exploiter des motivations moins nobles, ça nous ferait tomber dans des zones où on ne veut pas aller, et de toute manière, ça ne marche pas.

"Le compromis qui se dessine, c'est une fenêtre... mais une fenêtre vers le haut!

"Je remarque aussi que les lignes classiques entre les souverainistes ne tiennent pas dans ce débat; M. Parizeau, Jean Dorion (ex-député du Bloc, ex-président de la SSJB), Yves Beauchemin: ces gens-là ne sont pas suspects de sympathies fédéralistes ou multiculturalistes!" Ils se sont pourtant prononcés contre l'interdiction trop large des signes religieux.

### **6. "J'offre mon aide"**

M. Bouchard n'a pas toujours goûté les textes de Jacques Parizeau, notamment quand il critiquait son gouvernement - parfois en s'en moquant. On risque de lui reprocher, à lui aussi, son intervention.

"Moi, ça me blesse; d'abord, j'ai eu trois belles-mères, je les ai toutes aimées et admirées énormément. C'est un geste de citoyen que fait M. Parizeau, il ne le fait pas pour nuire au gouvernement ou pour un quelconque gain.

"Il faut que Pauline Marois saisisse l'occasion: au lieu d'être une victime, son gouvernement peut obtenir un gain politique, et surtout un gain pour le Québec. C'est tout ce qui compte. J'offre mon aide. Je ne veux pas poser en médiateur, je veux simplement aider à trouver une solution, dans quelque rôle que voudra me faire jouer la première ministre, peut-être avec d'anciens premiers ministres... Le gouvernement ne peut pas laisser passer cette occasion pour le Québec."

### 3 Annexe 3 : Bernard Landry

Landry, Bernard. 2013. « L'éducation implique diverses formes d'autorité », *Le Devoir*, 3 novembre 2013. En ligne.

*Dès la présentation de la Charte des valeurs québécoises, mon premier commentaire a été de féliciter notre gouvernement pour son courage et sa lucidité. Il a assumé un devoir dont aurait dû s'acquitter son prédécesseur après la publication du rapport Bouchard-Taylor. Il est clair, à la suite des épisodes erratiques d'accommodements, souvent déraisonnables et non balisés, vécus par notre nation qui accueille 55 000 immigrants par année -- le taux le plus élevé au monde -- qu'elle a l'obligation dans son intérêt comme dans celui des arrivants, d'établir des règles dont l'absence ne conduirait qu'à l'injustice et aux entraves à l'intégration. Comme nous avons le devoir de les accueillir, les arrivants ont celui de l'intégration.*

Le gouvernement a eu tellement raison qu'un vaste débat profond et démocratique, l'un des grands de notre histoire contemporaine, et presque sans dérapage, est toujours en cours pour nous conduire à l'ultime version du projet que nous ne connaissons pas encore, mais que toutes ces discussions devraient amener au plus haut niveau de confiance rassembleuse.

Deux de mes prédécesseurs se sont soigneusement acquittés de leur devoir de contribuer à ce débat vital pour notre nation par des textes de qualité dont j'ai verbalement salué la pertinence sans par ailleurs ne jamais les avaliser totalement comme certains l'ont erronément laissé entendre. Je me sens aujourd'hui obligé d'écrire à mon tour dans l'espoir de contribuer de façon positive avec mes suggestions et mes réserves à la meilleure charte possible. C'est mon devoir comme c'était celui de Parizeau et Bouchard. Je ne comprends pas ceux qui leur reprochent de s'être exprimés.

Avant même de prendre position sur la Charte, j'ai martelé depuis des années que « lorsqu'on change de pays, on change de pays ». J'ai dit et redit que le Québec, multiethnique depuis sa naissance, n'est pas et ne doit pas être multiculturel. Le multiculturalisme est une doctrine perverse qu'Ottawa nous a grossièrement imposée. Le Canada est le seul pays à avoir constitutionnalisé cette aberration. Ceux qui la pratiquent sont en repentance, même la Grande-Bretagne et le Canada, à bien des égards, commencent à regretter leur erreur. La Charte jouit même d'un étonnant soutien dans l'opinion ontarienne. Pour ces raisons, j'ai globalement défendu et défends toujours le projet du gouvernement et ses fondements incontestables.

J'ai par ailleurs effectivement, comme tant d'autres, quelques réticences à ce que l'on connait du projet gouvernemental. Dès le début par

exemple, je n'ai pas trouvé adéquat le nom proposé. Les valeurs québécoises vont bien au-delà du projet qui, essentiellement, touche la laïcité qui devrait donner son titre à ce document. Nos valeurs couvrent aussi, entre autres, la solidarité sociale, la répartition de la richesse, le soutien exemplaire à la vie familiale, le rôle des femmes dans la société pour lequel nous faisons mieux ici qu'à peu près partout ailleurs.

J'ai aussi des réserves sérieuses quant à l'opinion de mes deux prédécesseurs qui ont accepté notamment une liste des personnes en autorité qui devaient s'abstenir de porter des symboles ostentatoires : la liste Bouchard- Taylor. Or, selon moi, elle est trop courte. Il faut y inclure d'autres personnes en autorité rémunérées par l'État particulièrement les enseignants et les enseignantes. L'éducation est mon métier et l'on sait qu'il implique diverses formes d'autorité : intellectuelle, morale, voire disciplinaire et arbitrale, pour les notes d'examen par exemple.

Ceux et celles qui choisissent cette noble vocation devraient s'abstenir d'afficher dans les classes les signes de leur croyance religieuse ou politique. De la maternelle à l'université, les jeunes que l'on éduque ne doivent pas directement ou indirectement être influencés par le choix des professeurs dans le domaine crucial de la liberté de religion en particulier. La religion des uns ne doit conditionner d'aucune manière la vie des autres dans le service public et la vie civique en général.

Il me semble aussi que sur un point le débat doit être clos -- et il l'est pratiquement -, c'est la fameuse question du crucifix à l'Assemblée nationale du Québec. Le lieu même où est proclamée la laïcité se doit d'être exemplaire à ce titre. Quand les évêques et les «Femen» convergent, il est clair que la question est réglée!

Je ne crois pas non plus que les exemptions institutionnelles ou géographiques, évoquées par certains ministres, soient pertinentes. Le Québec doit être rassembleur de Ville-Saguenay à Ville-Mont-Royal. Nos valeurs doivent nous unir et non nous diviser. Hélas, nous ne sommes pas encore en république, mais nos voisins américains et nos cousins français qui le sont pourraient sur ce point nous inspirer à certains des égards.

J'espère que cette contribution écrite, que j'aurais pu faire avant, sera utile à notre gouvernement en qui j'ai confiance pour mener à bien cette évolution nationale qu'il a vaillamment amorcée. Tout le monde aura compris que pour des raisons autres que personnelles, même si j'en ai, la thèse courageuse et lucide des Janettes me séduit plus que n'importe quelle autre.

#### 4 Annexe 4 : Maria Mourani

Mourani, Maria. 2013a. « Un référendum sur la Charte ? », *La Presse*, Débats, mercredi, 2 octobre 2013, p. A23

Par son projet de charte des valeurs québécoises, le gouvernement Marois veut modifier la Charte des droits et libertés avec comme objectif explicite d'empêcher ses employés de porter un signe religieux ostentatoire. La reconnaissance d'un nouveau droit tout comme la restriction d'une liberté s'est toujours faite à travers un vote unanime ou quasi unanime à l'Assemblée nationale. Comment le gouvernement en place songerait-il à faire adopter son projet par l'Assemblée nationale alors qu'il provoque tant de divisions et de controverses? Une telle situation ne se réglerait pas



davantage par une élection générale puisque le Parlement en ressortirait toujours divisé!

À défaut d'un appui des parlementaires, le gouvernement n'aurait d'autre choix, pour tenter de faire adopter son projet de charte, que de se tourner vers la population afin d'obtenir son assentiment. Les sondages ou encore Facebook ne peuvent se substituer à une véritable consultation populaire. Le peuple, ultimement, se consulte par voie de référendum. Cependant, la population est-elle prête à avoir un référendum sur cette question? Curieusement, pour défendre son projet de Charte des valeurs, le gouvernement réfère souvent à la Charte de la langue française. Or, en 1977, René Lévesque avait bien pris soin de respecter la Charte des droits et libertés. Pourquoi, aujourd'hui en 2013, faudrait-il agir autrement?

## 5 Annexe 5 : Maria Mourani

Mourani, Maria. 2013b. « Je ne suis plus indépendantiste », *Le Devoir*, Idées, jeudi 19 décembre 2013, p. A7

**Mon appartenance au Canada, avec notamment la Charte des droits et libertés, protège mieux l'identité québécoise de toutes les citoyennes et de tous les citoyens du Québec**

**Maria Mourani - Députée fédérale d'Ahuntsic**

Depuis le 13 septembre 2013, je me suis mise en mode réflexion. Après tout ce que j'avais pu vivre dans le mouvement indépendantiste, et maintenant avec cette décision du Parti québécois de faire des élections sur le dos de croyants au détriment du " bon vivre ensemble " au Québec, je me devais de répondre à cette question fondamentale avant même d'envisager de poursuivre ma vie politique : suis-je toujours indépendantiste ?

Aujourd'hui, après plusieurs mois de déchirements intérieurs, je peux enfin tourner la page et sereinement, je vous écris ces lignes.

Parce que nous sommes tous Québécoises et Québécois sans exception !

Depuis des années, je fonde mon action politique sur l'idée de l'égalité citoyenne. Il n'y a qu'une catégorie de Québécois : ceux qui ont fait du Québec leur maison. L'identité québécoise se construit par la participation des citoyens à la société, et ce, via l'éducation, la vie démocratique, associative et communautaire, les médias, le commerce, la politique et surtout par l'accès à l'emploi. Nous sommes tous Québécoises et Québécois sans exception.

#### Paix sociale

Pour moi, cette ouverture et la lutte contre l'exclusion constituent les meilleurs outils pour assurer la paix sociale et lutter contre toutes les formes d'extrémisme et de fanatisme. Malgré certaines tensions dans le mouvement indépendantiste, cette vision politique d'ouverture a été portée et a même prédominé pendant des années. C'est pourquoi j'ai adhéré au mouvement indépendantiste qui, à mes yeux, était inclusif et permettait à tous les citoyens, sans exception, d'être le peuple fondateur du Québec. Le Parti québécois regroupe le plus grand nombre d'indépendantistes au Québec. Sa volonté politique actuelle d'exclure les croyants non discrets de la fonction publique est révélatrice d'un changement d'attitude politique.

En 1977, pour réaliser le projet de la Charte de la langue française, René Lévesque avait choisi de laisser cette dernière totalement soumise à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Le Parti québécois d'aujourd'hui n'emprunte pas ce chemin. Il se propose plutôt d'amender la Charte des droits et libertés de la personne du Québec pour, apparemment, s'assurer de la rendre conforme à sa politique d'exclusion des croyants non discrets de la fonction publique. Pire, le Parti québécois abandonne la coutume tacite et usuelle pratiquée à l'Assemblée nationale, depuis

1975, de modifier la Charte des droits et libertés de la personne du Québec par consensus. Le Parti québécois fait ainsi la démonstration que la Charte des droits et libertés de la personne est à la merci d'un parti politique qui, tout en ayant obtenu moins de 40 % des voix aux élections, disposerait de la majorité des élus à l'Assemblée nationale. Enfin, le Parti québécois lance un débat qui divise et blesse des familles québécoises sans, au préalable, voir vérifiée la légalité de ce qu'il propose, et ce, même si la Commission des droits de la personne du Québec est d'avis que ce projet ne tient pas la route.

Qui l'eût cru ! Le navire amiral de la souveraineté n'a plus rien à voir avec ce que j'ai connu. Il existe encore quelques leaders indépendantistes qui défendent une vision inclusive de l'identité québécoise, mais force est de constater qu'ils sont marginaux.

Le Canada, la meilleure défense pour notre identité québécoise La facilité avec laquelle la Charte des droits et libertés de la personne du Québec peut être modifiée, voire abolie, m'a convaincue de la pertinence du système fédéral canadien. J'en suis arrivée à la conclusion que mon appartenance au Canada, avec notamment la Charte canadienne des droits et libertés, protège mieux l'identité québécoise de toutes les citoyennes et de tous les citoyens du Québec. Je ne suis plus indépendantiste.

Nous sommes capables : améliorer le Canada et le Québec dans l'intérêt de tous, c'est possible !

En 2010, à l'occasion de son 20<sup>e</sup> anniversaire, le Bloc québécois commandait un sondage à la firme Repère communication. La grande conclusion que l'on fit ressortir a été que la population du Québec et celle du reste du Canada étaient opposées sur chacune des cinq conditions de Meech. Conséquemment, pour le Bloc québécois, il n'y avait vraiment rien à faire avec le fédéralisme canadien et l'unique option pour le Québec demeurerait l'indépendance.

Pourtant, le sondage de Repère communication montrait aussi clairement que 73 % des Canadiens et 78 % des Québécois pensaient toujours qu'il était possible de négocier une entente pour satisfaire le Québec. Personnellement, ce résultat m'avait laissée perplexe. Pourquoi la direction du parti n'a-t-elle pas cherché à savoir quels changements pouvaient satisfaire à la fois les Canadiens et les Québécois ? J'ai si souvent entendu que " ce n'est pas le rôle du Bloc québécois d'améliorer la fédération ". Une attitude qui, même bien accueillie par la majorité des militants bloquistes, constitue pourtant, selon moi, l'une des profondes raisons de la grande défaite du Bloc québécois en 2011.

Ainsi, vous comprendrez que, pour tout ce temps où je serai députée au Parlement canadien, j'essaierai au mieux de mes capacités de bien représenter mes concitoyennes et concitoyens et de contribuer à la modernisation du Canada.

C'est d'ailleurs dans cet esprit positif que j'ai présenté, à plus d'une reprise, un projet de loi sur la traite des personnes. Je n'ai pas écouté celles et ceux qui me disaient que ce n'était pas possible. Après plusieurs années de persévérance, et forte de la collaboration d'un grand nombre de personnes, j'ai réussi à faire adopter le projet de loi C-452. Une telle entreprise n'est pas facile. Cela nécessite des discussions, des négociations, des compromis, de la bonne volonté, du temps et encore du temps.

À travers le Canada, nous souhaitons la sécurité et un avenir prospère pour nos enfants. Je suis convaincue, plus que jamais, que nous pouvons petit à petit rétablir la confiance nécessaire pour moderniser le Canada, et cela, dans l'intérêt de l'ensemble des Canadiens y compris tous les Québécois sans exception.

Maria Mourani - Députée fédérale d'Ahuntsic

## 6 Annexe 6 : Gilles Duceppe

Duceppe, Gilles. 2014a. « Débats sur la charte, c'est parti ! », Le Journal de Montréal, Blogue de Gilles Duceppe, 14 janvier 2014. En ligne.

La Commission parlementaire sur la Charte des valeurs amorce ses travaux aujourd'hui. Il importe que les débats se déroulent dans le plus profond respect des opinions qui seront exprimées même si cela soulèvera beaucoup de passion.

Cela exigera que les parlementaires soient véritablement à l'écoute des idées qui seront avancées. Nos députés devront également agir avec la plus grande rigueur afin de ne pas glisser dans la facilité. En d'autres mots, il ne faut surtout pas éviter les débats, mais sans dérapage.

Les membres de la Commission devront mettre de côté les calculs électoraux et agir essentiellement en fonction des intérêts supérieurs du Québec.

Ce débat n'est pas inutile, tout comme la Commission Bouchard-Taylor fut importante. La question identitaire se pose partout à l'échelle de la planète en cette ère de mondialisation. Mais l'identité québécoise, bien qu'enracinée dans notre l'histoire, ne se limite pas aux seuls descendants des premiers colons! L'avenir ne peut être un retour en arrière. L'avenir appartient à toutes celles et à tous ceux qui vivent au Québec. Dès lors, il est essentiel que collectivement nous décidions de la meilleure façon de vivre ensemble. En tant que souverainiste, je rêve que toutes les citoyennes et tous les citoyens du Québec deviennent un jour le peuple fondateur d'un nouveau pays nommé Québec.



## 7 Annexe 7 : Gilles Duceppe

Duceppe, Gilles. 2014b. « Les "fausses affaires" de Philippe Couillard », Le Journal de Montréal, Opinions, lundi 10 mars 2014, p. 32

Le chef du parti libéral du Québec propose que l'on parle des "vraies affaires", laissant entendre qu'il y a donc de "fausses affaires", comme si la réalité était unidimensionnelle. La charte que propose le PQ serait une de ces "fausses affaires".

### LE DÉBAT SUR LA CHARTE SERAIT INUTILE

Philippe Couillard nous dit que tout le débat sur la charte est un débat artificiel puisqu'il n'y a aucun problème lié à cette question. Précisons au départ que l'on peut être d'accord ou non avec les propositions du Parti québécois et estimer que ce débat est important tant pour le Québec d'aujourd'hui que pour l'avenir de notre société. Ce débat soulève les conditions nécessaires au développement du "vivre ensemble" harmonieux.

L'ADQ avait mis cette question à l'ordre du jour politique lors de l'élection de 2007. On peut certes déplorer le populisme qui avait alors inspiré ce parti, mais peut-on sérieusement ignorer que des questions comme l'égalité entre les femmes et les hommes et la place de la religion dans une société laïque se posent dans notre société?

Le chef du Parti libéral du Québec croit-il que Jean Charest a posé un geste inutile en créant la commission Bouchard-Taylor puisque, selon lui, il n'y a pas de problème?

Philippe Couillard devrait réaliser qu'il y a effectivement une montée de l'intégrisme religieux à travers le monde et que cela n'est pas propre qu'à la religion musulmane. Il pourrait réaliser que soulever ces questions ne signifie pas que l'on soit entièrement d'accord avec la position du Parti québécois. Fatima Houada-Pépin en est un bon exemple.

## L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE PEUT-ELLE S'ÉPANOUIR SANS AVOIR RECOURS AUX LOIS ?

Le chef du Parti libéral va plus loin en affirmant que le Québec n'a pas besoin d'une loi pour affirmer notre identité et pour permettre à celle-ci de s'épanouir. Rappelons-lui que la première chose à la base de notre identité, c'est la langue. Or, le gouvernement du Québec, sous René Lévesque, a adopté la loi 101 qui est toujours un outil essentiel pour l'épanouissement de notre langue et, conséquemment, de notre identité.

Les libéraux avaient alors non seulement voté contre cette loi, mais ils l'avaient dénoncée comme étant une mesure fasciste! En somme, les libéraux utilisaient déjà en 1977 les mêmes arguments qu'ils utilisent aujourd'hui contre toute législation relative à notre identité.

## PAS QUESTION D'UTILISER LA CLAUSE NONOBTANT

Philippe Couillard refuse d'appuyer toute mesure législative qui, venant à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés, nécessiterait l'utilisation de la clause nonobstant.

Réalise-t-il que Pierre Elliot-Trudeau a fait adopter cette charte en y incluant la clause nonobstant? Se rend-il compte que ce fut même un des arguments utilisés par Trudeau pour "vendre" cette charte? Est-il en train de critiquer, voire de renier Robert Bourassa et Claude Ryan qui ont tous les deux utilisé la clause nonobstant?

Il serait intéressant que le chef libéral apporte de vraies réponses à ces "fausses affaires"!

## 8 Annexe 8 : Gilles Duceppe

Duceppe, Gilles. 2014c. « Avant de donner des leçons, Philippe Couillard devrait apporter des explications », *Le Journal de Montréal, Blogue de Gilles Duceppe*, 15 mars 2014. En ligne.

Philippe Couillard tente de faire la leçon à Pauline Marois, allant même jusqu'à se moquer d'elle.

Il intervient pourtant en terrain glissant lorsqu'il aborde les questions de la Charte et celle de l'avenir du Québec.

Philippe Couillard attaque le PQ sur la Charte en dénonçant son caractère discriminatoire. Précisons au départ qu'il est tout à fait légitime d'avoir des divergences au sujet de la Charte et qu'en démocratie tout citoyen peut exprimer des idées qui diffèrent de celles proposées par le gouvernement. C'est d'ailleurs mon cas et je l'ai dit publiquement.

Cependant, toute critique doit reposer sur la rigueur et la cohérence. C'est pourquoi je ne peux comprendre que Philippe Couillard dit vouloir lutter contre l'exclusion et l'intégrisme alors qu'après avoir été ministre de la Santé il a été conseiller du prince Abdullah bin Abdulaziz Al-Rabeeah, ministre de la Santé du Royaume d'Arabie saoudite.

Comment peut-il sérieusement prétendre vouloir défendre les droits des femmes alors qu'il fut conseiller d'un pays où les femmes n'ont aucun droit? Philippe Couillard siégeait également au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS), l'organisme qui surveille les activités du Service canadien de renseignement de sécurité. À l'époque, Philippe Couillard siégeait au CSARS au côté

de son bon ami Arthur Porter! Voilà qui est pour le moins curieux, alors qu'en même temps il était conseiller d'un pays qui finance le terrorisme à l'échelle de la planète. Comment Philippe Couillard peut-il prétendre vouloir lutter contre l'intégrisme alors qu'il collaborait avec un régime qui finance les groupes terroristes et qui bafoue brutalement les droits des femmes?

## 9 Annexe 9 : Françoise David

La députée Françoise David a d'abord lancé quelques fleurs au gouvernement en saluant l'inclusion du principe de laïcité dans la Charte des droits et libertés, avant de lui lancer le pot. La position péquiste sur le port des signes religieux "ne tient pas la route".

"L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions et celles du ministre concernant les signes religieux sont marquées par l'inégalité. À Québec solidaire, nous faisons une différence entre la neutralité religieuse des institutions et celle des individus. Nous croyons qu'une personne peut agir avec loyauté et professionnalisme, tout en arborant un signe religieux. "

Mme David s'interroge également sur le fait qu'on réserve un droit de retrait "aux institutions médicales et pas aux écoles". "On s'apprête donc à agir de façon discriminatoire à l'égard des femmes d'une communauté spécifique. Plutôt que d'inclure, on exclut." (Lavallée, 2013)

Mme David n'a évidemment pas pu passer à côté de la Charte des valeurs, rappelant son opposition à ce projet.

«Je ne défends pas le voile. Là n'est pas la question. Je défends le droit au travail de celles qui le portent», a résumé Mme David, admettant qu'elle appuie plusieurs principes énumérés dans la charte. (Lévesque, 2013)

Avec raison, la députée Françoise David a souligné les risques d'utiliser une question aussi délicate à des fins électorales: «Quand (la polarisation) se fait sur des questions d'identité, malheureusement, ça se fait sur le dos des minorités, ça se fait sur le dos des gens vulnérables.» (Pratte, 2013)

« Il n'y aurait pas d'ornements religieux à la salle de l'Assemblée nationale. Le crucifix devra être déplacé dans une autre salle du bâtiment, en un lieu accessible aux visiteurs. Et, franchement, au-dessus de la tête du président de l'Assemblée nationale, pourquoi ne pas mettre une fleur de lys qui serait rassembleuse pour tout le monde ? », a soutenu hier Françoise David.

« Les débats partisans ne sont pas de mise dans ce genre de question. »

« Vous savez ce que c'est, une campagne électorale. Il n'y a pas un seul sujet qui est abordé avec toute la rigueur qu'on voudrait, ça va tellement vite. C'est un débat difficile. Et quand on a des débats aussi complexes que ceux-là, aussi demandant, et surtout sur la protection des droits des minorités, on ne fait pas ça en campagne électorale », a-t-elle dit. (Lessard, 2013)

" Si chaque parti politique accepte de mettre de l'eau dans son vin, on est capables d'avoir une Charte de la laïcité probablement avant les fêtes. Ça prend la volonté politique de tout le monde, de tous mes collègues, mais il est temps d'avancer vers un projet rassembleur ", estime la députée et porte-parole du parti. (Loisel, 2013)

Même Françoise David, de Québec solidaire, y est allée d'une invitation on ne peut plus claire : " Tout geste, dans les circonstances actuelles, qui contribuerait à ramener



une sorte d'harmonie, de calme, de sérénité dans le débat, tout geste qui contribuerait à faire avancer un projet de loi serait un geste bienvenu. " (Nadeau, 2013)

Au cours d'un point de presse mardi, Françoise David, de Québec solidaire, a elle aussi lancé un appel au compromis. " On ne va quand même pas continuer pendant des mois à camper chacun sur des positions, et surtout, aux deux extrêmes, les positions les plus rigides, celle du PQ d'un côté, celle du PLQ de l'autre. Il va falloir que la classe politique se sente responsable de trouver des compromis honorables pour tout le monde." (Dutrisac et Fortier, 2013)

" Quand vous étiez dans ce studio en 2012 lors de la dernière campagne électorale dans un face-à-face avec Jean Charest, vous avez dit à M. Charest qu'un premier ministre, ça ne doit pas diviser les Québécois. Et moi Mme Marois, je suis obligée de constater depuis huit mois que votre projet de charte des valeurs, ça a profondément divisé le Québec. " -Françoise David (Lefebvre, 2014)

Selon M me David, il n'existe aucune menace intégriste au Québec. "Il faut arrêter de faire peur au monde, a-t- elle dit. Ce n'est pas avec ça qu'on construit un pays et ce n'est pas avec ça non plus qu'on contribue à l'émancipation des femmes." (Caillou, 2014)

Elle s'est élevée contre un «projet de loi qui va jusqu'à parler de la nourriture mangée dans les services de garde, y compris en milieu familial. [...] Tout cela sent mauvais, instaure un climat malsain». (Corbeil, 2013)

La stratégie de Pauline Marois aura été de «créer une fracture au Québec avec l'interdiction de porter des signes religieux. C'est cette stratégie qui a mené le PQ là où il est», souligne-t- elle. (Lessard, 2014)

" J'aurais énormément de difficultés à [enseigner] dans une classe où il y aurait des étudiantes dont je ne verrais pas le visage du début à la fin de la session ", a-t-elle affirmé. " On pourrait se faire de longs épilogues philosophiques féministes, mais pour une raison bête et simple de communication et de pédagogie, ça me paraît impensable ", a poursuivi Mme David (Bélair-Cirino, 2014)

Enfin, Françoise David, de Québec solidaire, s'est dite attristée comme souverainiste. " On est en train de dire à la population : notre projet de souveraineté, bien, ce n'est pas un projet inclusif ". (Dutrisac, 2013)

## BIBLIOGRAPHIE

### 1 Bibliographie générale

Anderson, Benedict R. O'G. 2002. *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris: La Découverte, 212 p.

Amossy, Ruth. 2010. *L'argumentation dans le discours*, 3e éd. Coll. «Cursus Lettres». Paris: Armand Colin, 256 p. p.

Assemblée nationale du Québec. 2008. « Projet de loi no 63 - Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne », 2008. En ligne.  
<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2008C15F.PDF>

Assemblée nationale du Québec. 2009a. « Projet de loi n°16 : Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle », 2009. En ligne.  
<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-16-39-1.html>

Assemblée nationale du Québec. 2009b. « Projet de loi n°391 : Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise », 2009. En ligne.  
<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-391-39-1.html>

Assemblée nationale. 2009c. « Bernard Landry ». *Assemblée nationale*, en ligne.  
<http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/landry-bernard-3937/biographie.html>

Assemblée nationale du Québec. 2010. « Projet de loi n°94 : Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements » 2010. En ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-94-39-1.html>

Assemblée nationale du Québec. 2013. « projet de loi 60 : Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement »,

2013. En ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-60-40-1.html>
- Assemblée nationale. 2013. « Lucien Bouchard », *Assemblée nationale*. En ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/bouchard-lucien-2191/biographie.html>
- Assemblée nationale. 2014a. « Jacques Parizeau », *Assemblée nationale*, en ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/parizeau-jacques-4781/biographie.html>
- Assemblée nationale. 2014b. « Françoise David », *Assemblée nationale*, en ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/david-francoise-12205/biographie.html>
- Arès, Richard. 1954. « Rôle du catholicisme dans la pensée de Bourassa » dans *L'action nationale*, 4 janvier 1954, p.139-154. En ligne. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/actionnationale/src/1954/01/09/1954-01-09.pdf>
- Astié Pierre, et al. 2007. « Repères étrangers (1er janvier – 31 mars 2007) », *Pouvoirs* 3/2007 (n° 122), p. 163-189. En ligne. [www.cairn.info/revue-pouvoirs-2007-3-page-163.htm](http://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2007-3-page-163.htm).
- Balthazar, Louis. 1986. *Bilan du nationalisme au Québec*. Montréal: Éditions de L'Hexagone, 1 ressource en ligne (217 ) p. En ligne. <<http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.bal.bil>>.
- Baril, Geneviève, et Alain- G. Gagnon (2009). L'interculturalisme le modèle québécois de gestion de la diversité culturelle. Mémoire de maîtrise en science politique M10659. Montréal, Université du Québec à Montréal, En ligne. <<http://www.archipel.uqam.ca/1763/>>.
- Bariteau, Claude. 1996. « Pour une conception civique du Québec », *L'Action nationale*, vol. 86, n°7, septembre 1996. p.105-168.
- Bariteau, Claude. 1998. *Québec 18 septembre 2001 : le monde pour horizon*. Coll. «Débats». Montréal: Québec/Amérique, 384 p. p.
- Bariteau, Claude. 2000. « Le Québec comme nation politique, démocratique et souveraine », dans Michel Venne, *Penser la nation québécoise*

- Beauchemin, Jacques. 1995. « Nationalisme québécois et crise du lien social », dans *Cahiers de recherche sociologique*, n°25, 1995, p.101-123.
- Bélanger, Yves, Robert Comeau et Céline Métivier. 2000. *La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan*. Coll. «Études québécoises». Montréal: VLB éditeur, 316 p. p.
- Bertho-Lavenir, Catherine. 2008. « Le Québec : une identité en péril », Dans *Médium*, 2008/1 N°14, p. 42-63. DOI : 10.3917/mediu.014.0042
- Bloc Québécois. 2014. « Maria Mourani », *Blocquebecois.org*, en ligne, <http://www.blocquebecois.org/horizon2015/equipe.php?p=Mourani&twit=&fb=maria.mourani>
- Boily, Frédéric. 2003. *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*. Sillery: Septentrion, 229 p.
- Bouchard, Gérard et Taylor, Charles. 2008. « Fonder l'avenir, le temps de la conciliation », *Gouvernement du Québec*, 310 p. En ligne. <http://www.accommodements-quebec.ca/documentation/rapports/rapport-final-integral-fr.pdf>
- Bouchard, Gérard. 2000. *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde essai d'histoire comparée*. Montréal: Boréal, 503 p. p.
- Bouchard, Gérard. 2012. *L'interculturalisme : un point de vue québécois*. Montréal: Boréal, 286 p.
- Bourassa, Henri. 1901. *Grande-Bretagne et Canada questions actuelles : conférence au theatre national francais, Montreal, le 20 octobre 1901*. Montreal: Imprimerie du Pionnier, 42, cxxx p.
- Bourassa, Henri. 1904. Dans *Le Nationaliste*, 3 avril 1904, p.2. En ligne. <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/1808781>
- Bourdieu, Pierre. 2001. *Langage et pouvoir symbolique*. Coll. «Points. Essais 461». Paris: A. Fayard, 423 p.
- Bourhis, Richard Y., et Chaire Concordia-UQAM en études ethniques. 1998. *Immigration et intégration : vers un modèle d'acculturation interactif*. Coll. «Cahiers des conférences et séminaires scientifiques», no no 6. Montréal: Université du Québec à Montréal, 52 p. p.



- Breton, Philippe, et Gilles Gauthier. 2000. *Histoire des théories de l'argumentation*. Coll. «Collection Repères», no 292. Paris: La Découverte, 122 p. p.
- Broustau, Nadège (2007). La trajectoire argumentative des représentations médiatiques dans les textes d'opinion en presse écrite le cas Elián González dans le Miami Herald, le Washington Post et le New York Times. Collection Mémoires et thèses électroniques. Québec, Université Laval: 476 p. p En ligne. <http://www.theses.ulaval.ca/2007/24742/24742.html>
- Brun, Henri. 2006. « Nation québécoise - La motion Harper: peu, mais tout de même pas rien », Le Devoir, 2 décembre 2006. En ligne. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/124033/nation-quebecoise-la-motion-harper-peu-mais-tout-de-meme-pas-rien>
- Canada. 1982. *Loi constitutionnelle de 1982*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 56 p. en braille p.
- Canada. Emploi et immigration Canada (Ministère). Direction générale des affaires publiques. 1991. *Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains le 5 février 1991 = Canada-Québec accord relating to immigration and temporary admission of aliens : February 5, 1991*. Ottawa: Emploi et immigration Canada, 35, 35 p. p.
- CEDROM-Sni. « Qui sommes nous ? ». En ligne. <http://www.cedrom-sni.com/fr/qui-sommes-nous/>
- Chahid, Mohamed. 2011. In Agbobli, Christian, et Gaby Hsab. 2011. *Communication internationale et communication interculturelle : regards épistémologiques et espaces de pratique*. Coll. «Collection Communication». Québec: Presses de l'Université du Québec, xiii, 251 p. p.
- Charland, Maurice. 2003. « Le langage politique » Dans, Gingras, Anne-Marie. 2003. *La communication politique, états des savoirs, enjeux et perspectives*. Chapitre 2, p. 69-91.
- Chouinard, Tommy. 2013. « Charte des valeurs québécoises : Le dépôt repoussé à l'automne », dans *La Presse*, 29 mai 2009, A9.
- Couture, Claude. 1996. *La loyauté d'un laïc Pierre Elliott Trudeau et le libéralisme canadien*. Montréal: L'Harmattan, 160 p. p.
- CRIEC. 2007. *Le concept d'interculturalisme en contexte québécois : Généalogie d'un néologisme*, Rapport présenté à la CCPARDC, 21 décembre 2007.

- Denzin, Norman K., et Yvonna S. Lincoln. 2011. *The SAGE Handbook of Qualitative Research*: SAGE Publications p. En ligne. <<http://books.google.ca/books?id=AIRpMHgBYqIC>>.
- Dickinson, John Alexander, et Brian Young. 2003. *Brève histoire socio-économique du Québec*, Nouv. éd. mise à jour. Sillery: Septentrion, 452 p.
- Dion, Léon. 1975. *Nationalismes et politique au quebec*. Coll. «Sciences de l'homme et humanisme 7». LaSalle, Québec: Hurtubise HMH, 177 pages p.
- Drainville, Bernard. 2014. « Un vote pour le PQ, c'est un vote pour la charte », Bernarddrainville.org. En ligne. <http://bernarddrainville.org/drainville/2014/03/22/3821/>
- Drouin, François. 1998. « La République de 1838 », dans *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, n° 53, 1998, p. 14-16.
- Dumont, Fernand. 1997. *Raisons communes*, [Nouv. éd.]. Coll. «Boréal Compact», no 80. Montréal: Boréal, 260 p. p.
- Dutrisac, Robert. 2013. « Charte des valeurs: porte ouverte aux compromis », dans *Le Devoir*, 18 septembre 2013. En ligne. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/387757/charte-des-valeurs-porte-ouverte-aux-compromis>
- Encyclopédie du parlementarisme québécois. 2012. « Crucifix de l'Assemblée nationale du Québec », *Assemblée nationale du Québec*. En ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/crucifix-de-l-assemblee-nationale-du-quebec.html>
- Eureka.cc. « Le répertoire des ressources en ligne ». En ligne. <http://nouveau.eureka.cc/WebPages/Sources/SourceSearch.aspx?Lang=fr>
- Ferretti, Lucia. 1999. *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*. Montréal: Boréal, 203 p. p.
- Gaboury, Jean-Pierre. 1968. « L'Etat français ou Lionel Groulx et la souveraineté du Québec », dans *L'action nationale*, 13 juin 1968, p. 948-963. En ligne. <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/actionnationale/src/1968/06/13/1968-06-13.pdf>

- Gagnon, Alain-G. 2000. « Plaidoyer pour l'interculturalisme », dans *Possibles*, vol. 24, no 4, automne, p. 11-25. Tiré de l'édition numérique réalisée le 23 septembre 2006.  
[http://classiques.uqac.ca/contemporains/gagnon\\_alain\\_g/plaidoyer\\_interculturalisme/plaidoyer\\_interculturalisme.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/gagnon_alain_g/plaidoyer_interculturalisme/plaidoyer_interculturalisme.pdf)
- Gagnon, Alain- G. 1994. *Québec : État et société*, 2 t. Coll. «Dossiers documents Société». Montréal: Éditions Québec/Amérique p.
- Gauthier, Gilles. 2005. « Le constructivisme », *Questions de communication*, 7 | 2005, 121-146.
- Gellner, Ernest. 1973. « Scale and nation ». *Philosophy of the Social Sciences*, 3(1), 1. Retrieved from  
<http://search.proquest.com/docview/1300108295?accountid=14719>
- Gellner, Ernest. 1981. « Nationalism », *Theory and society*, 10(6), p. 753 – 776.
- Gellner, Ernest. 1989. *Nations et nationalisme*. Coll. «Bibliothèque historique». Paris: Payot, 208 p. p. v
- Gervais, Stéphan, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux. 2008. *Du tricoté serré au métissé serré? : la culture publique commune au Québec en débats*. Coll. «Collection Sociologie contemporaine». Québec: Presses de l'Université Laval, ix, 345 p. p.
- Grize, Jean Blaise. 1990. *Logique et langage* Trad. de: *fre*. Coll. «Collection L'Homme dans la langue». [Gap]: Ophrys, 153 p.
- Habermas, Jürgen. 1994. « Struggles fort Recognition in the Democratic Constitutional State », dans A. Gutmann (dir.), *Multiculturalism*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p.107-148.
- Helly, Denise, et INRS-Culture et société. 1996. *Le Québec face à la pluralité culturelle 1977-1994 : un bilan documentaire des politiques*. Coll. «Documents de recherche / Institut québécois de recherche sur la culture», no 36. Sainte-Foy: Institut québécois de recherche sur la culture Presses de l'Université Laval, 491 p. p.
- Jodelet, Denise. 2003. *Les représentations sociales*, 7e éd. Coll. «Sociologie d'aujourd'hui». Paris: Presses Universitaires de France, 447 p. p.

- Juteau, Danielle et Marie Mcandrew. 1992. « Essai — Projet national, immigration et intégration dans un Québec souverain », *Sociologie et sociétés*, vol. 24, n° 2, 1992, p. 161-180.
- Karmis, Dimitrios. 2003. « Pluralisme et identité(s) nationale(s) dans le Québec contemporain : clarifications conceptuelles, typologie et analyse du discours » dans Alain-G. Gagnon. 2003. *Québec : État et société. Tome II*, Montréal, Les Éditions Québec/Amérique, 588 pp. Édition numérique réalisée le 21 août 2012.
- Labelle, Micheline, François Rocher, Guy Rocher et Jean-Guy Lacroix. 1995. « Pluriethnicité, citoyenneté et intégration : de la souveraineté pour lever les obstacles et les ambiguïtés ». *Cahiers de recherche sociologique*, no 25, p. 213-245.
- Labelle, Micheline. 2007. « La nation "ethnique" et la nation civique: une fausse opposition », *Le Devoir*, 5 février 2007. En ligne. <http://www.ledevoir.com/politique/canada/129921/la-nation-ethnique-et-la-nation-civique-une-fausse-opposition>
- Labelle, Micheline. 2010. *Racisme et antiracisme au Québec : discours et déclinaisons*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 198 p.
- Lajoie, Geneviève. 2013. « La fin des signes religieux », dans *Le journal de Montréal*, 19 août 2013. En ligne. <http://www.journaldemontreal.com/2013/08/19/fini-les-signes-religieux>
- Lamonde, Yvan, et Claude Corbo. 1999. *Le rouge et le bleu une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*. Coll. «PUM-Corpus». Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 576 p.
- Landry, Bernard. 2007. « Le véritable "nous" », Dans *Le Devoir*, 3 octobre 2007. En ligne. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/159180/le-veritable-nous>
- La Presse. 2011. « Profil des lecteurs. Consommateurs de choix. », *La Presse*. En ligne. <http://pdf.cyberpresse.ca/ventes/Profil%20La%20Presse%20fr.pdf>
- La Presse. 2013. « Charte des valeurs : il faudra "me passer sur le corps" », Dans *Radio-Canada.ca*, 15 septembre 2013. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2013/09/15/003-plq-couillard-charte-valeurs-cache-discrimination-emploi.shtml>
- Le Bart, Christian. 1998. *Le discours politique*. Coll. «Que sais-je?», no 3397. Paris: Presses universitaires de France, 127 p. p.

- Leblond, Robert. 1994. « Une belle histoire d'amour qui dure depuis 30 ans ». *Cahier spécial 30 ans du Journal de Montréal*
- Lemieux, Vincent. 2005. *Les partis et leurs transformations : le dilemme de la participation*. Sainte-Foy: Les Presses de l'université Laval, 221 p. p.
- Lemieux, Vincent. 2007. « Discours et pratiques des partis politiques », *Politique et Sociétés*, vol. 26, n° 2-3, 2007, p. 5-18.
- Leray, Christian. 2008. *L'analyse de contenu : de la théorie à la pratique : la méthode Morin-Chartier*. Coll. «Praticom». Québec: Presses de l'Université du Québec, xx, 180 p. p.
- Lesage, Jean, Quebec (Province). Ministère des affaires fédérales-provinciales et Québec (Province). Office d'information et de publicité. 1965. *Un Québec fort dans une nouvelle confédération*. Québec: Office d'information et de publicité., 51 p.
- Lessard, Denis. 2007. « Entre Boisclair et Duceppe, c'est la guerre. », *Vigile.net*, en ligne, <http://www.vigile.net/Entre-Boisclair-et-Duceppe-c-est>.
- Marois, Pauline. 2007. "Conférence de presse de Mme Pauline Marois, chef du deuxième groupe d'opposition, Dépôt d'un projet de loi sur l'identité québécoise", *Assemblée nationale du Québec*, 18 octobre 2007. En ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fr/actualites-salle-presse/conferences-points-presse/ConferencePointPresse-3243.html>
- Mathieu, Geneviève. 2001. *Qui est Québécois? : synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*. Coll. «Études québécoises». Montréal: VLB, 140 p. p.
- Merveille, Hugo. 2012. « Le devoir et ses annonceurs : l'autopromotion dans les répertoires publicitaires » dans *Études de communication publique, numéro 19*. Charon, J., de Bonville, J., Dubois, J. (dir.). En ligne. [http://www.com.ulaval.ca/fileadmin/contenu/docs\\_pdf/articles/etudes\\_com\\_public/ECP19-120418.pdf](http://www.com.ulaval.ca/fileadmin/contenu/docs_pdf/articles/etudes_com_public/ECP19-120418.pdf)
- Ministère de la Culture et des communications. "Informations historiques", dans *Site du patrimoine de la Maison-du-Chanoine-Lionel-Groulx*. En ligne. <http://www.patrimoine->



culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=99576&type=bien#.UkNb7mRajGE

Monière, Denis. 1977. *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*. Montréal: Éditions Québec-Amérique, 1 ressource en ligne (382 ) p. En ligne. <<http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mod.dev>>.

Moscovici, Serge. 1961. *La psychanalyse, son image et son public etude sur la representation sociale de la psychanalyse*. Coll. «Bibliothèque de psychanalyse et de psychologie clinique». Paris: Presses universitaires de France, 650 pages p.

Mucchielli, Alex. 2005. "Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste des phénomènes humains", Actes du colloque "Recherche qualitative et production de savoirs", UQAM, 12 mai 2004, dans *Recherches qualitatives – Hors-Série – Numéro 1*. 40 p.

Mucchielli, Roger. 1998. *L'analyse de contenu des documents et des communications*, 8e éd. Coll. «Formation permanente en sciences humaines», no 16. Paris: ESF éditeur, 214 p. p.

Myles, Brian. 2008. « Bouchard-Taylor : Tollé autour des fuites » dans *Le Devoir*, 20 mai 2008. En ligne. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/190404/bouchard-taylor-tolle-autour-des-fuites>

Nelson, Robert. 2008. "Déclaration" dans Lamonde, Yvan, et Claude Corbo. 1999. *Le rouge et le bleu une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*. Coll. «PUM-Corpus». Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 576 p.

Oakes, Leigh, et Jane Warren. 2009. *Langue, citoyenneté et identité au Québec*. Québec: Presses de l'Université Laval, xxxii, 309 p.

Paillé, Pierre, et Alex Mucchielli. 2008. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 2e éd. Coll. «Collection U Sciences humaines & sociales». Paris: Armand Colin, 315 p. p.

Parlement du Canada. 2014. « Gilles Duceppe ». Parlement du Canada. En ligne. [http://www.parl.gc.ca/Parliamentarians/fr/members/Gilles-Duceppe\(313\)/Roles](http://www.parl.gc.ca/Parliamentarians/fr/members/Gilles-Duceppe(313)/Roles)

- Parti Québécois. 2012. « Affirmer notre identité et nos valeurs », dans *L'avenir du Québec est entre vos mains, plateforme électorale du Parti Québécois*. En ligne. [http://mon.pq.org/documents/monpq\\_516f6a49d4ec3.pdf](http://mon.pq.org/documents/monpq_516f6a49d4ec3.pdf)
- Pelletier, Réjean. 1992. « La Révolution tranquille », dans Daigle, Gérard et Rocher, Guy. 1992. *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Chapitre 21 “La Révolution tranquille” (pp. 609 à 624). Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, 812 pp.
- Pelletier, Réjean, et Manon Tremblay. 2005. *Le parlementarisme canadien*, 3e éd. rev. et augm. Québec: Les Presses de l'Université Laval, xx, 541 p. p.
- Pelletier, Réjean. 2009. « Les partis politiques fédéraux et québécois », *Le parlementarisme canadien*, 4<sup>ème</sup> édition revue et augmentée, PUL, Québec, p.199-234.
- Piché, Victor. 2005. « Immigration, mondialisation et diversité culturelle : comment « gérer » les défis ? », dans *Les Cahiers du Gres*, Volume 5, numéro 1, printemps 2005, p. 7-28. En ligne. <http://id.erudit.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/iderudit/010877ar>
- Plantin, Christian. 1996. *L'argumentation* Trad. de: *fre*. Coll. «Mémo lettres», no 23. Paris: Seuil, 93 p.
- Pluye, Pierre, et al. « Les méthodes mixtes. » *Approches et pratiques en évaluation de programme* (2009): 123-142.
- Québec. Assemblée nationale. 1977. *Projet de loi 101 Charte de la langue française : sanctionne le 26 aout 1977*. Québec: Éditeur officiel du Québec, 56 p.
- Québec. Assemblée nationale. 2014. « Charte québécoise des droits et libertés », *Publications du Québec*. En ligne. [http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C\\_12/C12.HTM](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_12/C12.HTM)
- Québec. Ministère des communautés culturelles et de l'immigration. Direction générale des politiques et programmes, et Monique Gagnon-Tremblay. 1990. *Au Québec pour bâtir ensemble énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*. Québec: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, xii, 88 p. p.
- Québec. 2002. « Congé férié à l'occasion de la Journée nationale des Patriotes » Site du premier Ministre. En ligne. <http://web.archive.org/web/20090518003744/>

<http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/salle-de-presse/communiqués/2002/novembre/2002-11-24.shtml>

Québec. 2013a. « Affirmer les valeurs québécoises » dans *Nos valeurs, on y croit*. En ligne. <http://www.nosvaleurs.gouv.qc.ca/fr>

Québec. 2013b. « Communiqué de presse : Québec présente ses propositions en matière de neutralité religieuse de l'État et d'encadrement des accommodements religieux », 10 septembre 2013, 2p. En ligne. [http://www.nosvaleurs.gouv.qc.ca/medias/pdf/communiqué\\_10septembre.pdf](http://www.nosvaleurs.gouv.qc.ca/medias/pdf/communiqué_10septembre.pdf)

Québec Solidaire. 2014. « Françoise David », *Quebecsolidaire.net*, en ligne. <http://www.quebecsolidaire.net/equipe/francoise-david/>

Rioux, Marc, Rodolphe Bourgeois, Bibliothèque et Archives nationales du Québec. et Québec (Province). Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. 2008. *Enquête sur un échantillon de cas d'accommodement (1998-2007)*. Québec: Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles p. En ligne. <<http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/66322>>.

Robert, André D., et Annick Bouillaguet. 1997. *L'analyse de contenu*. Coll. «Que sais-je?», no 3271. Paris: Presses universitaires de France, 127 p. p.

Robin, Régine. 2011. *Nous autres, les autres : difficile pluralisme*. Montréal: Boréal, 346 p.

Rochon, Paul. 1988. *1838 l'histoire oubliée des patriotes*. Montreal: Editions du Taureau, 287 p.

Ross, Vincent, et Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec. 1993. *Gérer la diversité dans un Québec francophone, démocratique et pluraliste : principes de fond et de procédure pour guider la recherche d'accommodements raisonnables : étude complémentaire présentée à la ministre des communautés culturelles et de l'immigration*. Montréal: Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 103 p. p.

Seymour, Michel. 1999. *La nation en question essai*. Montréal: L'Hexagone, 206 p.

Smith, Anthony D. 1991. *National identity*. Coll. «Ethnonationalism in comparative perspective». London: Penguin, ix, 227 p. p.

- Smith, Anthony Douglas. 1971. *Theories of nationalism*. London: Duckworth, viii, 344 p. p.
- Specht, Maryline. 2010. « Les représentations sociales des risques à l'origine des risques de crise », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale* 3/ 2010 (Numéro 87), p. 393-422, [www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologie-sociale-2010-3-page-393.htm](http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologie-sociale-2010-3-page-393.htm).
- UMCS. 2008. « guide d'utilisation de la base de données eureka ». En ligne. <http://www.umoncton.ca/umcs-bibliotheque/files/umcs-bibliotheque/wf/wf/pdf/7373.pdf>
- Venne, Michel. 2000. *Penser la nation québécoise*. Coll. «Débats». Montréal: Québec/Amérique, 308 p. p.
- Wanlin, Philippe. 2007. « L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels », Actes du colloque "Bilans et perspectives de la recherche qualitative", dans *Recherches qualitatives – Hors-Série – Numéro 3*. p. 234 - 272
- Wheatley, Jonathan. 2007. "Le nationalisme 'civique' et 'ethnique' revisité : la conceptualisation de l'état, de la nation et du citoyen dans l'ex-Union soviétique", *Annuaire français des relations internationales*, p.159 – 179. En ligne. [http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/11\\_Wheatley.pdf](http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/11_Wheatley.pdf)

## 2 Articles analysés

### 2.1 Analyse qualitative

- Bélair-Cirino, Marco. 2014. « Burqa et niqab interdits - Les élus font fausse route, selon l'Université Concordia », *Le Devoir*, 24 janvier 2014.
- Boisvert, Yves. 2013. « Le gouvernement peut frapper un coup de circuit ! », *La Presse*. Actualités, vendredi, 4 octobre 2013, p. A3
- Caillou, Annabelle. 2014. « Québec solidaire déplore les propos de Janette Bertrand », *Le Journal de Montréal*, 1 avril 2014.

- Corbeil, Michel. 2013. « Charte: le PLQ entend répliquer avec sa propre proposition », *La Presse, Le Soleil*, 8 novembre 2013.
- Duceppe, Gilles. 2014a. « Débats sur la charte, c'est parti ! », *Le Journal de Montréal, Blogue de Gilles Duceppe*, 14 janvier 2014. En ligne.
- Duceppe, Gilles. 2014b. « Les " fausses affaires " de Philippe Couillard », *Le Journal de Montréal, Opinions*, lundi 10 mars 2014, p. 32
- Duceppe, Gilles. 2014c. « Avant de donner des leçons, Philippe Couillard devrait apporter des explications », *Le Journal de Montréal, Blogue de Gilles Duceppe*, 15 mars 2014. En ligne.
- Dutrisac, Robert. 2013. « Charte des valeurs - Le PQ durcit sa position », *Le Devoir*, 8 novembre 2013.
- Dutrisac, Robert et Fortier, Marco. 2013. « Charte des valeurs: porte ouverte aux compromis », *Le Devoir*, 18 septembre 2013.
- Landry, Bernard. 2013. « L'éducation implique diverses formes d'autorité », *Le Devoir*, 3 novembre 2013. En ligne.
- Lavallée, Jean-Luc. 2013. « "Inapplicable" », *Le Journal de Montréal*, 11 septembre 2013.
- Lefebvre, Sarah-Maude. 2014. « Échanges intenses entre les quatre chefs », *Le Journal de Montréal*, 28 mars 2014.
- Lessard, Denis. 2013. « QS appuie le droit de porter des signes religieux », *La Presse*, 10 octobre 2013.
- Lessard, Denis. 2014. « Françoise David, une année à la fois », *La Presse*, 27 mars 2014.
- Lévesque, Laura. 2013. « Du travail à faire, dit Françoise David », *La Presse, Le Quotidien*, 20 septembre 2013.
- Loisel, Mélanie. 2013. « Charte des valeurs québécoises - L'heure est au dépôt du projet de loi, dit QS », *Le Devoir*, 21 octobre 2013.
- Mourani, Maria. 2013a. « Un référendum sur la Charte ? », *La Presse, Débats*, mercredi, 2 octobre 2013, p. A23



Mourani, Maria. 2013b. « Je ne suis plus indépendantiste », *Le Devoir*, Idées, jeudi 19 décembre 2013, p. A7

Nadeau, Jessica. 2013. « Charte des valeurs québécoises - L'opposition appelle au compromis », *Le Devoir*, 23 octobre 2013.

Parizeau, Jacques. 2013. « Assouplissements nécessaires », *Le Journal de Montréal*, 3 octobre 2013. p. 4.

Pratte, André. 2013. « La ligne dure », *La Presse*, 11 octobre 2013.

## 2.2 Analyse quantitative

### 2.2.1 Jacques Parizeau

Beaulieu, Danielle. 2013. « Lettre - Double estimation arbitraire », *Le Devoir*, 5 octobre 2013.

Beaulieu, Victory-Lévy. 2013. « Non, Monsieur Parizeau! », *Le Devoir*, 8 octobre 2013.

Bombardier, Denise. 2013. « Les hommes voilés », *Le Journal de Montréal*, 5 octobre 2013.

Bourgault-Côté, Guillaume. 2013. « La Charte va trop loin, estime Jacques Parizeau », *Le Devoir*, 3 octobre 2013.

Dutrisac, Robert. 2013. « Une Charte des valeurs sans compromis », *Le Devoir*, 6 novembre 2013.

Gagnon, Katia et Pilon-Larose, Hugo. 2013. « "C'est gênant" Jacques Parizeau sermonne le PQ », *La Presse*, 4 octobre 2013.

Lajoie, Geneviève. 2013a. « Parizeau plus conciliant sur les signes religieux », *Le Journal de Montréal*, 3 octobre 2013.

Lajoie, Geneviève. 2013b. « Le ministre Drainville ouvre la porte à un retrait du crucifix », *Le Journal de Montréal*, 4 octobre 2013.

- Lavoie, Gilbert. 2013. « Une consultation bidon ? », *La Presse, Le Droit*, 5 octobre 2013.
- Legault, Josée. 2013a. « Pour un débat raisonné », *Le Journal de Montréal*, 3 octobre 2013.
- Legault, Josée. 2013b. « Réfléchir aux conséquences », *Le Journal de Montréal*, 4 octobre 2013.
- Lessard, Denis. 2013. « Québec songe à retirer le crucifix », *La Presse*, 9 octobre 2013.
- Lortie, Marie-Claude. 2013. « Le foulard n'est pas un détail, M. Parizeau », *La Presse*, 4 octobre 2013.
- Martineau, Richard. 2013. « Drainville a gagné », *Le Journal de Montréal*, 5 octobre 2013.
- Nadeau, Jessica. 2013. « Charte des valeurs - Parizeau a parlé », *Le Devoir*, 4 octobre 2013.
- Parizeau, Jacques. 2013. « Assouplissements nécessaires », *Le Journal de Montréal*, 3 octobre 2013, p. 4.
- Ravary, Lise. 2013. « La sagesse de Jacques Parizeau », *Le Journal de Montréal, Blogue de Lise Ravary*, 3 octobre 2013.
- Rémillard, David. 2013. « Des centaines d'opposants à la Charte des valeurs manifestent à Québec », *La Presse, Le Soleil*, 6 octobre 2013.

### 2.2.2 Lucien Bouchard

- Boisvert, Yves. 2013. « Le gouvernement peut frapper un coup de circuit ! », *La Presse. Actualités*, vendredi, 4 octobre 2013, p. A3.
- Bourgault-Côté, Guillaume. 2013. « Charte: Lucien Bouchard suit Jacques Parizeau », *Le Devoir*, 4 octobre 2013.
- Cardinal, Françoise. 2013. « La voie de la raison », *La Presse*, 5 octobre 2013.

Dufour, Christian. 2013. « Les enseignants », *Le Journal de Montréal*, 6 octobre 2013.

Jury, Pierre. 2013. « Le fossé se comble », *La Presse, Le Droit*, 5 octobre 2013.

### 2.2.3 Bernard Landry

Barrière, Mireille. 2013. « Les collégiens Landry et Parizeau », *La Presse*, 6 novembre 2013.

Dutrisac, Robert et Vastel, Marie. « Charte des valeurs québécoises - L'inconfort des forces souverainistes explose », *Le Devoir*, 13 septembre 2013.

Landry, Bernard. 2013. « L'éducation implique diverses formes d'autorité », *Le Devoir*, 3 novembre 2013. En ligne.

Lavallée, Jean-Luc. 2013. « Landry VA plus loin que Parizeau et Bouchard », *Le Journal de Montréal*, 2 novembre 2013.

Lessard, Denis. 2013a. « Charte: un «geste courageux», selon Bernard Landry », *La Presse*, 11 septembre 2013.

Lessard, Denis. 2013b. « La Charte idéale de Bernard Landry », *La Presse*, 2 novembre 2013.

Lessard, Denis. 2013c. « Landry pour l'interdiction aux enseignants », *La Presse*, 2 novembre 2013.

Pilon-Larose, Hugo. 2013a. « Des souverainistes pro-Charte se rassemblent à Montréal », *La Presse*, 21 septembre 2013.

Pilon-Larose, Hugo. 2013b. « Bernard Landry voudrait être un médiateur entre Mourani et le Bloc », *La Presse*, 22 septembre 2013.

Presse Canadienne, La. 2013a. « Charte des valeurs: Bernard Landry se dit impatient de voir la version finale », *Le Devoir*, 2 novembre 2013.

Presse Canadienne, La. 2013b. « Charte des valeurs: Bernard Landry expose sa position dans une lettre ouverte », *La Presse Canadienne - Le fil radio*, 2 novembre 2013.

Roy, Jean. 2013. « Éducation et charte des valeurs », *La Presse, Le Nouvelliste*, 10 octobre 2013.

#### 2.2.4 Maria Mourani

Bastien, Pascal. 2013. « Houda-Pepin rentre dans le rang », *Le Devoir*, 20 novembre 2013.

Boivin, Simon. 2013. « Expulsée du Bloc, Maria Mourani dit vivre «une grosse peine» », *La Presse, Le Soleil*, 13 septembre 2013.

Bourgault-Côté, Guillaume. 2013a. « Maria Mourani déçoit ses défenseurs », *Le Devoir*, 11 décembre 2013.

Bourgault-Côté, Guillaume. 2013b. « Mourani «n'est plus indépendantiste» », *Le Devoir*, 25 décembre 2013.

Buzzetti, Hélène et Rettino-Parazelli, Karl. 2013. « Mourani remet en question sa foi en la souveraineté », *Le Devoir*, 14 septembre 2013.

Cameron, Daphné. 2013. « Les indépendantistes divisés », *La Presse*, 12 septembre 2013.

Croteau, Martin. 2013. « Maria Mourani: «Je ne suis plus indépendantiste» », *La Presse*, 18 décembre 2013.

Descôteaux, Bernard. 2013. « Charte des valeurs québécoises - Échec en vue », *Le Devoir*, 14 septembre 2013.

Dutrisac, Robert et Fortier, Marco. 2013. « Consultation sur la Charte - Drainville dévoilera une synthèse des opinions », *Le Devoir*, 1 octobre 2013.

Hébert, Michel. 2013. « Mourani, citoyenne canadienne », *Le Journal de Montréal, Blogue de Michel Hébert*, 18 décembre 2013.

Jury, Pierre. 2013. « L'épiphanie de Mourani », *La Presse, Le Droit*, 19 décembre 2013.

- La Haye, Dominique. 2013a. « "Le PQ fait fausse route" - Maria Mourani », *Le Journal de Montréal*, 12 septembre 2013.
- La Haye, Dominique. 2013b. « Maria Mourani expulsée », *Le Journal de Montréal*, 13 septembre 2013.
- La Presse. 2013. « ILs ont dit », *La Presse*, 13 septembre 2013.
- La Presse Canadienne. 2013a. « Maria Mourani réfléchit à son avenir comme militante indépendantiste », *Le Devoir*, 13 septembre 2013.
- La Presse Canadienne. 2013b. « Maria Mourani - Il serait «immoral» d'adopter la charte des valeurs à la majorité simple », *Le Devoir*, 19 novembre 2013.
- Lajoie, Geneviève. 2013. « Maria Mourani croit que le vote sur la charte devrait être libre », *Le Journal de Montréal*, 19 novembre 2013.
- Lavoie, Gilbert. 2013. « Un mauvais départ », *La Presse*, *Le Soleil*, 12 septembre 2013.
- Lefebvre, Sarah-Maude. 2013a. « Colère et déception », *Le Journal de Montréal*, 14 septembre 2013.
- Lefebvre, Sarah-Maude. 2013b. « " Le pays de pauline marois n'est pas le mien " », *Le Journal de Montréal*, 19 décembre 2013.
- Moalla, Taïeb. 2014. « La jambette de Maria Mourani à Pauline Marois », *Le Journal de Montréal*, 6 mars 2014.
- Mourani, Maria. 2013a. « Un référendum sur la Charte ? », *La Presse*, Débats, mercredi, 2 octobre 2013, p. A23
- Mourani, Maria. 2013b. « Je ne suis plus indépendantiste », *Le Devoir*, Idées, jeudi 19 décembre 2013, p. A7
- Salvet, Jean-Marc. 2013. « Maria Mourani, de souverainiste à fédéraliste », *La Presse*, *Le Soleil*, 18 décembre 2013.
- Ségal, Myriam. 2014. « Des droits à deux vitesses », *La Presse*, *Le Quotidien*, 18 janvier 2014.
- Teisceira-Lessard, Philippe. 2013a. « Expulsion de Mourani: «un manque de respect total», dit la députée », *La Presse*, 13 septembre 2013.



Teisceira-Lessard, Philippe. 2013b. « "Le lien de confiance est brisé" » *La Presse*, 14 septembre 2013.

Teisceira-Lessard, Philippe. 2014. « La commission parlementaire conforte Mourani », *La Presse*, 19 janvier 2014.

Vastel, Marie. 2013a. « Maria Mourani tourne le dos à la souveraineté », *Le Devoir*, 19 décembre 2013.

Vastel, Marie. 2013b. « Anti-charte n'égale pas fédéraliste », *Le Devoir*, 20 décembre 2013.

Vastel, Marie. 2014. « Houda-Pepin et Mourani, même combat », *Le Devoir*, 22 janvier 2014.

#### 2.2.5 Gilles Duceppe

Bourgault-Côté, Guillaume. 2013. « Point chaud - Charte de la laïcité - Duceppe rejoint Parizeau et Bouchard », *Le Devoir*, 2 décembre 2013.

David, Michel. 2013. « Qui a encore besoin du Bloc ? », *Le Devoir*, 17 décembre 2013.

Duceppe, Gilles. 2014a. « Débats sur la charte, c'est parti ! », *Le Journal de Montréal*, Blogue de Gilles Duceppe, 14 janvier 2014. En ligne.

Duceppe, Gilles. 2014b. « Les " fausses affaires " de Philippe Couillard », *Le Journal de Montréal*, Opinions, lundi 10 mars 2014, p. 32

Duceppe, Gilles. 2014c. « Avant de donner des leçons, Philippe Couillard devrait apporter des explications », *Le Journal de Montréal*, Blogue de Gilles Duceppe, 15 mars 2014. En ligne.

Gagnon, Katia. 2013. « Gilles Duceppe d'accord avec l'expulsion de Maria Mourani », *La Presse*, 3 décembre 2013

Gagnon, Lysiane. 2013a. « Qu'aurait dit René Lévesque ? », *La Presse*, 3 décembre 2013.

Gagnon, Lysiane. 2013. « Front commun des universités », *La Presse*, 5 décembre 2013.

Lajoie, Geneviève. 2013. « Duceppe contre le voile intégral en garderie privée », *Le Journal de Montréal*, 3 décembre 2013.

Lavoie, Gilbert. 2013. « La baise et la laïcité », *La Presse, Le Soleil*, 3 décembre 2013.

Pratte, André. 2013. « 4 sur 8 », *La Presse*, 3 décembre 2013.

Ravary, Lise. 2013. « Je suis en bonne compagnie », *Le Journal de Montréal, Blogue de Lise Ravary*, 2 décembre 2013.

## 2.2.6 Françoise David

Bélair-Cirino, Marco. 2014. « Burqa et niqab interdits - Les élus font fausse route, selon l'Université Concordia », *Le Devoir*, 24 janvier 2014.

Bourque, François. 2013. « Au nez et à la barbe de la laïcité », *La Presse, Le Soleil*, 14 septembre 2013.

Breton, Brigitte. 2014. « La «vraie» égalité », *La Presse, Le Soleil*, 11 mars 2014.

Caillou, Annabelle. 2013. « Françoise David dénonce le ton du débat », *Le Journal de Montréal*, 21 octobre 2013.

Caillou, Annabelle. 2014. « Québec solidaire déplore les propos de Janette Bertrand », *Le Journal de Montréal*, 1 avril 2014.

Chouinard, Tommy. 2013a. « Maltais justifie ses nominations pro-Charte », *La Presse*, 21 septembre 2013.

Chouinard, Tommy. 2013b. « «Ma première année comme député» », *La Presse*, 30 décembre 2013.

Colleu, Mélanie. 2013. « "Bras grand ouverts" - Françoise David », *Le Journal de Montréal*, 14 septembre 2013.

Colleu, Mélanie. 2014. « Les propositions des chefs pour le Québec », *Le Journal de Montréal*, 5 avril 2014.

- Corbeil, Michel. 2013a. « Le crucifix sera chassé de l'Assemblée nationale », *La Presse, Le Soleil*, 22 octobre 2013.
- Corbeil, Michel. 2013b. « Charte: le PLQ entend répliquer avec sa propre proposition », *La Presse, Le Soleil*, 8 novembre 2013.
- Corbeil, Michel. 2014. « Charte des valeurs : droit de parole limité pour Québec solidaire », *La Presse, Le Soleil*, 14 janvier 2014.
- David, Michel. 2013. « Débat à la chinoise », *Le Devoir*, 12 octobre 2013.
- Dutrisac, Robert. 2013. « Charte des valeurs - Le PQ durcit sa position », *Le Devoir*, 8 novembre 2013.
- Dutrisac, Robert et Fortier, Marco. 2013. « Charte des valeurs: porte ouverte aux compromis », *Le Devoir*, 18 septembre 2013.
- La Presse. 2013. « Françoise David dénonce les récentes nominations au CSF », *La Presse*, 20 septembre 2013.
- La Presse. 2014. « Ce qu'ils ont dit », *La Presse*, 28 mars 2014.
- Lajoie, Geneviève. 2013. « Françoise David déplore les préjugés de Janette Bertrand », *Le Journal de Montréal*, 17 octobre 2013.
- Lavallée, Jean-Luc. 2013. « "Inapplicable" », *Le Journal de Montréal*, 11 septembre 2013.
- Lavoie, Gilbert. 2013. « Aux suivantes ! », *La Presse, Le Droit*, 21 septembre 2013.
- Le Devoir. 2013. « Charte des valeurs québécoises - Réactions mitigées sur la scène politique provinciale », *Le Devoir*, 11 septembre 2013.
- Leduc, Louise. 2014. « Écrits antireligieux : Louise Mailloux persiste et signe, sans réitérer », *La Presse*, 13 mars 2014.
- Lefebvre, Sarah-Maude. 2014. « Échanges intenses entre les quatre chefs », *Le Journal de Montréal*, 28 mars 2014.
- Lessard, Denis. 2013a. « QS appuie le droit de porter des signes religieux », *La Presse*, 10 octobre 2013.

- Lessard, Denis. 2013b. « Françoise David, coporte-parole Québec solidaire », *La Presse*, 18 octobre 2013.
- Lessard, Denis. 2014. « Françoise David, une année à la fois », *La Presse*, 27 mars 2014.
- Lévesque, Laura. 2013. « Du travail à faire, dit Françoise David », *La Presse, Le Quotidien*, 20 septembre 2013.
- Loisel, Mélanie. 2013. « Charte des valeurs québécoises - L'heure est au dépôt du projet de loi, dit QS », *Le Devoir*, 21 octobre 2013.
- Loisel, Mélanie. 2014. « Françoise David au Devoir - Québec solidaire rêve de la balance du pouvoir », *Le Devoir*, 1 avril 2014.
- Nadeau, Jessica. 2013. « Charte des valeurs québécoises - L'opposition appelle au compromis », *Le Devoir*, 23 octobre 2013.
- Normandin, Pierre-André. 2014. « Québec solidaire sur le terrain de la souveraineté », *La Presse*, 5 mars 2014.
- Pratte, André. 2013. « La ligne dure », *La Presse*, 11 octobre 2013.
- Salvet, Jean-Marc. 2013a. « Port de signes religieux: Drainville trace une ligne rouge », *La Presse, Le Soleil*, 10 octobre 2013.
- Salvet, Jean-Marc. 2013b. « Niqab dans une garderie: le gouvernement impuissant », *La Presse, Le Soleil*, 21 novembre 2013.
- Salvet, Jean-Marc. 2014. « Houda-Pepin épingle Couillard », *La Presse, Le Soleil*, 12 février 2014.